

Robert Duguet

Dérives populistes
dans le mouvement
ouvrier hier et aujourd'hui

Edilivre



« Reprendre pour les générations futures ce qui doit demeurer de l'héritage de Léon Trotsky, par-dessus la tête de ceux qui ont capté un héritage pour le dévoyer. »

Pierre Salvaing

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres »

Antonio Gramsci

Principaux sigles utilisés :

[Retour](#)

CAP : Commission Administrative Paritaire, organe de direction de la SFIO, représentant les courants de pensée du parti à la proportionnelle.

CAP : Convention pour une Alternative Progressiste, petite organisation de la gauche radicale française fondée en 1994 et dissoute en 2009.

CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.

CGT : (Confédération Générale du Travail) présidée en 1930 par le courant réformiste de Léon Jouhaud.

CGTU : (Confédération Générale du Travail Unifiée) animée par des militants du PCF jusqu'à la réunification de 1936.

CDS : Centre des Démocrate Sociaux, parti bourgeois de centre droit, d'inspiration démocrate chrétienne, fondé en 1976 et comptant entre autres dans sa direction, Jean Lecanuet, à l'époque maire de Rouen.

CERES : Centre d'Etudes et de Recherches Socialistes, créé en 1966 et adhérent de la SFIO, dans la tradition guesdiste. Principal fondateur, Jean Pierre Chevènement. Le CERES sera cofondateur du nouveau PS à Epinay.

CIR : Convention des Institutions Républicaine, club créé par François Mitterand.

CJM : Congrès Juif Mondial.

CNAL : Comité National d'Action Laïque, créé à l'initiative du SNI, de la FEN et de la Ligue de l'Enseignement contre la loi Debré d'aide à l'enseignement privé catholique.

CNJA : Confédération Nationale des Jeunes Agriculteurs, animée par les Chrétiens Sociaux de la JAC.

CNR : Le Conseil National de la Résistance sera constitué le 27 mai 1943 sous l'autorité de l'ex-préfet Jean Moulin, révoqué par Vichy. Ce dernier avait été adoubé par le général De Gaulle le 1^{er} janvier 1942 : son rôle consistait à unifier les mouvements de résistance et donner une légitimité internationale et sociale au général De Gaulle.

CAO : Comités d'Alliance Ouvrière, courant créé dans la décennie 1970-1980 à l'initiative de l'OCI.

CRIF : Conseil Représentatif des Institutions Juives de France.

DDEN : Délégués Départementaux de l'Education Nationale : sa véritable origine remonte à la Convention de 1793 qui institue des « *magistrats aux mœurs* » auprès des écoles. Durant toute la période républicaine, les délégués souvent francs-maçons, jouaient un rôle de surveillance de la bonne application des principes de laïcité. Les DDEN seront supprimés sous Pétain. Rétablis à la Libération, la visite des délégués départementaux de l'Éducation nationale porte sur tout ce qui concerne la bonne marche de l'établissement, des questions matérielles à celles d'éducation populaire.

EE : Ecole Emancipée, courant minoritaire révolutionnaire de la FEN.

EE-FUO : Ecole Emancipée pour le Front Unique Ouvrier, minorité révolutionnaire de la FEN dirigée par le courant lambertiste, elle vient de l'éclatement de l'Ecole Emancipée, courant syndicaliste révolutionnaire, après 1968.

FCPE : Fédération Cornec des Parents d'Elèves, du nom de son fondateur Jean Cornec (1919-2003), militant syndicaliste révolutionnaire appartenant à la Révolution Prolétarienne de Pierre Monatte. La FCPE sera fondatrice du CNAL. Envahie par les cohortes du nouveau PS, son orientation n'a plus rien à voir avec les positions laïques des fondateurs : elle s'appelle aujourd'hui fédération Andrieux.

FEN : Fédération de l'Education Nationale constituée sur le refus de l'éclatement du syndicalisme confédéré en 1947.

FUE : Fédération Unitaire de l'Enseignement, organisation syndicale enseignante de 1919 à 1935, animée par des militants se réclamant du communisme, mais opposés au stalinisme du parti français. En 1935, lors de la réunification confédérale, la fédération se dissout dans la CGT.

FTP : Francs-Tireurs Partisans, branche militaire de la résistance PCF.

FI ou MFI : France Insoumise de Jean Luc Mélenchon, créé en février 2016.

GAM : Groupes d'Action Municipaux, stratégie municipale principalement animée par le PSU dans les années 1960-1975.

GR : Gauche Révolutionnaire, courant de la SFIO, animé par Marceau Pivert et ses camarades.

GS : Gauche Socialiste, courant du nouveau PS, constitué en 1988, dirigé par le trio Julien Dray-Jean Luc Mélenchon-Marie Noëlle Lienemann, rejoint un moment par Gérard Filoche.

JAC : Jeunesse Agricole Catholique.

JS : Organisation de Jeunesse de la SFIO.

JSI : Jeunesses Socialistes Ibériques de la période de la guerre civile espagnole.

LCR : Ligue Communiste Révolutionnaire, courant Franck-Krivine, ancêtre du NPA.

LDH : Ligue des Droits de l'Homme.

LICA : La Ligue Internationale contre l'Antisémitisme est l'ancêtre de l'actuelle LICRA (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme).

Ligue de l'Enseignement, mouvement d'éducation populaire créé en 1866 par Jean Macé. Elle fédère tout un réseau d'associations locales, notamment les Fédérations des Œuvres Laïques (FOL). La Ligue était constitutive du CNAL (Comité National d'Action Laïque).

LOR : Ligue Ouvrière Révolutionnaire, stratégie mise en avant par le courant lambertiste.

MARS : Mouvement pour une alternative républicaine et sociale, organisation animée par Eric Coquerel, scissionniste du MDC de Jean Pierre Chevènement.

MDC : Mouvement des Citoyens, parti constitué par le courant de Jean Pierre Chevènement contre le oui à Maastricht et la première guerre du Golfe.

MNA : Mouvement National Algérien, courant indépendantiste, dont une composante ouvrière vient de l'Etoile Nord Africaine, dirigé par Messali Hadj.

MOR : Minorités Oppositionnelles Révolutionnaires, courant prostalinien de la FUE.

MRP : Mouvement Républicain Populaire, parti démocrate-chrétien issu de la résistance.

MUR : Mouvements Unifié de Résistance.

M5S : Mouvement 5 Etoiles, Beppe Grillo.

SNI : Syndicat National des Instituteurs de l'ex-FEN.

OCI : Organisation Communiste Internationaliste, composante lambertiste, née de la scission en 1952 avec la IVème internationale officielle, sa section française était la LCR de Franck-Krivine.

OCM : Organisation Civile et Militaire, regroupe plusieurs fractions de la résistance bourgeoise et du corps des officiers durant la seconde guerre mondiale.

PCI : Parti Communiste Internationaliste, organisation trotskyste de la période de la guerre. Le mouvement trotskyste est éclaté en deux branches : le PCI et le POI (Parti Ouvrier Internationaliste).

POB : Parti Ouvrier Belge, section belge de l'Internationale Socialiste.

POI : Parti Ouvrier Internationaliste, organisation trotskyste de la période de la guerre. Le mouvement trotskyste est éclaté en deux branches : le PCI (Parti Communiste Internationaliste) et le POI.

POI Parti Ouvrier Indépendant, nom pris par le courant lambertiste après le PT (Parti des Travailleurs) en 2008.

POID : Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique, né en 2015 de la scission avec le POI lambertiste.

PRS : Pour la République Sociale, association créée par les mélenchonien préparant le départ de ce courant du PS (2008).

PSF : Parti Socialiste de France, organisation scissionniste de la SFIO, sous l'impulsion du courant néo-socialiste en 1933.

PSU : Parti Socialiste Unifié, issu du PSA, organisation scissionniste de la SFIO durant la guerre d'Algérie.

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière, membre de la 2^{ème} Internationale social-démocrate..

SGEN-CFDT : Syndicat Général de l'Education Nationale intégré à la CFDT.

UDSR : Union Démocratique et Socialiste de la Résistance, cofondateur François Mitterand.

UDF : Union pour la Démocratie Française, parti de Giscard d'Estaing.

UID : Unité Indépendance et Démocratie, courant réformiste majoritaire de la FEN.

Sommaire :

[Renvoi aux principaux sigles utilisés](#)

[Introduction](#)

[Chapitre 1 : Populisme ou néo-socialisme d'hier : de 1930 à 1945](#)

- [L'offensive néo-socialiste dans la social-démocratie](#)
- [Le planisme dans le syndicalisme confédéré](#)
- [Ni Gauche, ni droite... un populisme nationaliste](#)
- [Le PPF de Doriot](#)
- [Le double jeu de l'Eglise, entre Vichy et la Résistance...](#)
- [Marcel Déat, de dérive en dérive vers le soutien au national-socialisme](#)
- [La question du rôle des experts : un exemple la revue Prélude.](#)
- [Vichy va décevoir parmi ceux qui s'étaient ralliés à la Révolution Nationale](#)
- [Mutation des tenants du corporatisme...](#)
- [L'école d'Uriage, former les cadres d'un nouvel Etat :](#)
- [La revue Economie et Humanisme.](#)
- [L'OCM \(Organisation Civile et Militaire\) et la « constitution du peuple de France »...](#)
- [Résumons-nous sur la période 1930-1945...](#)

[Chapitre 2 : Face aux reniements de la SFIO, le néo-socialisme continue à tracer son « Sillon », 1945-1965](#)

- [Léon Blum au sortir de la guerre et de la déportation...](#)
- [L'UDSR, une opération néo-socialiste ratée...](#)
- [La Convention des Institutions Républicaines](#)

[Chapitre 3 : Epinay, renaissance ou destruction de la social-démocratie ?](#)

- [Le mouvement ouvrier et la religion](#)
- [Epinay, une « monstrueuse » imposture](#)

[Chapitre 4 : Laïcité : la trahison néo-socialiste dans une de ses œuvres vives](#)

- [Le mitterandisme prend en charge efficacement la survie de la Vème république](#)
- [1982-1984 : la loi Savary, une défaite majeure du mouvement ouvrier et démocratique](#)
- [PCF : l'application de la politique de « la main tendue » dans l'enseignement](#)
- [Le parti de l'unité des deux cultures et les ambiguïtés de l'aile gauche du mitterandisme](#)
- [Mélenchon dans la filiation de l'aile gauche du mitterandisme](#)
- [Le sort des organisations démocratiques](#)
- [Loi de 1905 : les attaques contre le cœur de la loi commencent sous Mitterand](#)
- [Comment le mouvement ouvrier posait la question laïque](#)

[Chapitre 5 : Le lambertisme et la renaissance du PS](#)

- [Introduction](#)
- [Après 1968, l'OCI décrète l'imminence de la Révolution mondiale !](#)
- [La question de l'entrisme dans la social-démocratie chez Trotsky](#)

- [Sur la question du parti radical de gauche dans l'Union de la gauche après 1972 :](#)
- [Aux yeux de Pierre Lambert et de l'OCI, Mitterand change de nature en quelques mois...](#)
- [Le témoignage de Charles Berg, ex-dirigeant de l'AJS et du bureau politique de l'OCI](#)
- [L'affaire Lionel Jospin](#)
- [Mitterand - Lambert : un accord qui n'a profité qu'au seul Mitterand ?](#)
- [Lambert tourne le dos aux développements « centristes » possibles au sein du mouvement socialiste, et laissera de ce fait le terrain libre à Mélenchon.](#)
- [Jacques Kergoat en 1997, historien et membre de la direction de la LCR](#)

[Chapitre 6 : Quand Jean Luc Mélenchon, se préparant à sortir du PS, pourfendait le néo-socialisme de Ségolène Royal et de François Hollande...](#)

- [Les origines de la ligne « démocrate »](#)
- [La ligne « démocrate » et la doctrine sociale de l'Eglise romaine...](#)
- [Ségolène Royal ou le retour au néo-socialisme des années 1930...](#)
- [Mélenchon rallie aujourd'hui ce qu'il a condamné hier au nom du socialisme](#)

[Chapitre 7 : PG : naissance et destruction d'un parti](#)

- [La réunion de Périgueux en septembre 2005](#)
- [Un partenariat PCF-PRS](#)
- [Un regard porté vers les Linke allemands](#)
- [L'apport de Marc Dolez et de « Forces Militantes »](#)
- [Le développement du Front de Gauche](#)
- [La déception : un exemple l'Appel du 20 février 2010...](#)
- [Un « parti creuset » qui n'a jamais existé](#)
- [Trotsky et la discussion sur le centrisme dans le mouvement ouvrier](#)
- [Des journées d'étude du FDG à Grenoble en août 2012 à l'université d'été du PG en 2014...](#)

[Chapitre 8 : Vers le populisme](#)

- [L'ère du peuple ?](#)
- [Dès 2012 Mélenchon regarde vers Podemos](#)
- [Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, les fondements doctrinaux](#)
- [La question des « corps intermédiaires » dans le populisme : Jean Luc Mélenchon contre la charte d'Amiens...](#)

[Epilogue](#)

[Index](#)

[Bibliographie](#)

Introduction

[Retour](#)

Dans cette Europe gangrenée par la crise du néo-libéralisme, le développement des populismes semble inéluctable. Il y a eu en Grande Bretagne la victoire des partisans du Brexit¹ et le processus de sortie de l'Union Européenne : Le 23 juin 2016, lors d'un référendum organisé par l'ancien Premier ministre David Cameron, 51,9% des Britanniques ont choisi de quitter l'UE. En Italie, les électeurs ont, en décembre 2016, largement rejeté la réforme institutionnelle proposée par le Premier ministre Matteo Renzi. À chaque élection c'est le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, qui a gagné des positions. Récemment, il entre au gouvernement dans le cadre d'une coalition avec la Ligue d'extrême droite de Matteo Salvini. C'est l'homme fort du M5S (Mouvement 5 Etoiles), Luigi di Maio, qui exerce les fonctions de ministre du travail et des relations économiques. En Autriche l'appareil d'Etat après la seconde guerre mondiale, n'a jamais été épuré comme en France ou en Italie : en 2016, le candidat d'extrême droite Norbert Hofer, s'il a perdu l'élection présidentielle de peu, son parti, le FPÖ (Freiheitliche Partei Österreich), sera en position de force lors des législatives de 2017 : il est nommé ministre fédéral des Transports, de l'Innovation, de la Technologie et de la Recherche. Ce qui le désigne comme candidat lors de la prochaine élection présidentielle. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté (PVV) présidé par Geert Wilders, est devenu la deuxième force parlementaire. Cet allié de Marine Le Pen est aujourd'hui traduit devant la justice de son pays pour avoir appelé à la haine raciale contre la communauté marocaine. Dans les pays qui étaient satellites de l'Union Soviétique, en Hongrie et en Pologne, le Premier ministre Viktor Orbán et le gouvernement issu du parti PiS (Prawo i Sprawiedliwość, Droit et justice) partagent les mêmes options réactionnaires anti-migrants et anti-européennes que le FN français. En Allemagne, le parti national-conservateur AfD (Alternative für Deutschland), suite à un premier succès aux élections régionales réalise 4,7% des voix pour les élections au Bundestag de septembre 2017. Si ces mouvements sont issus de l'extrême droite classiquement populiste, d'autres procèdent de la décomposition des vieilles internationales ouvrières du XXème siècle : on a connu le mouvement Syriza en Grèce dont les responsables après avoir gagné une majorité électorale à gauche se sont littéralement couchés devant l'Union Européenne, saignant littéralement le peuple grec. Podemos en Espagne est issu d'un mouvement profond dans le salariat et la jeunesse espagnole, celui des indignés. Si la thématique reprise par ses dirigeants aujourd'hui reprend le corpus idéologique du populisme, son existence comme mouvement populaire de masse résiste à la volonté de ses dirigeants fondateurs d'imposer une structure verticale contrôlée par la direction de Podemos. Quant à la France le populisme son point d'ancrage se cristallise sur une opposition entre le peuple et le pouvoir des élites corrompues. C'est le fond de commerce de Marine Le Pen. C'est aussi, après la sortie de Jean Luc Mélenchon du Front de Gauche, la thématique centrale de la France Insoumise.

Avec la disparition de l'URSS dans la décennie 1990, s'est achevée une séquence commencée avec la révolution d'octobre 1917 : le stalinisme aura fait reculer le communisme pour de longues décennies. C'est la social-démocratie qui accompagne à partir des années 1980 les contre-réformes exigées par le capitalisme mondialisé. C'est dans ce cadre fourni par la dislocation du mouvement ouvrier organisé que s'engouffre aujourd'hui le populisme, qu'il vienne de l'extrême droite classique ou de la crise des organisations de gauche. Le populisme est la voie la plus courte, la plus facile, pour les bateleurs d'estrade habiles mais la plus démagogique pour gagner une représentation électorale dans les

¹ Brexit: abréviation de British exit.

institutions des états-nations en décomposition. La plus courte ne signifie pas du tout qu'elle permet d'offrir une perspective anticapitaliste aux mouvements sociaux à venir.

En écrivant ce livre je suis tombé sur l'œuvre du dessinateur et sculpteur belge surréaliste Thomas Lerooy. Cette sculpture de 2014 s'intitule : « *Détruis tout ce que tu touches* ». Comme le titre l'indique, l'œuvre d'art authentique vise toujours à déconstruire le monde réel qui nous entoure et nous asphyxie de plus en plus, pour imaginer un autre monde et un autre avenir pour l'humanité. Je ne sais pas si, lorsque le créateur a fait naître cette forme de la matière brute, il pensait aux mêmes choses que moi : ce point a peu d'importance. Lorsqu'une forme est née de la main et du cœur de l'artiste, elle vit sa propre vie et lui échappe. Cette image d'une auto-crucifixion est bien celle d'une époque où les forces du travail et de la jeunesse ne trouvent pas d'issue. La symbolique du clou renvoie à mon sens au vieux Christianisme, qui enseigne qu'il te faut renoncer à transformer le monde et à changer tes désirs plutôt que l'ordre existant. La doctrine sociale de l'Eglise a été au centre de toutes les aventures populistes. Hier chez Pétain. Pour ma génération le mitterrandisme aura été le regroupement politique qui a détruit le mouvement socialiste et préparé les aventures populistes dites de « *gauche* ». La France Insoumise de Jean Luc Mélenchon n'a pas surgi telle la déesse Athéna de la cervelle de Zeus, mais d'une longue décomposition des formes historiques du mouvement ouvrier.

C'est l'objet de ce travail : je suis un militant qui a fait ses classes dans l'OCI de Pierre Lambert ; j'ai rejoint lors du congrès de Metz en 1980 le parti de François Mitterrand et le combat de Jean Luc Mélenchon pour construire un courant gauche dans la « *social-démocratie* » ; Dérouté par la défaite laïque de 1984, j'ai plus tard rompu avec les égarements de la Gauche Socialiste de Mélenchon-Dray, surtout le oui à Maastricht. animateur du journal « *Rassembler à Gauche* » pendant 14 ans d'existence de ce collectif, né du combat pour le non à l'Europe néo-libérale de Maastricht, j'ai combattu pour une alternative politique visant à regrouper les courants en désaccord avec un PS qui accompagnait les réformes anti-ouvrières. J'ai rejoint le Front de Gauche, tout en combattant sa nature de cartel électoral, qui ne permettait pas le contrôle de sa direction. Je condamne depuis, pour les raisons qui seront développées et argumentées dans ce travail, les dérives de « *gauche* » favorables au populisme.

Chapitre 1 : Populisme ou néo-socialisme d'hier : de 1930 à 1945

[Retour](#)

L'offensive néo-socialiste dans la social-démocratie

Marcel Déat publie en 1931 un livre intitulé « *Perspectives socialistes* » et il écrira beaucoup plus tard dans ses « *Mémoires Politiques* », rédigées à la fin de sa vie, que l'essentiel de la position néo-socialiste était dans cet essai polémique contre la direction réformiste de la SFIO. Considérant le marxisme, non comme l'expression consciente du prolétariat comme « *classe pour soi* », il le réduit à une méthode de penser pour comprendre les processus sociaux et économiques. Dans ses textes antérieurs à 1981 François Mitterrand dira et écrira rigoureusement la même chose. Le socialisme ne peut avoir de majorité dans le pays, s'il s'en tient au rassemblement de la seule classe ouvrière et des éléments prolétariés. Déat est ici dans la logique d'une pensée rigoureusement dans l'héritage social-démocrate, qui n'envisage la transformation sociale que par la voie électorale. Il s'agit de réaliser « *un front du peuple* », rassemblant avec la classe ouvrière, l'ensemble des couches moyennes subissant indirectement l'exploitation et la domination du capitalisme. Le prolétariat n'est pas la classe en capacité de reconstruire la société sur d'autres bases du fait de sa place dans la production du travail social. Ce n'est pas la révolution qui est la locomotive de l'histoire, c'est la capacité du socialisme à changer la donne en utilisant les structures de l'Etat.

Marceau Pivert dans le Populaire du 27 juillet 1933 pointe sur l'essentiel :

« ...Car enfin il y a une aberration insupportable dans cette nouvelle position « doctrinale » (?). Les classes moyennes sont en mouvement. Et pour les suivre vous n'hésitez pas à quitter le terrain de classe du prolétariat... Voilà qui est inquiétant... »

...« Nous constituerons des équipes nouvelles », écrit Montagnon.

Qu'est-ce à dire ? S'il s'agit de lier plus étroitement que jamais syndicats et partis ouvriers dans la lutte commune, d'accord; mais c'est peut-être autre chose. Une autre équipe gouvernementale mieux outillée pour mater la classe ouvrière ?

Alors qu'on se le tienne pour dit: dans nos sections, dans nos syndicats, dans nos groupes de défense et dans nos jeunes gardes existent des énergies qui sauront coordonner leurs efforts, résister à tous les assauts et, sur le roc du front international de classe, qui se préparent aux gestes décisifs.

État fort ? Autorité ? Ordre ? Économie dirigée ? Formule à double entente. Parlons clairement : Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes, faire leur besogne eux-mêmes, diriger eux-mêmes l'économie internationale socialisée, organiser eux-mêmes leur sécurité de classe. Et refaire eux-mêmes le plus vite possible, leur unité révolutionnaire. Si c'est cela que veulent certains de nos camarades, pourquoi commencent-ils par s'insurger contre le Parti ? Pourquoi s'obstinent-ils à suivre dans son naufrage un radicalisme qui a donné toute la mesure de son impuissance ?

Oui, Déat, crions notre volonté de vivre le socialisme et de le faire, mais un socialisme qui effraye la bourgeoisie et qui dresse contre nous la haine de tous ceux qu'il menace... non pas un néo-socialisme (?) adapté aux besoins des classes dominantes et auquel toutes les feuilles capitalistes ouvrent largement leurs colonnes ! »

Dans l'histoire du nouveau PS, né à Epinay en 1971, la question du néosocialisme sera périodiquement récurrente : par exemple, lors de la candidature calamiteuse de Ségolène Royal à l'élection présidentielle de 2007, une frange du PS caractérise ses positions de « *néo-socialistes* ». Jean Luc Mélenchon qui a constitué l'association PRS² et qui se prépare à quitter « *la vieille maison* », développe une argumentation tout à fait convaincante dans son livre « *En quête de gauche après la défaite* »³. Des thèmes sécuritaires de la campagne il reprend la discussion du congrès de 1933 qui aboutira à l'exclusion du courant néo, en citant, à juste titre, les positions de Léon Blum. Nous aborderons cette question dans le chapitre traitant de la critique de la ligne « *démocrate* » par le Jean Luc Mélenchon de 2007.

Après leur exclusion de la SFIO, les néos soutiendront le Front Populaire, né de l'accord entre les partis ouvriers et la soi-disante représentation des couches moyennes, le parti radical-socialiste. Il n'y aura pas pour les néo-socialistes d'obstacle à soutenir le gouvernement de Front Populaire, contre-feu face à la montée prolétarienne de juin 1936. A partir de là découle toute la dérive future : il ne s'agit plus de socialiser ou de nationaliser, d'exproprier avec ou sans indemnités, mais l'Etat peut parfaitement et sans frais s'imposer dans les Conseils d'Administration des entreprises dont la gestion importe à l'intérêt public. Là il aura besoin de s'appuyer sur un syndicalisme qui passera « *des techniques de combat* » aux « *techniques de remplacement* », Marcel Déat écrira « *élevé à la dignité gestionnaire* ». Ce syndicalisme de cogestion de l'Etat bourgeois « *[laissera] ainsi toutes ses chances à l'intelligence des techniciens et à l'activité féconde des capitaines d'industrie...* »⁴

Les néo-socialistes s'opposent en fait à l'immobilisme de la vieille direction réformiste, qui sort du placard les jours de congrès le marxisme formel des héritiers de Jules Guesdes, pour conserver son pouvoir de caste parlementaire incrustée dans l'Etat bourgeois. Déat dénoncera dans « *Perspectives socialistes* » la subtile distinction que Léon Blum introduit entre l'exercice du pouvoir, conquis dans la légalité républicaine et la conquête du pouvoir pour le socialisme, renvoyée aux calendes grecques. Toutefois ce livre, du fait de la politique du centre réformiste de la SFIO, connaîtra un certain écho dans la jeunesse. A partir de là va s'affirmer une conjonction, qui est loin d'être insignifiante en terme d'influences dans la 2^{ème} Internationale, avec le planisme.

La théorie planiste est née au sein du Parti Ouvrier Belge sous l'impulsion de Henri de Man⁵. Il est Vice-président du POB, section belge de l'Internationale Social-démocrate, en 1938 à la suite d'un itinéraire qui l'amène de l'aile gauche à l'aile droite du parti, il prend la direction. La doctrine planiste entendait dépasser les crises cycliques du capitalisme, non par la reconstruction de la société sur les bases de l'expropriation du capital, mais en confiant à un Etat autoritaire le soin de diriger l'économie en conservant les structures du capitalisme. Le rôle de cet état face aux conflits surgissant de l'anarchie capitaliste imposerait un arbitrage de type bonapartiste entre le capital et le travail. Ses thèses

² PRS : Pour la République Sociale est une association déclarée comme association d'éducation populaire qui visait à mettre au centre du rassemblement des gauches le projet d'une république sociale, en évitant l'écueil de « *l'union des républicains des deux rives* », position du souverainisme de Chevènement.

³ Editions Balland, septembre 2007.

⁴ Marcel Déat : « *Mémoires politiques* », page 235, Denoël (1989).

⁵ Henri de Man : (1885-1953)

trouveront un écho dans le parti français auprès de ceux qui animeront le courant néo-socialiste dont les dirigeants dans la SFIO furent Marcel Déat, Gilbert Montagnon⁶ et Adrien Marquet⁷.

Les partis sociaux-démocrates de l'époque, qu'il s'agisse du POB ou de la SFIO, ont connu de fortes commotions lors de la bataille pour la sécularisation de l'Etat : l'affaire sera réglée en France par la loi de séparation des églises et de l'état et la laïcisation de l'ensemble des services publics, dont en particulier l'école. En Belgique, cette bataille sera menée mais le POB finira par accepter une forme de gestion concordataire, ménageant à la fois l'Eglise et l'université. Cette situation était celle de la France dans le concordat : Victor Hugo après 1848, par exemple, défendra les intérêts de l'université et de l'instruction publique face à l'Eglise catholique, au sein des commissions gouvernementales. De Man va mener l'offensive contre ce qu'il estime être l'erreur de Marx d'avoir considéré la religion comme « *l'opium du peuple* » ; il faut intégrer dans la politique planiste les secteurs de l'Eglise catholique se situant dans l'héritage du Christianisme social et des principes définis dans l'encyclique papale de Léon XIII « *Rerum Novarum* ». Les mouvements de jeunesse d'action catholique en Belgique évolueront vers la collaboration puis le ralliement au national-socialisme. On se souviendra des paroles d'une des dernières chansons de Jacques Brel :

« *...Messieurs les Flamingants
J'ai deux mots à vous rire...
Nazis durant les guerres
Et catholiques entre elles
Vous oscillez sans cesse
Du fusil au missel...* »⁸

Lors de l'offensive allemande sur la Belgique, alors qu'il est président du POB, De Man publie un manifeste en direction du courant socialiste et de son électorat, estimant que pour la classe ouvrière cette défaite militaire n'était que l'écroulement d'un vieux monde en décomposition et que le national-socialisme allait être une Libération sur le théâtre de cette nouvelle Europe brune en train de naître. En 1941, comme beaucoup de catholiques sociaux, il fera machine arrière et sera exclu de la politique par les autorités nazies. A la Libération il s'exile en Suisse pour éviter les poursuites et il est condamné par la justice de son pays à 20 ans de réclusion pour trahison.

Durant la décennie 1920-1930 apparaît au sein de la SFIO un courant s'intitulant « *Révolution Constructive* », animé par onze intellectuels dont l'historien Georges Lefranc, désireux de débarrasser le parti de ses références au marxisme, présentées comme dépassées. Cette offensive se développe dans une organisation de jeunesse du parti, « *les faucons rouges* ». Dans l'histoire de la social-démocratie les oppositions néo-socialistes commencent toujours par la remise en cause des

⁶ Montagnon Barthélémy, Marius: (1889-1966) Ingénieur et militant syndicaliste de la Loire. Il sera membre de la CAP de la SFIO. Il cosigne le manifeste des néos-socialistes en 1933. Il évolue vers la collaboration et exerce des responsabilités gouvernementales dans le gouvernement de Vichy. Il fut un des fondateurs avec Marcel Déat en 1941 du RNP (Rassemblement National Populaire). Bénéficiant de relations et de protections efficaces, il fut arrêté en 1945 mais relâché deux semaines après. Il put réintégrer la 18e section de la Fédération de la Seine de la SFIO et publiera un livre de souvenirs.

⁷ Marquet, Adrien : (1884-1955) Socialiste dès 1903, délégué de la Gironde au congrès d'unification de 1905. Il sera maire de Bordeaux de 1932 au 22 août 1944, date de la Libération de la ville. Elu de terrain il jouera un rôle important dans le développement de sa ville ; la fédération de Gironde, même après l'épisode de la collaboration, sera très marquée par le personnage. Il participe à la création du RNP de Déat. Frappé de 10 ans d'indignité nationale à la Libération, toutefois ses interventions auprès des nazis pour sauver des résistants et des juifs, le fait d'avoir négocié la reddition de Bordeaux sans destruction avec l'armée allemande, jouèrent en sa faveur.

⁸ Paroles d'une chanson extraite du dernier 33 tours de l'auteur, « *Les Marquises* », paru en 1977.

fondements marxistes du parti ouvrier. Elles privilégient les expériences européennes en train de se faire : rappelons que la vieille Europe capitaliste commence à voir se développer les régimes populistes et autoritaires : le parti fasciste de Mussolini⁹ prend le pouvoir en octobre 1922.

[Retour](#)

Le planisme dans le syndicalisme confédéré

« *Révolution Constructive* » va s'intéresser précisément à la question de la discussion syndicale amorcée dans la CGT dirigée par Léon Jouhaud autour du plan et qui arrive en discussion au congrès de 1935 de l'organisation syndicale réformatrice. Rappelons que de 1921 à 1936, suite au refus des réformatrices de rejoindre l'Internationale Syndicale Rouge, le courant communiste constituera une CGTU séparée. A travers l'intervention que fait le délégué de l'Union départementale des syndicats confédérés de l'Isère, Alexis Bardin, on comprend que se dessinent d'ores et déjà un tracé politique dans la CGT qui conduira quelques années plus tard des cadres syndicaux à la charte pétainiste du travail. Ce militant est membre du groupe Bolchévick-léniniste de la SFIO. La situation française se radicalise depuis les émeutes du 6 février 1934 et atteindra son point d'orgue avec la grève générale de juin 1936. Trotsky a préconisé que ses camarades entrent comme courant constitué dans la SFIO. En exil à Domène à côté de Grenoble, il travaille avec ce jeune militant à la rédaction de son intervention au congrès. Citons ce passage :

« Pour que la nationalisation s'opère, non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie tout entière sous la forme du contrôle ouvrier en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration de classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (voir conseils d'industrie), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé par l' « organisation professionnelle ». Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'englobent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat ; le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse.

La grève sera profitable aux ouvriers, syndiqués ou non, seulement à la condition que l'avant-garde syndicale entraîne la masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier, la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce serait là le vrai commencement de la démocratie ouvrière libre et honnête, par opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle... »¹⁰

⁹ Benito Mussolini (1883 - 1945) : Issu de milieu pauvre, il prend des responsabilités au sein du mouvement socialiste italien, dirige le journal national du parti en 1912, l'Avanti. L'expérience de la grande guerre, où il est gravement blessé en 1916, l'amène à rompre avec le mouvement ouvrier et ses amis socialistes qui sont majoritairement pacifistes et internationalistes. Il se radicalise alors sur des positions nationalistes, puis fascistes.

¹⁰ « *Du plan de la C.G.T. à la conquête du pouvoir* », de Léon Trotsky. Edition numérique des œuvres, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/index.htm>. Le texte est tiré de l'ouvrage de Pierre Broué, « *Le mouvement communiste en France* ».

La notion « *d'organisation professionnelle* » signifie une union des « *producteurs* », ce qui n'est pas autre chose que la mise en place de structures verticales associant le travail au capital. L'antidote c'est l'organisation indépendante des salariés et la pratique la plus large de la démocratie pour exproprier le capital.

La direction de la CGT réformiste, dans une situation qui allait droit à la grève de juin 1936 et à la réunification des deux branches du syndicalisme confédéré, abandonnera le projet planiste. La question va rebondir dans le parti socialiste qui connaît un afflux considérable de nouveaux adhérents et si le PCF connaît une hémorragie de militants et d'adhérents suite à la stratégie folle de désignation de la social-démocratie comme l'ennemi principal, la démocratie devient une réalité dans le mouvement socialiste. C'est « *La Bataille socialiste* » de Jean Zyromski et Marceau Pivert, composante s'inscrivant dans la tradition de Jules Guesdes, qui va mener l'offensive contre le courant néo-socialiste. Léon Blum et le centre réformiste suivront ce mouvement qui poussait le parti socialiste davantage sur sa gauche. Au congrès de 1933 Adrien Marquet fait une intervention sur le thème « *ordre, autorité, nation* », face à laquelle Léon Blum lui-même se déclare épouvanté. Les néos exclus, ils fondent le PSF (Parti Socialiste de France). Désormais il n'y a plus d'ennemis à l'intérieur, et les contradictions qui se développent entre la montée révolutionnaire vers juin 1936 et l'appareil parlementaire continuent de s'approfondir. Marceau Pivert rompt avec le courant guesdiste de Zyromski, tout en refusant les appels de Léon Trotsky et de ses jeunes camarades pour construire un parti révolutionnaire, il fonde avec ses camarades la Gauche Révolutionnaire. Ce courant connaîtra un développement rapide, jusqu'à représenter 25% des mandats de congrès de la SFIO ; ce qui est considérable dans une organisation de type social-démocrate où le dernier mot appartient toujours au groupe parlementaire.

« *Révolution Constructive* » ne suivra pas les néo-socialistes dans la scission, ce qui leur permettra de connaître un certain succès de 1933 à 1934 dans la SFIO, jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler et les premières mesures de la dictature fasciste contre le mouvement ouvrier allemand. Le pacifisme intégral et l'anticommunisme viscéral de ses membres constituants conduiront un certain nombre d'entre eux au soutien à Vichy, dont l'historien Georges Lefranc. L'influence du planisme va demeurer importante : en septembre 1934, une première conférence internationale se réunit, pas dans une bourse du travail mais à l'abbaye de Pontigny ; des militants belges dont Henri de Man, suisses, italiens et français, les syndicalistes CGT Belin et Lacoste, y élaborent les « *thèses de Pontigny* », corpus idéologique du corporatisme autoritaire. En décembre 1934, Henri de Man tient une réunion à Paris avec Belin, Lefranc, Vallon (Groupe dit du 9 juillet) et Déat ; il met l'accent sur sa formule de l'« *État fort* » en précisant que « *ce n'est plus par la révolution qu'on peut arriver au pouvoir* ». Il faut un Etat qui discipline l'anarchie capitaliste par l'intervention dans l'économie tout en jugulant les revendications ouvrières. Il faut une communauté d'intérêts. L'entreprise devient un « *bien commun* ».

[Retour](#)

Ni Gauche, ni droite... un populisme nationaliste

La doctrine planiste ou néo-socialiste condamne le libéralisme parce qu'il a institué l'anarchie sociale, elle rejette la lutte des classes qui en est la conséquence directe, et donc le rôle de la classe ouvrière, comme moteur du développement historique : le révisionnisme dans le mouvement ouvrier commence toujours sur cette question. Les planistes voient dans l'association des experts le groupe social en capacité de sortir la société de la crise qu'elle traverse. En 1931 se fonde le courant X-Crise ou « *planisme des ingénieurs* ». Ses fondateurs Gérard Bardet et André Loizillon associent des

personnalités issues de polytechnique pour trouver des solutions aux problèmes économiques des années 1930. Les planistes ne se réunissent pas seulement entre experts mais vont jouer un rôle incontestable dans la superstructure politique, multiplier des liens avec des hommes politiques appartenant aussi bien aux courants de gauche que de droite, et jusqu'à l'extrême droite maurrassienne.

On revendique le « *ni gauche-ni droite* » et on souhaite un Etat dirigé par des experts qui déposent la représentation parlementaire de ses prérogatives. Les planistes proposent la création d'un Conseil des corporations et d'un Conseil d'Etat, institutions qui permettraient de limiter les pouvoirs des députés élus au suffrage universel.

Intervenant dans la tragédie de la défaite des armées alliées face à l'offensive allemande de juin 1940, le 10 juillet 1940 est soumise à l'Assemblée nationale, incluant à la fois les députés et les sénateurs, une proposition de révision des lois constitutionnelles régissant la Troisième République : il s'agit d'attribuer les pleins pouvoirs constituant au maréchal Philippe Pétain, président du Conseil. C'est Pierre Laval¹¹ qui manœuvre pour obtenir une majorité parlementaire. 87 députés refusent, l'arc politique qu'ils représentent est très large. En fait la question de la transmission de tous les pouvoirs au maréchal Pétain divise tous les partis, du PS de Blum à l'extrême droite maurrassienne. Pour faire litière du reste sur les positions qui seront celles aussi bien de Charles De Gaulle que de François Mitterrand, c'est bien l'assemblée nationale issue du Front Populaire, moins le PCF qui avait été dissous et un certain nombre d'élus absents à Vichy ce jour-là, qui commet la trahison. Ce faisant, le vote engage la responsabilité historique de la France en tant que telle, notamment dans l'affaire de la rafle du Vel d'Hiv. C'est bien l'appareil d'Etat bourgeois et sa police qui organise la rafle du Vel d'Hiv les 16 et 17 juillet 1942. De même que ce sont les gendarmes français qui assurent la garde des otages de Chateaubriant avant de les remettre aux nazis pour les fusiller. La position officielle défendue par Charles De Gaulle et François Mitterrand, par laquelle bien des hommes et des femmes de gauche se sont laissés abuser durant des décennies, consistait à dire que la République ayant été abolie par le vote des parlementaires remettant le pouvoir au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, la France n'était pas impliquée dans cette affaire. Et Mélenchon d'ajouter : « *la France n'est rien d'autre que sa république... Non, non, Vichy ce n'est pas la France!* » Le véritable initiateur de cette position, c'est De Gaulle, qui doit faire face lors de l'effondrement de la machine de guerre nazie, et avec l'aide de la

Pierre Laval, (1883 - 1945) : Avocat de formation, il fait fortune en créant un cabinet. Il commence sa vie politique à l'extrême gauche avant de devenir maire SFIO d'Aubervilliers en 1914. Il conservera cette position d' élu jusqu'à sa chute à la fin de la guerre. Réformé pendant la grande guerre, il défendra toujours des positions pacifistes. Il rompt avec la SFIO en 1924 et adhère au cartel des gauches, exerce plusieurs responsabilités ministérielles et défend lors de la grande crise économique une politique déflationniste, qui a pour conséquence une baisse autoritaire des salaires. Il est à la pointe du combat pour obtenir que les parlementaires votent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Son engagement dans la collaboration est fondé sur un anticommunisme viscéral : il comprend la faiblesse du gouvernement de Philippe Pétain, bien incapable de faire face à la montée de la résistance. Le 22 juin 1942, soit un an après l'invasion de l'URSS, il prononce un discours radiodiffusé dans lequel il désigne l'Allemagne de Hitler comme le « *rempart contre le bolchevisme* ». On connaît la formule : « *Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que, sans elle, le bolchevisme, demain, s'installerait partout* ». Pétain le renvoie le 13 décembre 1940, mais les nazis, fatigués des atermoiements du gouvernement de Vichy, l'imposent à nouveau le 17 avril 1942. Son engagement dans la collaboration sera alors totale : il fait entrer le sinistre Darnand, fondateur de la milice, le 13 décembre 1943 dans son gouvernement, qui devient secrétaire général au maintien de l'ordre en remplacement de René Bousquet. Puis c'est le tour de Marcel Déat le 16 mars 1944 qui devient ministre du Travail et de la Solidarité nationale, en fait en charge d'organiser le STO (Service du Travail Obligatoire). Il sera fusillé, après un procès expéditif, le 15 octobre 1945.

direction thorézienne du PCF, à la montée prolétarienne. L'appareil d'Etat s'est globalement compromis dans la collaboration, il faut le sauver. Côté cour De Gaulle dit que la France ce n'est pas Vichy, mais côté jardin, il reprend les anciens fonctionnaires pour reconstruire l'Etat bourgeois, du moins avec ceux qui n'ont pas été trop loin dans le soutien à Vichy et aux nazis. Pour endiguer les règlements de compte et le climat de guerre civile, le gouvernement provisoire crée les tribunaux d'exception. En 2017, Mélenchon, en fidèle soutien à la continuité du mitterandisme, suit la voix de son maître.

Lorsque le maréchal Pétain constituera son cabinet, les planistes et les néo-socialistes y trouveront des places tout à fait conséquentes. Le syndicalisme confédéré est dissous et remplacé par le système des *Comités d'organisation (CO)*, pilotés par des planistes. La charte du travail instaure des corporations par branches d'activité, dans le but d'associer dans la même communauté d'intérêts patrons et ouvriers, et d'éviter ainsi la lutte des classes. La doctrine sociale de l'église servira de prêt à porter idéologique : patrons et ouvriers nous sommes tous des membres du « *corps mystique du Christ* ». L'Eglise catholique présente dès le début à Vichy soutiendra le régime. Le cardinal Gerlier écrira alors: « *Car Pétain, c'est la France et la France, aujourd'hui, c'est Pétain !* » Les personnalistes chrétiens de la revue *Esprit* et son animateur philosophe Emmanuel Mounier seront du cortège.

[Retour](#)

Le PPF de Doriot

Si le planisme s'est surtout développé à partir de la social-démocratie et des tenants de la doctrine sociale de l'église catholique, l'itinéraire de Jacques Doriot entraînant une fraction du courant communiste va être aussi un segment significatif. Itinéraire fulgurant du maire de Saint Denis qui va passer du combat en 1934 contre le cours ultragauche de la IIIème Internationale, qui voyait dans la social-démocratie un ennemi plus dangereux que le fascisme, au soutien total à Hitler : après avoir fondé la LVF (Ligue des Volontaires Français), il combattra en Russie sous l'uniforme de la Wehrmacht. On va retrouver dans le PPF (Parti Populaire Français) la même dénonciation du libéralisme économique et la nécessité d'une économie dirigée. La corporation y est définie de la manière suivante :

*« Dans la corporation française, le désordre social, la grève revendicative y deviendront inutile, puisque la classe ouvrière saura qu'à chaque moment de l'évolution économique, elle a sa part légitime, et qu'elle est intéressée au développement de cette production... La corporation protégerait délibérément le secteur libre et lui permettrait de résister au secteur protégé. Ensuite la corporation pourrait envisager de prendre certaines mesures de décentralisation industrielle, de démocratisation du capital, qui rendraient moins puissants les grands trusts... »*¹²

On retrouve la référence aux experts :

*« L'ordre nouveau sera l'ordre des cadres, leur victoire sera la victoire de l'intelligence et du courage sur la tyrannie du nombre et celle de l'argent... »*¹³

A la veille de la guerre, le PPF, d'abord respectueux de la démocratie républicaine, évoluera vers le corporatisme. Doriot évoquera les « *trois leviers essentiels de l'Etat moderne...le conseil des provinces, le conseil des corporations, le conseil de l'empire... La province, la région correspondent aux vieilles*

¹² Citation tirée de Jacques Doriot, de Jean Paul Brunet, page 256

¹³ Ibidem page 257

traditions nationales de notre pays. Mais c'est surtout dans leur cadre que se regroupent les organisations économiques et sociales, les associations patronales et syndicales, pour lesquelles le département représente un cadre administratif étriqué. Et puis la région permettrait de concentrer les moyens d'action du pays, d'éviter l'éparpillement des efforts ; elles permettraient aux 25 grands commis de l'Etat français de faire une œuvre constructive de longue haleine, où les 90 préfets de la République française, prisonniers des politiciens locaux, ne peuvent réaliser la mise en route que de petits travaux d'intérêt local... »

« ...le conseil des provinces françaises aurait donc pour tâche de guider, coordonner, inspirer le travail de nos provinces, auprès du gouvernement »¹⁴

Effectivement ces propos, outre le fait que le corporatisme remet en cause complètement l'apport révolutionnaire de 1789-1793 – jacobinisme et rôle des départements d'une part, place de la commune d'autre part comme unité de base de la république et de la démocratie -, entrent en résonance avec la politique économique actuelle et au rôle dévolu aux régions dans la décentralisation administrative, telle qu'elle est menée depuis la première loi Defferre de 1982. Mais aussi, au nom de l'efficacité administrative, la création plus récente d'unités intercommunales qui dessaisissent les citoyens de leur droit de contrôle sur la vie locale.

[Retour](#)

Le double jeu de l'Eglise, entre Vichy et la Résistance...

« Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père » (Jean 14:2)

Parmi les forces politiques, religieuses et économiques qui, à la faveur de l'effondrement de 1940, entreront dans la logique de la collaboration, les choses seront loin d'être confortables : Vichy est un gouvernement de crise. Au cœur du dispositif de soutien à Pétain, il y a d'abord la hiérarchie catholique. Nous avons cité précédemment Monseigneur Gerlier, primat des Gaules, qui, séduit par un corporatisme conforme au principe de subsidiarité de l'Eglise catholique, déclare : *« Car Pétain, c'est la France et la France, aujourd'hui, c'est Pétain ! »* En 1931 les encycliques de Pie XI, *« Quadragesimo Anno »* et *« Divini Redemptoris »*, avaient condamné le communisme comme *« intrinsèquement pervers »*, et encourageaient le mouvement socialiste à prendre ses distances vis-à-vis de l'internationale de Moscou. Pie XI condamnait le national-socialisme et son néo-paganisme. De janvier 1940 à août 1941, le IIIe Reich mènera une politique eugéniste, 70 000 personnes handicapées seront gazées. Les nazis furent contraints de reculer, en Allemagne du moins, suite à la mobilisation des autorités religieuses protestantes et des évêques catholiques. Marcel Déat, celui qui ira le plus loin dans son soutien au national-socialisme, laissera de nombreux écrits polémiques dans le journal *« l'Avenir »* sur la timidité de l'Eglise catholique à s'engager pleinement dans le soutien au IIIème Reich. Il écrit par exemple :

« C'est Monseigneur Gerlier qui disait un jour de l'an passé : « si le national-socialisme l'emporte, nous devenons des païens ; si le bolchevisme triomphe, nous sommes voués au martyre. » Aucune hésitation chez le primat des gaules : il préfère le martyre. C'est un cardinal de la Curie romaine qui, il y a quelques

¹⁴ Ibidem page 259

mois, déclarait : « Entre le national-socialisme et le bolchevisme, notre choix est fait », et devant l'air interrogatif de son interlocuteur, il précisait aussitôt : « mieux vaut 100 fois le bolchevisme. »¹⁵

A partir du moment où l'Etat corporatiste, et en Allemagne l'Etat national-socialiste vise l'embrigadement de la jeunesse pour la dégager de l'influence des internationales ouvrières et la mettre au service du projet totalitaire du fascisme, le conflit se développe avec l'Eglise catholique. Déat souligne que la révolution française a joué un rôle particulièrement nocif sur un clergé local qui restera plutôt favorable à un certain esprit gallican. Avec les lois laïques et le régime de séparation de 1905, l'Eglise catholique a perdu beaucoup d'influence sur le corps social. Si les fascistes revendiquent un contrôle sans partage sur les organisations de jeunesse, propre à fonder l'homme nouveau comme en Allemagne, c'est aux œuvres sociales de l'Eglise que le fascisme va s'attaquer. Institution bi-millénaire, elle sait laisser, comme dirait François Mitterand, « *le temps au temps* », et l'ancien élève de l'école Saint Paul d'Angoulême sait de quoi il parle. L'Eglise a toujours eu deux ou plusieurs fers au feu. Elle ne sera pas favorable à une jeunesse « *unie* » sous la bannière du Maréchal, inféodée aux idéaux fascistes, telle que la voudrait le ministre de l'Education Nationale le plus à droite, Abel Bonnard¹⁶.

Marcel Déat écrit :

« Aucun étonnement à voir le Saint-Père [Pie XI] se mobiliser avec une ardeur non pareille, lorsque l'État national-socialiste édicte sa volonté de prendre en charge l'éducation de la jeunesse. Aucune surprise, lorsque, en Italie, les mêmes tendances se font jour et provoquent les mêmes réactions. Nous savons, par expérience, que la zone de frottement la plus sensible entre l'Eglise et l'État, nous savons bien qu'en France, autant et plus qu'ailleurs, c'est là que les solutions seront les plus difficiles à trouver, en même temps qu'elles sont le plus souhaitables.

Ce que Pie XI condamne dans la conception allemande, c'est d'abord la notion totalitaire de l'État et l'on voit à plein pourquoi: c'est que l'église, elle aussi, est totalitaire : « tout homme, dira-t-il expressément, tout entier appartient à l'Eglise, parce que, tout entier, il appartient à Dieu ». On ne peut être plus catégorique, on ne peut laisser moins de marge théorique à aucun modus vivendi. L'Eglise, à certaines heures de revendications particulièrement ardentes, était déjà en conflit suraigu avec le vieil État neutre et laïque de la démocratie française, qui certes ne se prétendait pas voué à régir l'homme total : que sera-ce avec l'État révolutionnaire, qui ne peut ni ne veut rien laisser en dehors de ses prises ? Le problème en tout cas est posé de telle manière que la solution n'apparaît pas. »¹⁷

Lorsque Pie XI meurt en 1939, dans des conditions qui sont restées suspectes, son successeur Pie XII s'engage de manière plus évidente dans le soutien à la « *nouvelle Europe* » d'Hitler. C'est un pape qui suscite l'admiration de Marcel Déat. Il écrit : « *par la voix de Pie XII, l'église catholique vient d'adopter le programme social immédiat de la révolution européenne.* »¹⁸

[Retour](#)

¹⁵ Marcel Déat : Discours, articles et témoignages, Editions Déterna, page 71.

¹⁶ Bonnard, Abel (1883-1968) Maurrassien, rallié au fascisme, il devient ministre de l'Education Nationale en 1942, poste qu'il occupera jusqu'en 1944. Il fait partie des derniers partisans du régime de Vichy. Réfugié à Sigmaringen, il est condamné à mort par contumace et choisira d'aller vivre chez Franco.

¹⁷ Ibidem, page 73.

¹⁸ Ibidem, page 73

Marcel Déat, de dérive en dérive vers le soutien au national-socialisme

Depuis son exclusion de la SFIO jusqu'en juin 1940, formellement Déat continue de se réclamer du « *socialisme* ». En 1933 il participe à fonder le Parti Socialiste de France - Union Jean Jaurès qui regroupe des courants réformistes opposés à la fois à l'orientation de Blum et de l'aile gauche de la SFIO, et les néo-socialistes. Un certain professeur de lettres classiques, du nom de Georges Pompidou, rejoindra le courant néo au moment de la rupture avec la SFIO. Un certain Charles De Gaulle, que Déat rencontrera à plusieurs reprises pendant le Front Populaire, écrira de lui :

*" Déat a sans aucun doute un grand talent et une haute valeur. C'est de quoi on lui en veut. Mais patience, je crois qu'on le verra remonter et aller très haut. "*¹⁹

Le courant socialiste a toujours été marqué depuis la boucherie de 1914 par le pacifisme : Marceau Pivert et les gauches du parti appartiennent à une génération qui a connu les horreurs de la première guerre mondiale. Même le PSOP, créé par Pivert et ses camarades lors de l'exclusion de 1938 au congrès de Royan de la SFIO, ne pourra dégager une position commune face à la guerre qui s'annonçait. Déat combattra dans les années précédant la guerre sur une ligne de pacifisme intégral. Il militera même contre l'antisémitisme du parti nazi allemand et se ralliera au sionisme. Le 4 mai 1939, Marcel Déat publie dans l'Œuvre l'article "*Mourir pour Dantzig ?*" qui ralliait la politique anti-interventionniste : « *Il ne s'agit pas du tout de fléchir devant les fantaisies conquérantes de M. Hitler, mais je vous le dis tout net : flanquer la guerre en Europe à cause de Dantzig, c'est y aller un peu fort, et les paysans français n'ont aucune envie de mourir pour les Poldèves* ».

Son pacifisme l'amène à soutenir l'armistice du 22 juin 1940 et la nomination de Pierre Laval à la vice-présidence du Conseil.

Le révisionnisme de Déat s'applique jusqu'à la révolution française ; le concept de Nation du reste le gêne. Si Nation il y a, elle doit se fonder sur la race et le sang : à l'inverse des républicains libéraux qui pensent la nation dans l'héritage de la grande révolution française, Déat la fonde sur l'idée de « *communauté* ». Ernest Renan, bourgeois républicain libéral, dans une conférence célèbre donnée à la Sorbonne en 1876 explique que la nation est une association d'hommes et de femmes animés par la volonté de vivre ensemble et de se donner démocratiquement des règles de vie commune : ainsi, si l'appartenance à une ethnie, à une religion, le fait de parler une langue particulière ou d'habiter une région différente, sont des éléments qui peuvent produire des cultures différenciées, ce ne sont pas ces éléments qui fonde in fine la nation républicaine. Renan écrit : « *L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation.* » Le mouvement ouvrier reprendra à son compte après 1848, le programme libéral, là où les bourgeoisies occidentales, hésiteront à l'appliquer jusqu'au bout face aux révolutions sociales.

Ainsi sur la question juive, Marx et Engels défendront le programme républicain libéral, qui revendiquait la « *sécularisation* » de l'Etat. Dans la réalité politique de l'Allemagne d'alors, le terme de « *sécularisation* » correspond à ce que nous entendons aujourd'hui par laïcité de l'Etat. L'émancipation des juifs, communauté ethno-religieuse opprimée au cours d'une longue histoire du fait de cette appartenance, devient possible, dès lors où l'Etat est « *sécularisé* ». Dans l'esprit de la loi de séparation française de 1905, la république est indifférente aux opinions philosophiques ou religieuses des

¹⁹ Article sur Marcel Déat de l'Encyclopedia Wikipedia.

citoyens. Les attaques antisémites contre Blum commencent dans la SFIO au moment de l'exclusion de juillet 1933; Marcel Déat critique son « *subtil byzantinisme [...] et [sa] passivité tout orientale* », tout en soutenant la LICA (Ligue Internationale contre l'antisémitisme) jusqu'en 1936, association animée par des membres de la communauté juive, par ailleurs très éloignée à l'époque des positions pro-sionistes de l'actuelle LICRA. Cet antisémitisme larvé des néo-socialistes est lié aux batailles d'appareil au sein de la social-démocratie : beaucoup de militants ou d'élus dans l'environnement de Blum et de la majorité de la SFIO, ainsi que la rédaction du « *Populaire* » sont d'origine juive. Etonnante évolution d'un Marcel Déat qui sera favorable aux thèses sionistes de constitution d'un Etat juif, alors qu'à l'époque l'écrasante majorité des intellectuels et militants juifs, membres des Internationales Ouvrières, sont contre les positions de Theodor Herz,²⁰ fondateur du sionisme. Comme quoi, on peut être un bon sioniste et un antisémite pour le moins actif, puisqu'il rejoindra la position des nazis. Il écrit :

« Que disent donc les nationaux-socialistes ? Ils constatent la résistance du juif à l'assimilation, même en cas de métissages réitérés, ils enregistrent la persistance des caractères psychologiques et moraux de la race. Or l'expérience historique fait apparaître comme dangereuse la contamination des Aryens par les Sémites, et comme intolérable l'activité des groupes juifs à l'intérieur des sociétés occidentales. Traitant alors le problème d'un point de vue qu'on pourrait dire prophylactique, les nationaux-socialistes concluent à la nécessité d'une épuration systématique de la race aryenne enfin protégée, et à l'éviction progressive des éléments juifs. En dernière analyse, il s'agit d'inviter les juifs, après la guerre, à se grouper enfin comme les autres nations, en un territoire à eux désigné, et d'y démontrer ensuite, si oui ou non, ils sont capables de vivre en communauté et de se suffire à eux-mêmes. Ce dessin est sans ambiguïté, mais s'il expulse des juifs du sol européen, il ne les met pas en dehors de l'humanité... »²¹

En 1942 il va tenter d'unifier les partis collaborationnistes, l'opération visant surtout le PPF de Doriot : nous avons développé précédemment les positions de l'un et de l'autre sur la question sociale, ils étaient manifestement d'accord sur le corporatisme, mais Doriot déclinera l'offre. Déat proclamera le RNP (*Rassemblement National Populaire*) et constituera un appareil où les postes de responsabilité seront systématiquement attribués à des transfuges du socialisme et du syndicalisme confédéré. Si le parti de Déat n'a pas connu comme tous les partis collaborationnistes un développement populaire de masse, plusieurs courants du mouvement ouvrier ont cherché néanmoins à y faire de l'entrisme, estimant qu'il fallait être là où sont les masses. Ainsi une partie du PCI (Parti Communiste Internationaliste, d'obédience trotskyste) sur l'initiative d'Henri Molinier, Roger Foirier, issu des Jeunesses du PSOP de Marceau Pivert, Maurice Déglise, membre du comité central des Jeunesses communistes. Pierre Bousset, dit Lambert²², alors jeune militant trotskyste, condamnera la position d'aventurier de Molinier et quittera le PCI (Parti Communiste Internationaliste) pour rejoindre les positions internationalistes défendues par le POI (Parti Ouvrier Internationaliste). Cette organisation se singularisera par la construction d'un travail révolutionnaire dans la Wehrmacht par la diffusion du journal « *Arbeiter und Soldaten* ». Certains nationalistes anticolonialistes nord-africains entrent dans la collaboration avec l'Allemagne nazie qui leur fait miroiter l'indépendance de l'Algérie. Plusieurs dirigeants nationalistes algériens du Parti du peuple algérien (PPA) créé en 1937 par Messali Hadj

²⁰ Herz, Theodor (1860-1904) Fondateur historique de la doctrine sioniste au congrès de Bâle en 1897. Herz déplorera toute sa vie qu'une grosse majorité d'intellectuels juifs, membres des Internationales Ouvrières, rejettent l'idée de constitution d'un Etat juif. En 1896 il crée le Fonds pour l'implantation juive pour l'achat de terres en Palestine.

²¹ Le Populaire, 16-17 juillet 1933.

²² Pierre Lambert (1920-2008) voir chapitre 5.

²³entrent dans le RNP, pensant que Déat leur servira pour leur propre combat. De bien mauvaises initiatives !

Le 16 mai 1944, Déat entre dans le gouvernement de Pierre Laval comme ministre du travail et de la solidarité nationale. Il défendra une collaboration totale avec l'Allemagne nazie. En 1945, Il s'exile à Turin et sera caché par une institution religieuse où il finira ses jours en 1955, converti au catholicisme...

[Retour](#)

La question du rôle des experts : un exemple la revue *Prélude*.

La revue *Prélude* naîtra sur les questions d'urbanisme et de politique de la ville. On y retrouvera les noms de l'architecte célèbre Le Corbusier, de l'écrivain Robert Brasillach, Hubert Lagardelle²⁴, Pierre Winter²⁵ et de Philippe Lamour. Comme dans le réseau des ingénieurs on reconstruit un projet politique en partant de la compétence des experts dans un domaine donné, ici celui de l'urbanisme. Les animateurs de cette revue participeront en première ligne à la constitution du premier parti ouvertement fasciste en France, *Faisceau*, sigle en référence à la stratégie mussolinienne des faisceaux ou groupes d'interventions paramilitaires pour s'emparer du pouvoir. Après l'éclatement du *Faisceau* de Valois, Pierre Winter et Philippe Lamour seront les fondateurs du *Parti Fasciste Révolutionnaire* en 1928.

La revue *Prélude* se livrera à des attaques violentes contre Léon Blum et le gouvernement de Front Populaire. La République et la laïcité sont aux yeux de ses animateurs :

« ...un verbiage basé sur une mystique parlementaire et bourgeoise, issue de la Révolution de 1789, mystique dont la France meurt et dont l'aboutissement est l'oppression des classes salariés. »²⁶

Ils revendiquent une nouvelle monnaie, des syndicats intégrés à l'Etat, des assemblées régionales organisées par métiers plutôt qu'élues, une réforme de la constitution par le pays et non par les élus du suffrage universel. La revue revendique un catholicisme traditionnel, une haine farouche de la franc-maçonnerie et des sympathies pour l'Allemagne nazie. Rappelons que l'écrivain Robert Brasillach sera fusillé à la Libération.

[Retour](#)

Vichy va décevoir parmi ceux qui s'étaient ralliés à la Révolution Nationale

²³ Hadj, Messali (1898-1974) : un des fondateurs du mouvement ouvrier algérien et de *l'Etoile Nord Africaine*, qui était une organisation liée à la IIIème internationale. Messali fondera le Parti du peuple algérien (PPA), le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et le Mouvement national algérien (MNA). Son mouvement sera démantelé et détruit par le FLN (Front de Libération Nationale).

²⁴ Hubert Lagardelle (1874-1958), syndicaliste révolutionnaire, issu de l'aile gauche guesdiste du mouvement socialiste, déçu par la politique sociale-démocrate il évolue en 1928 vers *Faisceau* de Valois et finira ministre du travail de Pétain.

²⁵ Pierre Winter (1891-1952), médecin biologiste, membre de *Faisceau* puis du *Parti Fasciste Révolutionnaire*.

²⁶ Cité par *Le Corbusier un fasciste français*, Xavier de Jarcy (Albin Michel) 1971.

D'abord la politique économique: l'intervention de l'Etat dans les Conseils d'Administration des entreprises n'a pas produit les effets désirés. La charte du travail peine à se mettre en œuvre, car si les trusts ont tous les droits à Vichy, le régime ne concède aucune miette au prolétariat. Pour que le corporatisme fonctionne, pour que les ouvriers acceptent de rentrer dans les structures verticales, explique Déat, il est nécessaire que l'Etat consente des miettes :

« Et puis la réaction sociale. Les trusts restent au pouvoir. Les trusts restent magnifiquement dénoncés par le maréchal lui-même, dans un message parfaitement conçu. Les trusts dont on croyait qu'ils allaient être aussitôt chassés et qui, nous sommes bien obligés de le constater, sont installés, et fort solidement, dans les comités d'organisation économique.

Le mensonge paternaliste d'une charte du travail qui prétend faire de magnifiques cadeaux à la classe ouvrière, sous prétexte qu'un petit fonds professionnel sera prélevé sur les bénéfices que, par ailleurs, on ne réduit point à l'expression simple qui devrait être la leur. Un capitalisme qui, à travers tout cela, conserve la maîtrise absolue, et une classe ouvrière devant laquelle, ce qui est plus grave, on n'ouvre pas les perspectives indéfinies de l'avenir ; une classe ouvrière, qui, malgré cette charte du travail, n'a d'autres possibilités que de rester ce qu'elle est, alors qu'on devrait lui permettre l'espérance, car l'espérance est une grande vertu révolutionnaire : l'espérance de s'élever et de participer un jour elle-même à la gestion de l'économie française, sans autre exigence que de faire la preuve de sa dignité et de ce que le vieux Proudhon appelait déjà sa « capacité politique ».

La réquisition de centaines de milliers de travailleurs français, à partir de juin 1942, au profit de la machine de guerre nazie, fera tomber les illusions entretenues par Vichy et le programme de la révolution Nationale. Le STO²⁷ et la brutalité de la politique de Déat modifie le profil d'une résistance qui gagne les couches populaires et le mouvement ouvrier : les maquis se développent et vont prendre la dimension d'une guerre de partisans.

[Retour](#)

Mutation des tenants du corporatisme...

Il n'y a pas d'un côté les tenants du national-populisme qui soutiendront Pétain, et au-delà qui évolueront vers le national-socialisme, et de l'autre les résistants qui rétabliront la démocratie et la république. Au sein des mouvements de résistance dans la clandestinité se mène une lutte politique acharnée pour préparer la relève, le jour où la machine de guerre nazie s'effondrera et où il faudra sauver l'Etat bourgeois. Il y a ceux qui, comme Déat, iront jusqu'au bout du soutien à la dictature, estimant qu'en conscience ils sont restés fidèles aux positions néo-socialistes prises dès 1930. Et il y a ceux qui changeront de position au tournant de la seconde guerre mondiale, après la bataille de Stalingrad en février 1943, et défendront les mêmes principes dans la résistance puis dans l'état bourgeois en reconstruction. Car il faudra alors à la Libération brider les aspirations révolutionnaires que la défaite du Reich allait libérer. Ce sera au tour de la démocrate-chrétienne, du MRP,²⁸ d'entrer en scène et de la direction thorézienne du PCF de faire le ménage dans les aspirations révolutionnaires que le combat des francs-tireurs et des maquis portait.

²⁷ STO (Service du Travail Obligatoire) c'est la réquisition et le transfert vers l'Allemagne de centaines de milliers de travailleurs français contre leur gré, afin d'alimenter économiquement la machine de guerre nazie.

²⁸ MRP ; (Mouvement Républicain Populaire) C'est un parti dont un des principaux fondateurs est Georges Bidault. Né en 1946, des valeurs de la résistance et de sa composante Démocrate Chrétienne,

En décembre 1944, Charles De Gaulle rencontre Staline : le général vient chercher un soutien de l'URSS contre les ambitions impériales des Etats Unis et de la Grande Bretagne, mais les négociations portaient aussi ce que sera l'attitude du PCF après la victoire sur le nazisme. Le retour de Maurice Thorez, qui est toujours frappé par une décision de justice pour désertion devant l'ennemi, donc passible d'une cour martiale, pourra retourner en France sous conditions politiques précises. Staline du reste avait donné un gage de bonne foi aux alliés : il avait dissous la 3^{ème} Internationale communiste le 15 mai 1943. Lorsqu'il rencontre Maurice Thorez avant son départ pour Paris, Staline lui glisse dans l'oreille : « *pas de bêtises, il faut soutenir De Gaulle* ». Dans les derniers mois de sa vie, De Gaulle reçoit André Malraux à Colombey-les-Deux-Eglises, pour un entretien qui sera publié sous le titre : « *Les Chènes qu'on abat* »²⁹. Lorsque la discussion arrive sur le PCF, De Gaulle dit clairement, qu'il n'a jamais été question pour ce parti de prendre le pouvoir... Ce grand bourgeois maurassien et chef de guerre auquel on peut difficilement retirer son extraordinaire courage physique, avait bien compris ce qu'était le stalinisme et le rôle que le parti français jouait sur l'échiquier international.

Entre Vichy et De Gaulle, il y a ceux qui joueront double jeu : c'est le cas de François Mitterrand , jeune politicien ambitieux, issu d'une famille charentaise catholique, marquée par *le Sillon* de Marc Sangnier, dans la filiation intellectuelle du nationalisme de Charles Maurras et de Maurice Barrès. Jamais François Mitterrand ne remettra en cause cette filiation qui se matérialisera jusqu'à la fin de sa vie avec un courant de l'extrême droite française, dite « *sociale* ». A partir d'une même conception, la Révolution Nationale, le corporatisme, les uns se radicaliseront vers le fascisme, les autres, par opportunisme ou par convictions morales – peu importent les motivations personnelles - reculeront devant ce qu'impliquait le ralliement au national-socialisme. Ils rompent alors avec Vichy...

[Retour](#)

L'école d'Uriage³⁰, former les cadres d'un nouvel Etat :

A travers la création de l'Ecole d'Uriage, le régime pétainiste visait à former les cadres de l'Etat français, en se fondant sur l'idéologie corporatiste de la Révolution Nationale, avec un soutien résolu des tenants du christianisme social et de la hiérarchie catholique au plus haut niveau.

Fondée par le capitaine de cavalerie Pierre Dunoyer de Segonzac³¹, le projet fut soutenu par le Maréchal Philippe Pétain lui-même qui vint la visiter en octobre 1940, à l'occasion de la « *promotion Maréchal Pétain* ». Les stagiaires suivaient une formation de plusieurs semaines dans un Château aux environs de Grenoble; voici ce qu'écrivait son fondateur :

« L'école formerait ou informerait une élite. Cette élite serait recrutée a priori dans toutes les classes de la nation, sans aucune exclusion. Elle vivrait pendant son stage entièrement à l'école suivant un rythme de vie très rude où alterneraient obligatoirement l'entraînement physique, les travaux intellectuels, les travaux manuels, la méditation, voire la prière, et le jeu.

*On aborderait avec elle, dans le plus large esprit d'objectivité, l'étude des problèmes essentiels du temps et notamment de ceux qui définissent une conception de la vie et du monde ; on rechercherait avec elle des raisons de croire, de vivre et d'espérer. »*³²

²⁹ *Les Chènes qu'on abat*, Gallimard, collection blanche, mars 1971.

³⁰ Uriage-les-Bains est une commune de l'Isère, au pied de la station de Chamrousse.

³¹ Pierre Dominique Dunoyer de Segonzac (1906 - 1968), finit sa carrière comme général de brigade.

³² Cité par Pierre Giolitto (1932-2012): « *Histoire de la Jeunesse sous Vichy* », Paris, Perrin, 1991.

L'idéologie officielle repose sur le ni droite ni gauche, mais la recherche d'une troisième voie entre le marxisme et le libéralisme, tout en rejetant l'extrémisme païen du national-socialisme : c'est la position classique de la hiérarchie catholique. On retrouve l'influence de Proudhon et son socialisme à la française ; Albert de Mun et le catholicisme social ; Maurras et le nationalisme intégral (Dunoyer et Chombart de Lauwe³³ appartiennent à l'Action Française) ; Emmanuel Mounier et son personalisme intervient constamment à Uriage. La référence à Péguy qui unit le nationalisme au socialisme phalanstérien de Fourier fait partie des figures tutélaires. Le futur fondateur du journal « *Le Monde* » Hubert Beuve Méry³⁴ fréquentera Uriage jusqu'à son interdiction. Darlan pensait faire d'Uriage l'école officielle de formation des cadres de l'Etat nouveau, il pensa même à imposer un stage pour tous les personnels de l'administration de Vichy. Mais après le remaniement ministériel du 12 août 1941, Darlan comprend qu'il ne peut plus compter sur Uriage : le régime ouvrira une autre école de cadres au Mayet-en- Montagne. Partis d'un même corps de doctrine, le corporatisme, les hommes de Vichy sombreront dans le fascisme, tandis que ceux qui fondèrent Uriage évolueront vers la Résistance. Pourtant l'idéologie est rigoureusement la même. Lorsqu'Emmanuel Mounier mène à Uriage la bronca contre la politique de Darlan, qui infléchit davantage la politique de Vichy vers le national-socialisme, ce n'est pas seulement une initiative individuelle. L'Eglise entame un processus de rupture avec Vichy, non pour des raisons humanistes, mais parce qu'elle ne peut défendre une position totalitaire qui la met en cause en tant que « *corps intermédiaire* ».

L'historien social-démocrate israélien Zeev Sternhell, qui dénonce aujourd'hui la politique de la droite israélienne au pouvoir, comme fondatrice d'une forme de national-socialisme, faisait de l'école d'Uriage dans son ouvrage « *L'idéologie fasciste en France* » en 1983, la matrice de l'idéologie fasciste française. Il suscita une levée de bouclier de la part de ses pairs et de la pensée médiatique officielle. Il y a des vérités que la caste médiatique ne peut accepter de voir dévoilées.

La fonction de l'école d'Uriage ne visait pas à être un mouvement d'éducation populaire mais un centre de formation de cadres qui aurait à diriger la machine de l'Etat nouveau à construire, des experts qui font la politique par-dessus la tête des élus du peuple et le plus souvent contre eux. Une Ecole Nationale d'Administration (ENA) à la sauce « *Maréchal nous voilà* », bénie par « *la Sainte Eglise* ». Pierre Giolitto écrit ceci en conclusion de son chapitre sur l'expérience d'Uriage :

« *Si nous ne redoutions l'anachronisme, nous parlerions à propos de l'un et de l'autre d'un pétainisme de droite et d'un pétainisme de gauche, d'un pétainisme étroit et sans horizon, et d'un pétainisme qui malgré ses erreurs d'appréciations conjoncturelles, se trouve porteur d'un certain nombre de valeurs universelles. Uriage n'excuse pas Vichy mais montre ce qu'il aurait pu être dans un autre contexte...* »³⁵

En tant qu'ancien chef du service d'information du ministère de l'Education Nationale qui fut nommé inspecteur général en 1991, l'auteur est sans doute très éloigné des positions marxistes. Toutefois sa conclusion me conforte dans l'idée que les cadres formés à Uriage passent à la résistance bourgeoise parce qu'ils savent, que lorsque la machine de guerre nazie s'effondrera, ils auront à mener le combat pour cet « *homme nouveau* », fondé sur le corps de doctrine corporatiste, dans sa définition « *laïque* » pour certains, et pour d'autres dans l'héritage de « *rerum novarum* ».

Si les forces sociales qui feront irruption à la Libération contraindront la bourgeoisie à céder sur de nombreuses revendications à caractère quasiment socialistes, dès 1945 celle-ci met patiemment et

³³ Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1918), sociologue spécialisé dans la sociologie urbaine.

³⁴ Hubert Beuve-Méry, (1902 – 1989), fut aussi le fondateur du « *Monde Diplomatique* »

³⁵ Ibidem Giolitto : page 649

progressivement en cause les formes parlementaires démocratiques, celles d'un âge d'or désormais révolu : Uriage avait tracé son « *sillon* »

[Retour](#)

La revue *Economie et Humanisme*.

Elle est fondée en 1941 par un prêtre dominicain, Louis-Joseph Lebret, qui a mené depuis sa ville de Lyon, un patient travail d'établir des passerelles entre l'économie politique et la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Ses animateurs établissent des contacts avec le régime de Vichy, vu la place faite dans la doctrine maréchaliste à l'idée de communauté totale. Ils participeront aux journées du Mont Dor du 10 au 14 avril 1943, sous l'égide de Pétain, soit à une date où il n'était plus guère possible de se faire quelque illusion sur le régime de Vichy, pour « *enrichir* » le corpus idéologique de « *la Révolution nationale* ». Après la Libération, ils se rapprochent des formations démocrate-chrétiennes, notamment de Georges Bidault, qui dirigera après la mort de Jean Moulin le CNR et sera parmi les fondateurs du MRP le 26 novembre 1944. La revue *Economie et Humanisme* lance dans les mois qui suivent la Libération un sondage autour de la question suivante : « *que pensez-vous du corporatisme ?* » Dans le contexte de la résistance et de la situation à la Libération, après Salazar, Mussolini et Hitler, inutile de dire que les gens ont répondu : « *on est contre* ». Ils sont alors revenus à la charge, car les tenants de la doctrine de l'Eglise ont une grande obstination, et ils ont inventé le terme de « *planification démocratique* », pour nous resservir le même contenu. Plus tard on retrouvera les thèmes de la « *planification démocratique* », dans les congrès de la CFDT et dans le corps de doctrine du parti de François Mitterrand, lorsqu'il sera nourri idéologiquement, après 1974 et les « *Assises pour le socialisme* », par l'entrée de Michel Rocard et de son courant dans sa direction, comptant de nombreux militants venus de la CFDT.

[Retour](#)

L'OCM (Organisation Civile et Militaire) et la « *constitution du peuple de France* »...

C'est un mouvement de résistance qui est né à Paris en décembre 1940 : il exprime un refus de la part d'une fraction de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire – les officiers de réserve - de soutenir Vichy et le national-socialisme. Anticommuniste, il accomplit une mission de renseignement et de soutien aux forces armées alliées et organise des filières d'évasion. Le plus intéressant dans l'OCM est que ses cadres fondateurs vont élaborer tout un programme politique qui, à leur sens, devra s'appliquer, quand le fascisme sera vaincu. C'est d'emblée la condamnation de la IIIème République parlementaire et la volonté de donner à la France des institutions nouvelles : le terme de République est évacué au profit d'une « *Constitution du peuple de France* ». Notons que nos populistes actuels, qu'il s'agisse de ses théoriciens, Chantal Mouffe³⁶ et Ernesto Laclau,³⁷ ou de son représentant aujourd'hui le plus évident en France, Jean Luc Mélenchon, parle de la « *fédération du peuple* ».

Quel était le projet de société de l'OCM ? En 1942, ses animateurs projetaient une division de la France en 19 régions économiques. Ils prévoient l'existence d'un syndicat unique obligatoire, où était même

³⁶ Mouffe, Chantal, né en 1943, professeur de philosophie politique à Londres et idéologue du populisme dit de gauche.

³⁷ Laclau, Ernesto (1935-2014) compagnon de Chantal Mouffe. Idéologue du populisme dit de gauche.

abordée la question de la cotisation de fait. Si l'on reconnaissait que le syndicat avait pour fonction de s'occuper des intérêts particuliers de la classe ouvrière, c'était pour ajouter aussitôt que l'intérêt particulier ne pouvait être séparé de l'intérêt général. Furtivement corporatiste, mais corporatiste quand même. La résistance bourgeoise, si elle naît d'un refus à l'encontre de Vichy, est très loin d'avoir rompu avec les principes de la Charte du travail et de la Révolution nationale. Sur la question de l'école, il était même prévu la mise en place d'un grand service unifié et laïque pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 15 ans : c'est bien là la préhistoire des lois Debré de financement de l'enseignement privé catholique ou encore de la loi Savary de 1982, proposant d'intégrer l'enseignement catholique dans le service public : le préambule de cette loi le définissait comme « *concourant au service public* ». Un des responsables de l'OCM s'appelait Maxime Bloch-Masquart ; avant la guerre, il a joué un rôle dans la Confédération des Travailleurs Intellectuel, groupe d'associations inspirées par l'Action Française. Après la victoire de Stalingrad en février 1943, la situation se modifie : le mouvement de résistance au STO (Service du Travail Obligatoire) s'amplifie et le développement des maquis change la donne. Le mouvement ouvrier entre en scène, le PCF construit le réseau Francs-Tireurs et Partisans et participe à l'encadrement militaire des maquis. Maxime Bloch-Masquart, s'il est membre de la direction du CNR (Conseil National de la Résistance), s'oppose à l'entrée des partis dans le Conseil. Il s'oppose à la politique de Jean Moulin au sein du CNR, lorsqu'il fait entrer le PCF et la CGT dans sa représentation, et qu'il va donner une légitimité sociale et internationale au général De Gaulle. De fait cela amplifie l'opposition des courants de droite et d'extrême droite. La discussion sur la présence des partis pèse lourd dans la balance : aussi bien De Gaulle, qui claquera la porte en 1946 avec la renaissance d'une république parlementaire, que cette fraction de l'extrême droite qu'exprime Bloch-Masquart, devront accepter le retour de la République et le programme « *socialisant* » du CNR. Le 25 juin 1945, il est un des fondateurs, avec François Mitterand et René Pleven, de l'UDSR (Union Démocratique et Socialiste de la Résistance), qui se donnait comme mission de recomposer un grand mouvement politique issu de la résistance non-communiste. Le développement du MRP, parti démocrate-chrétien et la renaissance de la SFIO n'offraient que peu d'espace électoral pour un projet qui était loin d'avoir rompu avec ses origines corporatistes et antirépublicaines. En 1958, on retrouve Bloch-Masquart en rédacteur avec Michel Debré de la future constitution de la Vème République. Dans ces méandres complexes de la vie d'une certaine extrême droite dans la période de la guerre, on retrouve encore le personnage de François Mitterand.

[Retour](#)

Résumons-nous sur la période 1930-1945...

Pourquoi avons-nous remis en mémoire de nos lecteurs ces faits historiques d'une période qui va de la montée des fascismes après la grande crise du mode de production capitaliste de 1929, du régime corporatiste de Pétain à la Résistance et jusqu'à la Libération ? En raison de l'actualité et du développement actuel des populismes, et pas seulement à l'extrême droite.

Résumons les points fondamentaux de la doctrine corporatiste que nous avons tiré de l'analyse des faits historiques analysés : ils concernent le planisme dans le syndicalisme ouvrier, le néo-socialisme dans l'internationale social-démocrate, le courant Doriot, les ralliements au régime de Pétain, les évolutions vers la résistance tout en conservant l'essentiel de la position corporatiste, la politique de l'église catholique et des œuvres sociales de cette dernière...

Les tenants du néo-socialisme procèdent à partir d'une critique de la social-démocratie qui se caractérise par son immobilisme ; elle parle du socialisme les jours de congrès pour maintenir ses

positions dans l'appareil parlementaire de l'Etat, le reste du temps elle gère le système. La position rencontrera un réel écho, pas seulement dans la SFIO, mais dans les couches moyennes frappées par la crise et dans la jeunesse.

On peut toujours affirmer chez Marcel Déat que le marxisme continue à fournir une méthode d'explication du « *fait économique et social* » (pour reprendre la formule du François Mitterand d'avant 1981) mais c'est pour poser comme postulat que la classe ouvrière n'est plus le moteur de la transformation sociale. Celle-ci peut s'opérer à travers les structures d'un Etat de type nouveau. C'est l'essence du matérialisme historique et donc de sa conception de l'Etat qui est jetée aux orties.

Au rôle central de la classe ouvrière, qui entraîne les autres couches sociales du peuple frappées par la crise du mode de production capitaliste, dans la transformation socialiste, on y substitue le rôle de la petite bourgeoisie : là se greffe le rôle des experts qui sont les véritables opérateurs de la transformation sociale. Le néo-socialisme ou planisme ou forme d'avant-guerre du prétendu « *populisme de gauche* » remet en question l'exercice du pouvoir par les élus du suffrage universel. Il faut un Etat fondé sur la compétence.

Le corporatisme s'oppose à la nation républicaine, association d'hommes libres qui décident démocratiquement de vivre ensemble en se donnant, par la loi, des règles de vie commune. Nous avons rappelé dans les sous-chapitres consacrés à Marcel Déat la conception de Renan en 1876 et l'opposition qu'il y a entre la conception ethnique fondant le corps social et la nation républicaine. De plus, pour les corporatismes la nation est une communauté d'intérêts associant le capital et le travail. A l'idée de nation républicaine on introduit celle de nation communautaire. Le repli sur la nation dans le corporatisme est un nationalisme réactionnaire.

Ici la doctrine sociale de l'église catholique jouera un rôle de premier plan, nous sommes tous une parcelle « *du corps mystique du Christ* ». Le corporatisme reprendra à son compte, sous la forme de mouvements politiques, les principes définis par l'apparent tournant de la hiérarchie catholique sur la question sociale à partir des encycliques *Rerum Novarum* (1891) de Léon XIII et continué par *Divini Redemptoris*(1937) de Pie XI. Le point d'aboutissement du corporatisme c'est la destruction de la démocratie par délégation ; citons ces extraits du dictateur José Antonio Primo de Rivera³⁸ :

« Les partis doivent disparaître : personne n'est jamais né membre d'un parti politique ; par contre, nous sommes nés membres d'une famille ; nous sommes tous voisins dans une municipalité ; nous peignons tous dans l'exercice d'un travail.

Or, si ce sont là nos unités naturelles, si la famille, la municipalité et la corporation sont le cadre dans lesquels nous vivons, pourquoi aurions-nous besoin de l'instrument intermédiaire et pernicieux des partis qui, pour nous unir en des groupements artificiels, commencent par nous désunir dans nos réalités authentiques ? »

Sur la question syndicale c'est le planisme, l'influence qu'il a eu dans le syndicalisme confédéré puis la charte du travail du régime de Pétain. Quelques semaines avant son assassinat, en août 1940, alors que le monde sombre dans la seconde guerre mondiale, Léon Trotsky écrit un texte intitulé « *Les*

³⁸ José Antonio Primo de Rivera (1870-1930) Fondateur de la Phalange Espagnole le 19 octobre 1933, il lance son parti dans l'organisation d'un coup d'Etat qui échoue. Il est fusillé à 33 ans le 20 novembre 1936 par le gouvernement républicain. Source : extraits de *Textos de doctrina politica* cité par le site France Nationaliste <https://francenationaliste.wordpress.com/2013/09/14/citations-de-jose-antonio-primo-de-rivera/>

syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », où il décrit cette tendance organique des gouvernements capitalistes à intégrer les syndicats dans l'appareil des Etats.³⁹

Le sénile gouvernement de l'Etat français de Pétain achoppera au bout de quelques mois sur sa mise en œuvre, provoquant une rupture entre ceux qui évolueront vers le nazisme et ceux qui chercheront une alternative dans la résistance. Ce fut le cas par exemple dans l'éclatement de l'Ecole d'Uriage.

Le régime des « *experts* », libéré du règne handicapant des élus politiques, a besoin d'un exécutif fort, d'un chef au charisme incontesté, dont le rôle consiste à arbitrer l'association capital-travail.

Enfin le dernier point qu'il faut souligner à l'encre rouge, lorsque nous aurons à caractériser le « *populisme de gauche* » dans la période que nous vivons, c'est que les courants qui transitent vers le corporatisme – le fascisme après la grande crise du 20ème siècle – prennent appui sur les crises internes du mouvement ouvrier. Les cadres du PPF de Doriot, ceux du RNP de Déat, des syndicalistes – particulièrement ceux de la CGT de Jouhaux -, fourniront une infanterie au fascisme.

Chapitre 2 : Face aux reniements de la SFIO, le néo-socialisme continue à tracer son « *Sillon* », 1945-1965

[Retour](#)

Léon Blum au sortir de la guerre et de la déportation...

Depuis son exil au Mexique, Marceau Pivert écrit en 1941 un texte intitulé « *Où va la France ?* » qui reflète bien les sentiments d'une génération de militants socialistes, à gauche de la SFIO, qui n'ont pas

³⁹ Le texte est disponible à l'adresse suivante

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1940/08/19400800.html>

accepté les renoncements, voire la trahison de leur parti et l'échec du Front Populaire. En voici trois paragraphes :

« ...La dégradation du parlementarisme bourgeois a contribué à l'impuissance de ce grand parti... Le parti socialiste était littéralement imprégné d'idéologies petites-bourgeoises et de toutes les illusions qui caractérisaient les milieux dirigeants avant la première guerre mondiale : réformisme systématique, transformation dans le cadre de la légalité, passage graduel du capitalisme au socialisme, confiance illimitée dans les institutions parlementaires bourgeoises, croyance puérile dans l'efficacité de la participation ministérielle... incapables de penser internationalement, les « petits bourgeois qui se croient socialistes » ont simplement contribué à abuser un bon nombre de militants révolutionnaires. La majorité des députés socialistes ne croyaient pas à la lutte des classes et méprisaient dangereusement ses règles fondamentales...

...Jouhaux et Belin n'ont pas été autre chose que d'ignorants prétentieux ; Frachon et Racamond, comme Thorez et Duclos n'ont jamais été plus que de serviles employés du satrape de Moscou ; Paul Faure n'a jamais donné de preuves de valeur, n'étant pendant longtemps que le complice aveugle ou intéressé de Léon Blum. Mais Léon Blum n'est pas un ignorant, ni un employé servile, ni même un homme dénué de valeur. Sa culture raffinée et sa connaissance des principes fondamentaux de la recherche marxiste aggravent considérablement ses responsabilités. Léon Blum est aujourd'hui aux mains des pires jésuites et des fascistes. Les travailleurs français doivent l'arracher à cette parodie de justice. Au début de ce siècle, c'est eux qui ont imposé la révision du procès du capitaine Dreyfus, faussement accusé de trahison et victime d'un Etat-major férocement réactionnaire ; en 1917, c'est eux qui ont empêché Clemenceau d'envoyer au peloton de Vincennes le grand bourgeois Joseph Caillaux, bien qu'il n'ait pas valu grand-chose ; et c'est eux qui feront tout leur possible pour empêcher l'inévitable dans la sinistre pièce montée à Riom par les marionnettes de Hitler.

Mais ce sera pour soumettre les coupables (ceux-là et ceux qui se permettent de les juger) à la véritable justice du peuple. Le jour de rendre les comptes viendra, sans aucun doute. Alors, les ouvriers et les paysans qu'il a si cruellement trompés, feront comparaître devant le Tribunal populaire le vieux chef du parti socialiste. Ils n'auront pas à la bouche l'injure avilissante, ni au cœur la haine, parce qu'ils sont d'une nature... généreuse et au-dessus des préjugés raciaux ; ils ne parleront pas de peine de mort, de cette peine de mort que son ami Sérol veut appliquer aux internationalistes. Non, parce que cette peine ne fait pas partie de l'échelle des peines socialistes. Mais leur jugement sera de ceux auxquels Léon Blum est le plus sensible, parce que, à peine sortis de l'enfer de la guerre et de la dictature, ces travailleurs lui diront : « Léon Blum, vous nous avez dupés, vous n'êtes pas des nôtres, vous n'avez jamais été des nôtres »

Dans *A l'échelle humaine*⁴⁰, petit ouvrage de réflexions philosophiques et politiques écrit en 1946 après son retour de Buchenwald, Léon Blum entame une révision doctrinale.

La SFIO était arrivée au pouvoir sur la base d'une stratégie qui établissait une coupure entre la théorie et la pratique : le parti continue de défendre ses références au mouvement ouvrier, donc à la dialectique historique, tandis que les élus et le gouvernement « gèrent loyalement » la société capitaliste. En 1946, Léon Blum a ce point commun avec nos « néos » modernes, c'est qu'il sait, sur la base de sa pratique du pouvoir, que cette contradiction n'est pas tenable dans le compte définitif. Le même Léon Blum, qui défendait en 1930 le corps de doctrine socialiste contre l'offensive « néo », abandonne à la Libération les options traditionnelles du socialisme scientifique.

⁴⁰ À *l'échelle humaine*, Léon Blum, Première parution en 1945, Préface de René Rémond, Collection Idées (n° 236), Gallimard, 1971.

Sur la république à venir, Léon Blum, tente d'infléchir le projet socialiste dans une direction humaniste, voire spiritualiste. Il écrit par exemple, ce qui ne serait pas mis en cause par François Mitterand un demi-siècle plus tard :

« Il n'est pas jusqu'à l'Eglise romaine qui ne manifeste avec le socialisme un parallélisme de direction, une convergence possible d'efforts et pour le moins une comptabilité... »⁴¹

La direction de la SFIO fait mouvement à l'époque vers le MRP, dont les cadres ont été grandis par leur activité courageuse dans la lutte clandestine contre le fascisme. Dans l'ambiance du début de la guerre froide, Daniel Mayer disait dans *le Populaire* du 25 mai 1946 *« sa conviction que la MRP est un parti uniquement français ne recevant de nulle part des mots d'ordre concernant la politique intérieure de notre pays... »* L'attaque visait le PCF, qui, au sortir de la guerre, était au sommet de sa puissance. En fait le MRP n'était pas spécifiquement français, puisqu'une délégation participera au congrès de 1946 de la Démocratie Chrétienne à Rome, de même que des délégations de Suisse, d'Espagne, de Hollande, du Luxembourg, de Belgique, de Hongrie et d'Angleterre. Les mots d'ordre donnés aux chrétiens sociaux, l'ont été par le cardinal Salotti, archevêque de Palestrina, et porte-parole de Pie XII, l'ami de Hitler. Il déclare que *« les croyants ne donnent leurs voix qu'aux partis capables de défendre des partis fondés sur les bases religieuses. »*

Léon Blum met aussi en cause les crises du régime parlementaire de la fin de la troisième république. Comme tous les bons sociaux-démocrates Blum craint tout ce qui s'oppose à l'activité propre et indépendante de la classe ouvrière. Il est attiré par ces grands partis homogènes, ou du moins qu'il pense homogènes, sur le modèle britannique ou allemand. Sans remettre en question la souveraineté du peuple et le contrôle par la nation des autorités exécutives, il juge que *« le régime parlementaire ou représentatif ne constitue pas la forme de gouvernement démocratique exactement adaptée à la société française »*. Donc il faut un exécutif renforcé. Sur ce point Léon Blum a une proximité de vue avec De Gaulle et son discours de Bayeux. Si la SFIO va garder ses bases ouvrières, sa nature de parti ouvrier parlementaire, la tendance est d'ores et déjà tracée de son évolution future, et au-delà de ce que deviendra la social-démocratie.

[Retour](#)

L'UDSR, une opération néo-socialiste ratée...

A la Libération, François Mitterand cofonde avec René Pleven, un parti issu du mouvement de résistance Libération⁴², l'UDSR (Union Démocratique et Socialiste de la Résistance). René Pleven est un homme de sensibilité démocrate-chrétienne qui soutiendra à Londres l'action du général De Gaulle.

Parmi les fondateurs on trouve Eugène Claudius Petit, militant du Sillon de Marc Sangnier avant-guerre et qui sera dans la résistance membre du comité directeur des FTP (Franc-Tireurs Partisans), branche militaire de la résistance PCF. Cette position est à remettre en perspective avec l'évolution de ce parti sur les questions de laïcité, en rupture avec sa propre histoire et celle du mouvement ouvrier de

⁴¹ Ibidem

⁴² Un des huit mouvements de résistance non-communiste constitué en zone sud par des personnalités comme Emmanuel d'Astier de la Vigerie, le couple Lucie et Raymond Aubrac, George Canguilhem, Maurice Cavaillès, Jean Pierre Vernant... Libération sera membre de la direction du CNR. En juillet 1941 Raymond Aubrac et Emmanuel d'Astier de la Vigerie lancent le journal clandestin Libération qui tirera jusqu'à 200 000 exemplaires. A la Libération le journal, dirigé par d'Astier, reparaitra et deviendra quotidien jusqu'en 1964.

manière générale. Le 17 avril 1936, Maurice Thorez, secrétaire du Parti Communiste, faisait à la radio un appel à la collaboration « *entre travailleurs communistes et catholiques* ». Le 27 octobre 1937, dans une assemblée d'information des militants communistes de la Région parisienne, il développait ce thème et annonçait la résolution du Parti Communiste de « *persévérer dans cette politique de la main tendue aux catholiques* ». Cet appel, qui s'adressait en fait par-dessus la tête des citoyens-travailleurs de confession catholique, à la démocratie chrétienne comme parti bourgeois, allait jusqu'aux rives de l'extrême droite, puisque Thorez proposait sa main tendue aux « *frères* » *Croix de Feu*⁴³. Marceau Pivert⁴⁴ publiera une brochure contre l'orientation dans laquelle Maurice Thorez engageait le PCF, reprenant une argumentation qui avait été celle de Lénine et du parti bolchévique et traditionnellement du mouvement ouvrier en général, à savoir l'attitude à tenir à l'égard des œuvres sociales des églises : Marceau Pivert analyse l'argumentation de Maurice Thorez et, en s'appuyant sur les textes, démontre que les principes sociaux du Christianisme sont incompatibles avec la conception matérialiste du monde.

A la veille du Front Populaire, puis dans la clandestinité, l'orientation thorézienne entraîne le PCF sur la ligne de l'unité des deux cultures : il est donc logique qu'il ouvre ses représentations, y compris dans la clandestinité, à des hommes politiques issus de la Démocratie Chrétienne. La carrière future de François Mitterrand trouvera dans le tournant du PCF depuis la période de la guerre un terreau tout à fait favorable...

*« Celui qui croyait au ciel celui qui n'y croyait pas
Qu'importe comment s'appelle cette clarté sur leur pas
Que l'un fut de la chapelle et l'autre s'y dérobat... »*

*Celui qui croyait au ciel celui qui n'y croyait pas
Quand les blés sont sous la grêle fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles au cœur du commun combat... »⁴⁵*

On va retrouver aussi dans l'UDSR Maxime Bloch-Masquart de l'OCM (Organisation Civile et Militaire), issu comme un certain nombre d'anciens de Vichy, des réseaux de l'Action Française. François Mitterrand ne se séparera jamais, y compris quand il sera premier secrétaire du PS puis président de la République, de ces hommes venus d'une certaine extrême droite maurrassienne, sa culture d'origine. Il s'agissait pour lui dans l'ambiance de la Libération de créer un parti dit « *travailliste* » avec le courant socialiste qui sort de la résistance, les personnalistes chrétiens et cette fraction de l'extrême droite. Il devait initialement s'appeler *Union Travailliste de Libération*. Mais à la faveur du retour de la démocratie, la recomposition des partis, SFIO et MRP, réduira considérablement le créneau sur lequel

⁴³ A l'origine *les Croix de Feu* sont une association d'anciens combattant et invalides de la grande guerre, s'étant singularisés par des actes militaires courageux, dirigée par le colonel de la Rocque. Progressivement le mouvement va évoluer vers un mouvement politique nationaliste avec un programme social fondé sur l'association capital-travail. L'association couvre un vaste champ de services sociaux (colonies de vacances, activités culturelles ou sportives...) qui la voit gagner de nombreux adhérents. Politiquement ils arbitrent entre les partis, mais ne participent pas aux compétitions électorales. Suite au scandale de l'affaire Stavisky, le 6 février 1934, contrairement aux Ligues d'extrême droite et à l'Action Française, ils refuseront de marcher sur le parlement. Le colonel de la Rocque sera considéré par les Ligues fascistes comme un traître. Les *Croix de Feu* appartiennent à cette fraction de l'extrême droite « *sociale* » et nationaliste, hostile à l'antisémitisme, dont un certain nombre de membres actifs passeront à la résistance contre Pétain.

⁴⁴ Marceau Pivert : *Tendre la main aux catholiques ? Réponse et réflexion d'un socialiste*, Brochure SFIO, 1937

⁴⁵ Extraits de *La Rose et le Réséda* de Louis Aragon, poème de la clandestinité et publié en décembre 1944 dans le recueil *La Diane Française*.

l'UDSR comptait prospérer. L'UDSR devra se contenter d'être un élément charnière dans le jeu parlementaire de la IVème République. Antigaulliste de toujours, Mitterrand amorce une conquête du parti contre René Pleven qui devra quitter la présidence en 1953. Il vote toutes les lois du gouvernement Pleven, et en particulier la loi Marie-Baranger.

Nous connaissons alors les premières escarmouches contre la laïcité, liées à la place centrale du MRP dans les institutions et que l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1958 amplifiera : déjà le décret Poinso-Chapuis⁴⁶ du 22 mai 1948 se proposait de subventionner des associations pour l'éducation des familles n'ayant pas les moyens d'assurer financièrement cette obligation et en particulier les associations dirigeant des écoles confessionnelles pour mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, dont les mines mais aussi les écoles avaient été nationalisées à la Libération. Ce décret fut rejeté par les partis ouvriers, grâce à l'action des députés SFIO. La loi Marie-Baranger du 21 septembre 1951, promue par le gouvernement Pleven, accordait des subventions publiques, sous forme de bourses d'études, aux élèves de l'enseignement catholique. Nous sommes alors au début d'un combat qui se centralisera en 1962 contre la loi Debré et donnera naissance au CNAL (Comité National d'Action Laïque). Mitterrand soutiendra le projet de loi Marie-Baranger et disparaîtra le jour du vote à l'Assemblée. Mitterrand l'anguille qui comprend que la question laïque sent le soufre en France et que l'heure n'est pas venue d'attaquer cette affaire frontalement.

Du fait de la guerre froide, les contradictions s'étaient approfondies dans la CGT entre les réformistes et un PCF stalinisé. Elles devaient conduire à la scission de 1948 et à la naissance de Force Ouvrière. En revanche les enseignants, particulièrement les instituteurs du puissant SNI (Syndicat National des Instituteurs) refusent de choisir et créent la FEN (Fédération de l'Education Nationale). L'accord intervenu entre les réformistes liés à la SFIO, fondant le courant UID (Unité Indépendance et Démocratie) et la minorité révolutionnaire de l'EE (Ecole Emancipée) n'envisagent l'autonomie que comme une solution provisoire, dans la perspective de reconstruire la CGT unique et démocratique. La SFIO, dont nombre de ses cadres sont issus du syndicalisme enseignant, est naturellement très sensible à cette modification du paysage syndical. Dans l'immédiat, il n'y a guère de place pour le projet qui était porté par l'UDSR. Cet épisode indique que la question laïque a toujours été étrangère à la culture de François Mitterrand, que le sillon, si j'ose ainsi m'exprimer, qu'il va tracer dès lors avec obstination au sein de la gauche française, est dominé par la même constante : réconcilier les deux cultures, celle de Jean Jaurès et de Marc Sangnier, au sein d'une même formation. L'UDSR, ce fut en quelque sorte, un congrès d'Epinay manqué.

En 1965, c'est Gaston Defferre qui tentera une opération du même type, en proposant de créer une vaste fédération qui intègre des socialistes d'une SFIO usée par sa politique coloniale, des radicaux et les restes du MRP. La candidature Defferre sera lancée par des personnalistes chrétiens et le PSU de Michel Rocard. La démarche trouvait des relais chez ceux qui étaient hostiles aux traditions guesdistes de la SFIO. Au-delà, elle s'appuyait sur la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) et la CNJA (Confédération Nationale des Jeunes Agriculteurs), créée en 1957. Cette dernière organisation était largement investie par la JAC (Jeunesse Agricole Catholique). Son projet était, à la suite du défunt MRP, de définir une troisième voie entre capitalisme et socialisme. Ce projet supposait de liquider la référence à la laïcité de l'école et de l'Etat. Le SNI résista et après le congrès de Clichy du syndicat en 1965, Gaston Defferre dut renoncer à la grande fédération démocrate, sur le modèle américain, qu'il projetait de construire. Ce fut le deuxième congrès d'Epinay manqué, celui-là sous la houlette du

⁴⁶ Germaine Poinso-Chapuis, (1901-1981) : ancienne résistante proche de Gaston Defferre, elle sera ministre et députée MRP de Marseille.

sulfureux Gaston Defferre, qui rappelons-le, avait pris la mairie de Marseille à la Libération, la mitraille à la main, en s'appuyant sur une branche de la pègre locale, contre le PCF qui était politiquement et électoralement en position de prendre la ville...

Lors du referendum sur la constitution de 1958 voulu par le général De Gaulle, François Mitterrand fait campagne pour le non et l'UDSR voit ses cadres non-mitterrandistes la quitter. Elle entre en sommeil et en 1964 elle se fond dans la CIR (Convention des Institutions Républicaines).

[Retour](#)

La Convention des Institutions Républicaines

La composition de la direction de la CIR est conforme au projet mitterrandien, tel que celui-ci se matérialisera lors de l'élection présidentielle de 1965 : il s'agit côté cour de faire l'union de la gauche avec les restes de la SFIO, le PCF, le PSU et divers clubs qui intégreront progressivement la matrice originelle de la Convention : le PCF est encore l'élément central, puisqu'il contrôle le mouvement ouvrier et qu'il pèse encore 20% dans l'électorat ; côté jardin et de manière plus discrète, voire secrète, étendre cette union à une certaine extrême droite nationaliste et « sociale ». On retrouve les liens de François Mitterrand avec ceux qui ont un passé pour le moins sulfureux dans la collaboration vichyste, et qui se retrouvent alors dans l'antigaullisme, notamment sur la question algérienne. On rappellera que le garde des Sceaux François Mitterrand a eu une responsabilité directe dans la décision de faire exécuter des militants nationalistes en Algérie et sur le territoire de la métropole.⁴⁷

Différents réseaux influents dans la superstructure politique vont constituer la direction de la Convention.

Tout d'abord sa composante social-démocrate.

Gérard Collomb entame une carrière politique dans la région lyonnaise. Claude Estier est issu de la résistance socialiste : il avait été exclu de la SFIO, suite à des publications contre Jules Moch. Il adhère au PSU s'engage dans la cause algérienne, noue des liens avec des responsables du FLN. Alors qu'il est rédacteur en chef de *Libération* – le journal de d'Astier de la Vigerie qui avait été fondé dans la clandestinité – il devient un fidèle de François Mitterrand. Après la disparition du quotidien en 1964, il se consacrera à l'hebdomadaire socialiste *l'Unité*. Georges Beauchamps sera militant des JS (Jeunesses Socialistes) dès 1930 et s'engagera dans la résistance : au sein du Mouvement National des Prisonniers de guerre et déportés en 1943, il est chargé d'organiser la résistance au STO. Secrétaire général adjoint de l'UDSR en 1951, il assumera la direction de la CIR avec le titre de délégué général. Roland Dumas est issu d'une famille, dont le père est fusillé pour actes de résistance. Jeune homme, il s'engage dans la MUR (Mouvements Unifiés de Résistance) et organise les transports d'armes pour les maquis de l'Isère. Il rejoindra l'UDSR et sera un proche de François Mitterrand. Georges Dayan, issu d'une famille juive d'Oran, aura surtout des liens d'amitié personnelle avec ce dernier : il rejoint l'UDSR et devient vice-président de la CIR en 1970-1971. Il siègera à la direction de la FGDS et plusieurs années au Comité Directeur du PS. Georges Fillioud, c'est l'itinéraire classique : Convention, FGDS puis direction du PS, où il s'illustrera avant 1981 dans le combat pour les radios libres. Elisabeth Guigou s'est engagée en 1960 à la CIR, puis au PSU en 1970 et enfin au PS en 1973. André Labarrere et Louis Mermaz, sont des élus sociaux-démocrates de type classique et font une carrière dans l'ombre de François Mitterrand.

⁴⁷ Voir François Mitterrand et la Guerre d'Algérie François Malys et Benjamin Stora, Calmann-Lévy, 2010.

Gérard Saumade, rejoint la CIR et sera un élu socialiste de l'Hérault de 1988 à 2002, il siège au groupe socialiste de 1988 à 1993. Il fera partie de cette composante souverainiste du PS qui s'opposera à l'engagement dans la guerre du Golfe et à Maastricht. Il évoluera vers Jean Pierre Chevènement et le MDC. Il sera un opposant farouche à Georges Frêche.

D'autres responsables traduisent les liens de la Convention avec la franc-maçonnerie : notamment Guy Penne, qui sera le conseiller de François Mitterrand pour les affaires africaines de 1981 à 1986 et se chargera « *d'établir de bons rapports avec les dirigeants africains* », écrit pudiquement l'encyclopédie Wikipedia. On a aujourd'hui une idée assez exacte de ces rapports avec les classes dominantes africaines corrompues jusqu'à la lie et qui laissent crever leurs peuples. Daniel Vaillant avait rejoint la FGDS à 16 ans. Selon Ghislaine Ottenheimer⁴⁸ et Renaud Lecadre,⁴⁹ « *Vaillant a [...] été en grande partie formé, aidé, promu par la franc-maçonnerie. [...] Paul Quilès l'a fait monter dans la hiérarchie du PS du temps où il était chargé des fédérations* ».

Michel Dreyfus-Schmidt est social-démocrate de tradition et issu d'une famille juive alsacienne. Membre du comité directeur (1969-1973) et du bureau national (1969-1971) du Parti socialiste, ce fidèle de François Mitterrand fut vice-président du Sénat de 1986 à 1998. Ses responsabilités comme président de la section française du Congrès juif mondial (CJM) de 1982 à 1986 et membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le désigne comme un relai de la politique mitterrandienne en direction des milieux sionistes. Il sera membre fondateur de « *Socialisme et judaïsme* », association qui est toujours membre du CRIF.

Les liens avec les anciens vichistes passeront dans la direction de la Convention par deux hommes. André Rousselet sera tenté par l'école d'Uriage, dans laquelle Pétain entendait former les cadres de son administration. Il échappe au STO mais il est repris et passe 18 mois en Allemagne. Il entre à la Libération dans l'administration préfectorale, puis sera chargé plus tard du financement des campagnes de François Mitterrand. Wikipedia cite ces propos qui donnent une idée du profil de l'intéressé :

« Sa règle [Mitterrand] était : "Je ne veux pas savoir", et la mienne se traduisait par : "Aucune trace, tout en liquide" [...] Je vois un jour arriver Guy Dejouany, patron de la Générale des Eaux, il entre dans mon bureau, une sacoche à la main. Et dans la sacoche, en grosses et moyennes coupures, trois millions de francs ! [...] De tous les financiers qui se sont occupés de campagnes électorales, le seul qui soit sorti indemne de son travail dans l'obscurité, c'est moi [...] J'ai simplement été plus discret et plus prompt à faire disparaître en fumée [...] ce qui ne devait pas survivre à la durée d'une campagne. »⁵⁰

L'autre, et c'est beaucoup plus grave, Charles Hernu, sera le ministre de la Défense de 1981 à 1985. De mai à juillet 1944 il avait été délégué départemental de l'Isère pour un organisme du régime de Vichy chargé de la « *propagande ouvrière* ». Emprisonné par la résistance en octobre 1944, il est miraculeusement libéré sans jugement début 1945. Il est traduit en justice par un commerçant juif dont il avait ordonné la réquisition des biens, conformément à la législation vichiste et dont les deux fils sont morts en déportation. A sa sortie de prison, il se fait très brièvement incorporer dans un

⁴⁸ Ghislaine Ottenheimer est le nom de convenance d'une journaliste d'investigation française née Ottenheimer de Gail le 21 mai 1951 à Paris. Elle est rédactrice en chef de Challenges depuis 2008.

⁴⁹ Renaud Lecadre est un journaliste d'investigation français, spécialiste des affaires économiques et financières du journal Libération.

⁵⁰ Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Andr%C3%A9_Rousselet

régiment homologué FFI avant de se faire rapidement réformer. Il va pouvoir à partir de là s'inventer un passé de résistant.

En 1965 François Mitterrand cherchera des passerelles avec l'extrême droite et apparaîtra dans son entourage un personnage encore plus glauque que Charles Hernu, Jean André Faucher. A 16 ans il adhère au PPF et sera délégué régional du Limousin. Il devient délégué à la propagande du maréchal Pétain. Il déserte en juin 1943, alors qu'il est requis pour le STO. Les articles qu'il rédige témoignent qu'il collabore au journal collaborationniste « *Je suis partout* ». Il est condamné à mort par contumace le 25 juin 1946 par la cour de justice de Limoges. Au début de la IV^{ème} république, il se singularise dans un journalisme politique fondé sur une orientation idéologique : établir des liens entre l'extrême droite « *sociale* » et les milieux de gauche non-communistes. Après une opération de chantage à l'encontre de Charles Hernu – il le menace alors de révéler un passé collaborationniste que beaucoup ignorent – il va se placer dans le sillage de ce dernier. Ils auront des engagements communs dans la Franc Maçonnerie, plus pour se blanchir et pour faire de l'entrisme, que par humanisme. En avril 1957, il met en contact Charles Hernu et Jean-Marie Le Pen sur la ligne de l'Algérie française. Il deviendra un des artisans qui pousseront différents clubs, dont l'Atelier et le Club Henri Rochefort, à fusionner dans la CIR. Il joue un rôle dans le ralliement du Parti Radical à la candidature de François Mitterrand, et gagne les faveurs de ce dernier qui en fait l'un de ses attachés de presse : le directeur de campagne s'appelle Charles Hernu.

Dans l'ambiance de fin de règne du second septennat de François Mitterrand, la question des rapports avec les anciens de la collaboration, feront scandale et secoueront bien des consciences socialistes ou simplement démocrates, lorsque Pierre Péan publiera en 1994 « *François Mitterrand : une jeunesse française, 1934-1947* ». Jean André Faucher, c'était un exécuter des basses œuvres, une petite frappe. Là il s'agit de René Bousquet, ancien chef de la police de Vichy du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943. A ce titre, il est le principal organisateur de la rafle du Vélodrome d'Hiver de juillet 1942, où plus de 13 000 Juifs sont arrêtés par la police française et remis à l'armée d'occupation pour les acheminer vers les camps de la mort. Au cours de la campagne présidentielle de 1974, Jean Lacouture publie une photo prise à Latché de François Mitterrand, René Bousquet et Jean-Paul Martin. Ce dernier, haut fonctionnaire de Vichy, s'illustrera dans la répression contre la résistance : en septembre 1942, il accepte de distribuer aux Allemands de vraies-fausse cartes d'identité françaises « *pour dissimuler des espions à la solde du Reich en zone libre et débusquer les émetteurs radio clandestins qui transmettent régulièrement des messages vers Londres* ». Directeur de cabinet de Bousquet, il couvrira les déportations de juifs étrangers au printemps et à l'été 1942, puis les arrestations de juifs français, en zone occupée et en zone libre, au cours des années 1942-1943. Dans ses entretiens avec François Mitterrand Pierre Péan le cite :

« *Martin avait très mal vécu l'épuration. C'était un fonctionnaire intègre qui a servi l'Etat français...* »
51

Entre deux rafles ?

Et à propos de René Bousquet :

« *Ce n'était pas un vichysois fanatique comme on l'a présenté... C'était un homme d'une carrure exceptionnelle. Je l'ai trouvé plutôt sympathique, direct, presque brutal. Je le voyais avec plaisir. Il*

*n'avait rien à voir avec ce que l'on a pu dire de lui. Il a suscité un véritable culte de l'amitié autour de lui... »*⁵²

Effectivement les survivants des 13000 déportés de la rafle ont pu se souvenir de son amitié.

Sous la présidence de Pierre Mendès France en 1954, François Mitterand sera ministre de l'intérieur. Il confie le poste de directeur adjoint de cabinet à Jean Paul Martin. Alors qu'il avait été radié de la fonction publique en 1945, on le retrouvera officier de la légion d'honneur et commandeur de l'ordre national du mérite. Lors de ses obsèques le 12 décembre 1986, c'est le président de la république en personne, qui se déplace pour lui rendre hommage et qui exige qu'on recouvre le cercueil d'un drapeau bleu-blanc-rouge.

Un dernier point concerne dans la composition de la direction de la CIR les rapports de François Mitterand avec deux composantes se réclamant du trotskysme. Ces liens vont s'opérer par l'intermédiaire de Pierre Joxe. Membre de la direction de la CIR, il intégrera le Comité Directeur du PS dès le congrès d'Epinau. C'est par lui que passeront les relations avec la direction de l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste). Il poussera l'énarque Lionel Jospin dans la hiérarchie du parti. Entre 1986 et 1990, il jouera un rôle dans l'intégration de Jean Marie Leguen et Jean Christophe Cambadellis, issus de l'OCI, et Losay, issu de la LCR. Dans les membres fondateurs de la CIR, on trouve un certain Bernard Hazo. Dans Wikipedia, tous les membres fondateurs ont un lien hypertexte qui renvoie vers une notice biographique, sauf pour ce dernier. Estimant en 1983 que le PS est gagné par le courant néosocialiste, Bernard Hazo rejoindra le MPPT (Mouvement Pour un Parti des Travailleurs) et prendra des responsabilités dans l'UD-FO de Loire Atlantique, alors sous la direction d'Alexandre Hébert. Cela laisse à penser que le courant lambertiste était présent dès la constitution de la CIR, mais qu'entre ses dirigeants historiques, Pierre Lambert et Alexandre Hébert, il y avait une divergence quant à la caractérisation de l'opération de François Mitterand et sur la nature du parti né à Epinau. Alexandre Hébert, dirigeant d'une Union Départementale Force Ouvrière, celle de Loire Atlantique, a avec ses camarades trotskystes de Sud Aviation incontestablement joué un rôle dans le déclenchement de la grève ouvrière en 1968 contre De Gaulle. Il a, vis-à-vis de « *l'aventurier* » Mitterand, qu'il qualifie comme tel, des réserves qui recoupent celles de la direction réformiste de FO. Bernard Hazo quitte le navire dès 1983.

Louis Mexandeau, né dans le Pas de Calais en 1931, adhère au PCF en 1952, et en démissionne quelques mois après les événements de Hongrie. De 1955 à 1956, il est responsable national du SNES pour sa catégorie, les maîtres d'internat et surveillants d'externat. Il crée la CIR dans le Calvados. Professeur d'histoire au lycée Malherbe de Caen de 1961 à 1973, il est élu premier secrétaire de la fédération du PS en 1971 et Mitterand le chargera de la délégation nationale du PS pour l'éducation en 1975. Il se radicalise dans la période 1975-1981 sur des positions de défense de la laïcité et de l'unité du syndicalisme enseignant. Dans les mois qui précèdent la montée au pouvoir du PS en mai 1981, il encourage le combat qui se mène au sein de la FEN pour sauver la structure syndicale unitaire, née en 1947 contre l'éclatement du syndicalisme ouvrier confédéré : l'activité des militants Unité et Action, à l'époque contrôlés par la direction du PCF, met en danger l'unité de la fédération. Ce courant relaie la campagne de division PC-PS. Et la défense de l'organisation qu'ils dirigent par les militants du courant UID (Unité, Indépendance et Démocratie) est alors bien falote. On comprendra pourquoi en 1983-1984 dans la capitulation laïque et en 1992 où la majorité fédérale choisit l'éclatement de l'organisation. De 1978 à 1981, il prendra position à de multiples reprises pour l'abrogation des lois Debré-Guermeur d'aide à l'enseignement confessionnel : au sein de la délégation nationale, il sera confronté à de sérieuses oppositions de la part de Jean Louis Piednoir, ex-syndicaliste du SGEN-CFDT et de la direction

⁵² Page 315

UID de la FEN. Dans les notices biographiques publiées ici et là, à ma connaissance, personne ne pose la question de son éviction du secteur de l'éducation vers la charge de ministre des PTT jusqu'en 1986. C'est Alain Savary qui prend le ministère de l'Éducation, candidature plus conforme aux positions de la majorité UID de la FEN, et qui prend en charge la ligne néo-socialiste d'autonomie des établissements et d'intégrer l'enseignement confessionnel dans un service unifié « *laïque* ». Nous reviendrons plus longuement sur cette question dans le chapitre traitant de la capitulation laïque de 1984.

Chapitre 3 : Epinay, renaissance ou destruction de la social-démocratie ?

[Retour](#)

Le mouvement ouvrier et la religion

Epinay, c'est un Bad Godesberg adapté aux traditions politiques de la gauche française : la social-démocratie allemande avait effectué son congrès d'Epinay à Bad Godesberg en 1959 : le mouvement socialiste rompt avec le marxisme, qui était sa doctrine officielle depuis 1925 et se définit comme le parti du peuple entier. Tiens ! voilà du Mélenchon de 2014 ! C'est toujours là que se sont construits dans le mouvement ouvrier tous les révisionnismes fondés sur le reniement du matérialisme historique. Affinons et citons ce passage de la biographie de Karl Marx de Frantz Mehring,⁵³ où ce cadre

⁵³ Vie de Karl Marx, par Frantz Mehring, édition traduite, annotée et commentée par Gérard Bloch, page 480 tome 1

de la gauche social-démocrate allemande avant 1914 et fondateur du courant spartakiste explique ceci :

« [En 1845 Marx soumet] entièrement élaborée l'idée fondamentale du matérialisme historique : la production économique, et avec elle la structure de la société qui en résultait nécessairement pour chaque période historique, constituait le fondement de l'histoire politique et intellectuelle de cette période ; par suite, l'histoire toute entière avait été l'histoire de la lutte des classes, de luttes entre classes exploitées et exploiteuses, dominées et dominantes, à diverses étapes de l'évolution de la société ; mais cette lutte avait maintenant atteint un stade où la classe exploitée et opprimée, le prolétariat, ne pouvait plus s'émanciper de la classe qui l'exploitait et l'opprimait, la bourgeoisie, sans émanciper en même temps pour toujours de l'exploitation et de l'oppression la société entière. »

Marx polémiquera durement contre Proudhon et les différentes écoles socialistes dites utopiques qui sont l'expression des illusions de la démocratie petite bourgeoise : la classe ouvrière n'est plus la puissance sociale en capacité de reconstruire la société et de libérer l'humanité de l'exploitation du salariat. A partir du reniement de Bad Godesberg, on retrouvera tous les éléments qui seront contenus dans la révision d'Epinais : Bad Godesberg introduit des références à l'éthique chrétienne et à l'humanisme, même si le parti social-démocrate allemand n'a pas été envahi par les courants de la gauche de l'Eglise et du syndicalisme faussement déconfectionnalisés de la CFDT, jouant la carte des concessions au gauchisme après 1968 ; en Allemagne, il y a un vrai parti démocrate-chrétien. Et le SPD est organiquement lié à la classe ouvrière par les syndicats. Bad Godesberg rejette l'anticléricalisme, défini comme une persécution sectaire à l'encontre de l'Eglise. Bad Godesberg reconnaît l'économie de marché et abandonne toute idée de nationalisation, pouvant être interprétée comme idée de prise en main des moyens de production par la classe ouvrière. Dans le reniement de Bad Godesberg, il y a une modification complète de l'attitude du parti ouvrier vis-à-vis de la religion.

Saisi d'une demande des conseillers consistoriaux prussien (1840), représentants laïcs ou religieux, chargés de gérer les affaires des églises dans les états concordataires, pour discuter sur les principes sociaux du Christianisme, Marx devait leur répondre très vertement ceci :

« Les principes sociaux du christianisme ont eu maintenant dix-huit cents ans pour se développer, et n'ont pas besoin que des conseillers consistoriaux prussiens les développent davantage. Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval et s'entendent également bien, en cas de besoin, à défendre l'oppression du prolétariat, tout en affectant, il est vrai, de petits airs navrés. Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée et n'ont rien d'autre à offrir aux opprimés que le vœu pieux de voir leurs oppresseurs se montrer charitables. Les principes sociaux du christianisme placent aux cieux la compensation de toutes les infamies dont parlent les conseillers consistoriaux, et légitiment ainsi la prolongation de ces infamies sur terre. Les principes sociaux du christianisme considèrent toutes les vilenies perpétrées par les oppresseurs contre les opprimés comme le juste châtiment du péché originel et des autres péchés, ou comme des épreuves que le Seigneur, dans son infinie sagesse, inflige à ceux qu'il a rachetés. Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'avilissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille ; le prolétariat, qui refuse d'être traité en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance bien plus encore que de pain. Les principes sociaux du christianisme sont bons pour les cafards ; le prolétariat est révolutionnaire. »

Le combat de Marx et d'Engels avant 1848 consistera à libérer le mouvement ouvrier naissant des conceptions présocialistes du proudhonisme, de la démocratie petite bourgeoise et aussi du « socialisme » féodal ou chrétien, aux yeux duquel tous les hommes sont frères. La polémique entre

Marx et Weitling⁵⁴ assez bien imaginée par Raoul Peck⁵⁵ dans son film « *Le jeune Marx* » donne tout à fait la mesure du combat acharné pour fonder l'action de la classe laborieuse sur des bases matérialistes donc la séparer clairement de l'Eglise et de ses œuvres sociales. La révolution de 1848 règlera en fait ses comptes avec ces conceptions de l'enfance du mouvement ouvrier. A l'âge de la prospérité de la social-démocratie, où celle-ci obtenait des Etats des mesures sociales améliorant les conditions de la classe laborieuse, les idées du « *socialisme* » chrétien apparaissaient comme particulièrement dépassées, voire cherchant à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Du reste l'offensive de la papauté, sur l'initiative du pape Léon XIII et de son encyclique « *Rerum Novarum* » en 1891, l'action des œuvres sociales de l'Eglise, reste alors très minoritaire dans le mouvement ouvrier français. Le prolétariat est globalement laïque ou indifférent à la foi religieuse, voire anticlérical pour ses composantes organisées. Les ouvriers maçons de la Creuse, dont les écrits de Martin Nadaud ont retracé l'histoire, qui ont construit le Paris d'Hausman et qui ont participé à tous les combats du mouvement ouvrier parisien, pour une part sont revenus dans leur département d'origine. La Creuse est devenue le département encore aujourd'hui le plus irreligieux de France. La dégénérescence actuelle de la social-démocratie, et le rôle particulièrement réactionnaire que le stalinisme a joué, ont remis à l'ordre du jour ce que Trotsky nomme « *des monstrueuses récidives idéologiques. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance.* »⁵⁶ Courants de l'enfance du mouvement ouvrier, ils offraient à la conscience socialiste ou communiste naissante les premiers cadres d'organisation politique. Nous vivons aujourd'hui sur les décombres de deux internationales ouvrières : la renaissance des courants dits du « *socialisme utopique* », socialistes humanistes ou chrétiens, sont aujourd'hui ouvertement réactionnaires.

Par à peu près tous les historiens, notamment ceux qui appartiennent au mouvement ouvrier, le congrès d'Epinay est présenté comme la naissance d'un parti à gauche de la social-démocratie européenne. La différence avec la social-démocratie européenne de type travailliste, notamment le SPD, c'est que les syndicats continuent de lui assurer sa base ouvrière, même si les sommets du parti ont entamé la révision idéologique de Bad Godesberg. Les surenchères idéologiques de Mitterrand dans son rapport introductif au congrès d'Epinay ne font plus guère illusion sur le contenu du flacon : "*Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste. Celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.*" La révision néo-socialiste a été possible jusqu'au bout et à froid, de par les liens extrêmement ténus du nouveau parti au mouvement ouvrier.

[Retour](#)

Epinay, une « *monstrueuse* » imposture

Le livre publié sous forme de dialogue par François Mitterrand à la veille de la campagne électorale de 1981 et publié sous le titre « *Ici et Maintenant* » est un manifeste présidentiel, où il remet les choses

⁵⁴ Wilhelm Weitling, (1808 -1871), socialiste utopique de convictions chrétiennes, il joue un rôle important dans la constitution de la Ligue des Justes.

⁵⁵ Raoul Peck, né en 1953 à Port-au-Prince, est un réalisateur, scénariste et producteur de cinéma haïtien.

⁵⁶ « *90 années de Manifeste Communiste* », par Léon Trotsky, commenté par Gérard Bloch dans « *Vie de Karl Marx, par Frantz Mehring* », page 585, tome1

au point, face à la montée de ce qu'on appelait alors le courant « *deuxième gauche* » animé par Michel Rocard et ses amis en 1980. A la question à quel moment s'est faite la jonction entre les courants de tradition socialiste, voire marxiste et ceux issus des principes sociaux du Christianisme, François Mitterrand récuse le propos du journaliste qui l'interroge et qui pense, ce qui était l'opinion largement répandue dans le Parti Socialiste, que cette union s'est réalisée aux Assises pour le Socialisme de 1974. Michel Rocard, avec nombre de militants en responsabilité dans la CFDT ou le PSU, entrent au PS et dans sa direction. Mitterrand répond à juste titre : l'union des deux cultures c'est Epinay, c'est moi.

Il déclare :

« Ma démarche, depuis le premier jour, a été que les chrétiens, fidèles à leur foi, se reconnaissent dans notre Parti, que dérivent vers le même fleuve les sources multiples du socialisme. Au milieu du XIXème siècle, hors l'avant-garde des Lamennais, Ozanam, Lacordaire, Arnaud, les catholiques de France appartenaient au camp conservateur. L'Église, secouée par la première révolution française, inquiète des progrès de l'esprit voltairien, s'était rangée aux côtés du pouvoir de la bourgeoisie, pouvoir d'une classe sociale, étroite, égoïste, féroce quand il fallait...

...L'Église s'est coupée des masses ouvrières. Avoir contre soi le pouvoir temporel, passe encore. Mais avoir contre soi le pouvoir spirituel ou réputé tel, quand on est le peuple des pauvres, c'est pire. Les prolétaires se sont bâti leur propre explication du monde. Puisqu'on leur proposait le bonheur dans une autre vie, et qu'au nom de ce bonheur on les abandonnait aux puissants de la terre, le message n'avait plus de sens. Le Christ obscurci, l'Église complice, il n'y avait d'issue que dans la lutte, à bras d'homme, pour la conquête, ici et maintenant, d'un état qui vous délivrerait de l'esclavage, de la misère et de l'humiliation. Par une pente naturelle, les socialistes ont rejoint, dans leur majorité, les théories qui rejetaient l'explication chrétienne. On vit même certains d'entre eux vaticiner pour chasser... la métaphysique. Non que les socialistes fussent tous rationalistes, loin de là. Beaucoup se référaient à Dieu comme à la cause première, à l'arbitre des destinées et demeuraient spiritualistes. Mais les affrontements subis par les travailleurs, la solitude dans laquelle on les avait laissés, sans la moindre lueur au fond du tunnel, rien que la peine, la répression, la prison ou la mort... ont orienté la spiritualité profonde de la classe ouvrière vers des thèmes de générosité, de solidarité et d'organisation, au-delà du présent sans espoir, vers la vision du lendemain. Comment ne pas rêver à la société idéale où des hommes égaux et justes, dans une cité ordonnée par leurs soins, se répartiraient les fruits de leur travail, toute forme de profit écartée, quand il n'y a autour de soi qu'exploitation de l'homme par l'homme, l'immense troupeau souffrant, et des maîtres impitoyables ?

...L'enracinement rationaliste et la montée du marxisme ont accentué dans le prolétariat le refus de l'Église et de son enseignement. Le socialisme qui s'était fait sans elle a commencé de se faire contre elle. Mais aussi, quel silence du christianisme ! Quel long silence ! Troué de temps à autre par les cris d'agonie des fusillés de juin 48, des fusillés du coup d'État du 2 décembre, des fusillés de la Commune, exécutés sans jugement au nom de l'ordre et de la loi ! Il y avait plus de charité dans le cœur d'une Louise Michel que dans la communion des saints de l'Église romaine. Pourtant, à la fin du siècle, Léon XIII à Rome et chez nous le Sillon amorcèrent le tournant. La première guerre mondiale hâta l'évolution. Les fraternités du front, la mort partout, pour tous, la patrie en danger apprirent à chacun à reconnaître en l'autre les valeurs dont il se réclamait, même si la traduction laïque ou religieuse demeurait différente sinon antagoniste. Du fond de l'Église et du monde chrétien ressurgit l'appel initial. Le personnalisme d'Emmanuel Mounier acheva d'apporter au socialisme chrétien ses lettres de noblesse Un oncle, frère cadet de ma mère et mort à vingt ans, avait appartenu aux équipes de Sangnier. On m'avait élevé dans la piété de sa mémoire. J'entendais mes parents catholiques, et catholiques pratiquants, parler avec tristesse de cette Église si loin des humbles et pourtant qu'ils aimaient. La Bible a nourri mon enfance. Huit ans d'internat dans une école libre, à Saint Paul d'Angoulême, m'ont formé

aux disciplines de l'esprit. Je ne m'en suis pas dépris. J'ai gardé mes attaches, mes goûts, et le souvenir de mes maîtres bienveillants et paisibles. Nul ne m'a lavé le cerveau. J'en suis sorti assez libre pour user de ma liberté. Comment après un tel apprentissage et quelque distance que j'aie prise avec lui, n'aurais-je pas été apte à comprendre qu'un socialiste avait le droit de croire en Dieu... »

Mitterand nous ressert ici un plat faisandé, sous l'angle d'une convergence des deux cultures, qui est celui de sa propre histoire depuis la guerre, la Révolution Nationale et l'Ecole d'Uriage. Déjà, lors des congrès de Gotha et d'Erfurt, où la doctrine révisionniste ou réformiste se cristallise, les fondateurs du matérialisme historique, Marx et Engels, mènent la bataille pour l'indépendance du parti ouvrier vis-à-vis des religions. Du point de vue de la conception de l'Etat, ils défendent la neutralité : pour que la liberté de chacun soit préservée, il faut que l'Etat perde ses dépouilles chrétiennes, produit des monarchies post-féodales, son caractère concordataire. Issu d'une famille d'origine ashkénaze, Marx savait de quoi il parlait : dès le livre *« la question juive »*, il développe le point de vue qu'une communauté persécutée en raison de son origine ethnique et d'une pratique religieuse spécifique, à laquelle les pouvoirs dominants avaient assigné un rôle économique bien délimité, ne peut être émancipée que si l'Etat est *« sécularisé »*, du point de vue de la démocratie *« formelle »* ou bourgeoise. Dans la tradition française on dirait *« laïcisé »*. Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins spirituels, sans que l'Etat vienne y fourrer son gros nez. Ceci c'est la question de la position du parti prolétarien sur l'Etat. En revanche dans son programme le parti n'est pas neutre vis à vis des religions : il combat toutes les œuvres sociales de celles-ci, particulièrement la hiérarchie catholique, qui a toujours été une religion prosélyte, parce qu'elle enseigne que riches ou pauvres, prolétaires ou patrons, nous sommes membres de la même communauté de destin. Après Marx, le début de l'offensive contre le mouvement ouvrier dès 1893, initiée par le pape *« réformateur »* Léon XIII, définira cette communauté, une et indivisible, comme *« le corps mystique du Christ »*.

L'orientation de François Mitterand à l'époque de la construction de la CIR, dont nous avons analysé la composition, reste orientée sur une opposition dite *« républicaine »* au gaullisme. C'est en premier lieu le choix de l'oppositions aux institutions de la Vème république, dans la tradition de la gauche historique : il publie en 1964 *« Le Coup d'Etat permanent »*. Il reproche essentiellement à De Gaulle d'avoir trahi sa promesse de 1958 et d'être un mauvais arbitre entre les forces du travail et du capital. En fait Mitterand n'attaque pas la nature même du bonapartisme : ce n'est pas le titre emprunté à Marx qui doit faire illusion. En gros, Mitterand écrit qu'il peut y avoir des manières plus élégantes d'arbitrer les rapports capital-travail. En fait le coup d'Etat de 1958 inaugure un cycle historique. La CIR est un groupuscule, à la composition pour le moins hétéroclite, qui se réclame de la restauration de la démocratie bourgeoise contre De Gaulle. Toutefois son fondateur a déjà compris que les institutions vont s'installer dans la durée : il a déjà un coup d'avance sur ses propres amis. La vie politique va s'ordonner sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct, bien au-delà de la personne de De Gaulle. Dans la conscience ouvrière et démocratique du peuple français Charles De Gaulle reste l'homme du 18 juin, d'autant que sur la question algérienne, il a évité au pays une guerre civile, brisé la résistance du haut état-major. Le coup d'Etat bonapartiste de 1958, dans le droit fil du discours de Bayeux et de la démission de 1946 contre le régime des partis, modifie les rapports politiques entre les classes : la bourgeoisie française envisage dorénavant de diriger la société par d'autres moyens que ceux d'une démocratie parlementaire classique.

En 1965 François Mitterand a mis le général De Gaulle en ballotage. Il s'adapte alors aux institutions bonapartistes : l'homme des clubs et des réseaux peut habilement peser plus lourd que les *« vieilles machines ouvrières »* du PCF et de la SFIO. Guy Mollet qui a commencé par le soutenir, et pense le contrôler parce qu'il a les troupes, n'appréhende pas du tout ce que va signifier pour le mouvement ouvrier organisé l'élection du président au suffrage universel. Il n'y a plus de place désormais pour le

mouvement socialiste, qui va par ailleurs payer très cher son soutien au colonialisme, pour des combinaisons parlementaires entre la droite et le PCF. L'opposition au gaullisme requiert l'union entre le PCF, qui est à l'époque le parti du mouvement ouvrier, et un mouvement électoraliste à travers la FGDS, créée dans la foulée de la présidentielle. Mais la FGDS ce n'est plus exactement la CIR : il est nécessaire, si l'on veut former un bloc électoral, de prendre en compte l'opposition politique qui s'est construite à gauche de la SFIO contre le colonialisme. En 1958 s'était créé le PSA (Parti Socialiste Autonome), dont Jean Poperen sera un des fondateurs, en rupture avec la SFIO sur deux points : le combat pour l'indépendance de l'Algérie et l'opposition au général De Gaulle. En 1960, il fusionne avec des composantes issues de la gauche de l'Eglise catholique, au sein du PSU. Pendant la guerre d'Algérie l'UNEF était devenue une organisation de jeunesse de masse opposée au colonialisme et à l'envoi du contingent en Algérie : c'est le courant social-chrétien qui est majoritaire. En 1964 se constitue la CFDT, sur une rupture déconfectionnalisée seulement en apparence, puisque l'avenir va démontrer que celle-ci est restée entièrement fidèle au message de « *Rerum Novarum* » et au corporatisme. Mitterand retrouve finalement l'ambition de sa jeunesse à la Libération, l'épisode de l'UDSR. C'était une alliance entre les tenants du Sillon de Sangnier, Eugène Claudius Petit, René Pleven gaulliste de sensibilité démocrate-chrétienne et les socialistes issus du mouvement de résistance Libération, pour construire une formation de type travailliste. Les rapports de force politique de l'après Libération, l'émergence du MRP et la recomposition de la SFIO, ont globalement ajourné cette possibilité. Mais Mitterand va garder le cap : en examinant son itinéraire depuis sa jeunesse à Vichy, je suis de plus en plus persuadé qu'il n'est pas le caméléon que nombre de critiques politiques ont voulu décrire. Il y a une unité de l'homme et du projet.

Et ce dernier va enfin pour lui se concrétiser à Epinay.

Chapitre 4 : Laïcité : la trahison néo-socialiste dans une de ses œuvres vives

[Retour](#)

Le mitterandisme prend en charge efficacement la survie de la Vème république

On peut choisir bien des angles d'attaques pour caractériser la politique du mitterandisme dès 1982 : l'adaptation aux institutions de la Vème République est le fil qui permet d'en comprendre tout le développement. Bonapartisme inachevé, les successeurs n'ont fait que continuer la besogne pour obéir aux ordres des maîtres : le MEDEF et l'Union Européenne, cadre destructeur des acquis sociaux des peuples. En fait achever les réformes bonapartistes, impliquait de poser un cadre de destruction de la laïcité de l'école et de l'Etat. Mitterand a bien avancé le travail.

Ainsi la décentralisation administrative, sous la houlette de Gaston Deferre, n'a fait que confirmer l'abandon des formes parlementaires, au profit de la régionalisation d'inspiration gaulliste et maurrassienne. En août 1982 Monsieur Lustiger, archevêque de Paris, la déclarait conforme au « *principe de subsidiarité* » de la doctrine sociale de l'Eglise. Elle était aussi conforme au modèle institutionnel inspiré des courants populistes ou néo-socialistes d'avant-guerre : nous avons développé ce point chez Déat et Doriot, les 19 régions de l'ancien régime remplaçant la démocratie parlementaire. Les lois signées Jean Auroux, ministre du travail du gouvernement Mauroy, seront

fortement marquées par le courant Rocard et la CFDT : elles seront très largement rédigées par Martine Aubry, membre du cabinet de Jean Auroux⁵⁷, et digne héritière de la doctrine sociale de l'Église chez Jacques Delors : Il ne s'agit plus de discuter entre patronat et syndicats, sur un plan interprofessionnel, voire même sur le plan professionnel de branche, mais de ramener le plus possible les discussions au niveau de l'entreprise, entre les salariés pris isolément et le patronat.

Un mot sur le papa Jacques Delors : En 1985, alors qu'il devient président de la Commission Européenne et qu'il le restera jusqu'en 1995, il estimait qu'un projet européen pour la France allait bien au-delà des frontières du PS. Il estimait que « *le Christianisme social, un courant qui est beaucoup plus important que l'on croit, pourrait être un lien utile entre le PS et d'autres forces lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre un projet pour la France* »⁵⁸ La perspective de la jonction du PS avec le CDS (Centre des Démocrate Sociaux), membre fondateur, de 1978 à sa disparition en 1995, de l'UDF giscardienne, c'était pour Jacques Delors l'occasion de faire renaître un nouveau Mouvement républicain Populaire (MRP). Cette formation, qui émerge à la Libération des responsabilités que ses cadres, notamment Georges Bidault, ont pris dans la lutte contre les nazis, occupe une place centrale dans le dispositif de la IVème république.

Les héritiers n'ont fait qu'amplifier la remise en cause du droit social, consigné dans la législation. Ce droit signifie fondamentalement que la bourgeoisie, détentrice de l'appareil de production, reconnaît à la classe ouvrière le droit de négocier le contrat de travail, donc le prix de sa force de travail. En introduisant dans sa législation ce droit, la bourgeoisie reconnaît la lutte des classes et le droit de la classe ouvrière (ou du salariat) de s'organiser en classe sociale spécifique dans et contre la société capitaliste. La définition de l'entreprise comme « *communauté* », au sein de laquelle salariés et patrons sont tous « *impliqués* » ou « *frères en Jésus Christ* » opère un retour au XIXème siècle. La loi El Khomri⁵⁹, sous le gouvernement Hollande-Valls, continuera ce saccage. Et le petit Macron en 2017 poursuivra avec ses ordonnances imposées à la hussarde, malgré les mises en garde de Jean Auroux qui disait en substance : vous avez raison sur le fond, mais allez-y par petits bouts ! C'est préférable.

[Retour](#)

Laïcité, la loi Savary une trahison « néosocialiste » qui vient de loin...

Le projet de loi Savary, élaboré dès 1982 et qui verra le gouvernement Mitterrand-Mauroy y renoncer en juillet 1984 sous la pression de la rue, reposait sur une tentative d'accord avec la hiérarchie catholique, proposant la création d'un grand service unifié laïc de l'éducation nationale, posé comme devant mettre fin au dualisme scolaire. Le préambule de la loi stipulait que la religion concourrait au service public et proposait ni plus ni moins l'intégration des collèges et lycées catholiques dans un service d'Etat, avec reconnaissance de leur caractère propre. Ceci s'accompagnait d'une perspective pour les établissements publics de développer leurs propres projets d'établissement et de briser ainsi l'unité de mission d'un ministère de l'Education Nationale fondé sur des programmes nationaux applicables sur l'ensemble du territoire de la République. La conséquence au niveau des personnels était que les enseignants des établissements catholiques seraient intégrés dans la fonction publique : ils sont toujours à l'heure actuelle sur un statut de contractuels.

⁵⁷ Auroux, Jean né en 1942, catholique social, adhère au CERES en 1970 et au PS en 1971. Dès 1976 il sera soutenu par Michel Rocard et sera maire de Roanne.

⁵⁸ Cité par Angelo Geddo, journal Informations Ouvrières, 1985.

⁵⁹ Myriam El Khomri, née en 1978, membre de la direction du PS depuis 2008. Secrétaire d'Etat à la politique de la ville en 2014 puis ministre du travail en 2015.

La logique de la loi Savary aboutira à jeter les deux France dans la rue : toutes les associations dans la périphérie de l'église ainsi que les UNAPEL, associations des parents d'élèves des écoles catholiques, mobiliseront leurs troupes avec beaucoup de détermination, évêques en tête, tandis que le mouvement laïque appelé par le CNAL se mobilisera mais de manière décentralisée et sur le mot d'ordre de service public et laïque unifié parfaitement ambigu et démobilisateur. La loi Savary, c'était ni plus ni moins, ce que Michel Rocard en tant que premier ministre osera affirmer quelques années plus tard, régler la question laïque en généralisant à tout le territoire de la République le concordat réactionnaire d'Alsace Moselle qui nous vient des casques à pointe de Bismarck. Continuer à subventionner les écoles religieuses et pourquoi pas fonctionnariser les ministres des différents cultes.

La loi Savary en aggravant les lois antilaïques précédentes remettait en cause l'article 2 de la loi de 1905, portant sur la séparation des églises et de l'Etat, qui précisait que la République ne subventionne et ne salarie aucun culte. Cette affaire se conclura par une défaite majeure du mouvement laïque, et au-delà des principes sur lesquels aussi bien les confédérations ouvrières que les partis politiques de gauche étaient fondés, l'héritage de la grande révolution française, le programme républicain libéral repris par le mouvement ouvrier au XIXème siècle et prolongé par le combat pour une république sociale. L'église ne pouvait pas accepter, malgré les ouvertures inacceptables du gouvernement « *socialiste* » en sa direction, la fonctionnarisation de ses personnels, tout comme les laïques une démarche qui allait au-delà des lois antilaïques Debré, puis aggravées Guerneur portant sur le financement des écoles catholiques depuis 1962.

Ce qui a surpris les laïques et les militants après 1981, syndiqués ou membres de partis de gauche, c'est la brutalité de l'offensive. Toutefois en 1983 la majorité du PS reste laïque : J'ai souvenir au congrès de Bourg en Bresse de 1983 d'avoir vu un nombre significatif de délégués debout sur les tables s'insurgeant contre la loi Savary. Le député André Laigniel, élu d'une région de laïcisme, accompagnera un moment cette résistance. Rappelons que le gouvernement de Charles De Gaulle issu du coup d'état de 1958 s'attaque en 1960 à la question laïque à travers la loi Debré de financement de l'enseignement privé catholique. Bonaparte a besoin pour gouverner d'une « *gendarmerie spirituelle* » : c'est la logique concordataire qui l'emporte sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le CNAL se constitue alors sur un texte de pétition rassemblant 10 millions de signatures, soit la quasi majorité du corps électoral, exigeant l'application du principe républicain : « *fonds publics à école publique, fonds privés à école privée* ». Un rassemblement de 500 000 personnes se tient à Vincennes en 1962 qui adresse un appel à la nation et qui légitime la création du CNAL. C'est un cartel d'organisations dont la colonne vertébrale à l'origine est le SNI (Syndicat National des Instituteurs) et la FEN (Fédération de l'Education Nationale), La Ligue de l'Enseignement, les DDEN (Délégués Départementaux de l'Education Nationale) et la FCPE (A l'époque Fédération Cornec). Il s'associe un certain nombre d'organisations qui le soutiennent, dont les confédérations ouvrières (CGT et CGT-FO), partis politiques de gauche, certaines obédiences maçonniques ou associations démocratiques comme la LDH (Ligue des Droits de l'Homme).

La FEN s'était constituée en 1947 sur une position de lutte pour la réunification du syndicalisme ouvrier confédéré dans une seule CGT, position acquise par un accord entre la minorité révolutionnaire de l'Ecole Emancipée, issue du syndicalisme révolutionnaire, et la majorité réformiste. Contre le coup d'Etat bonapartiste la FEN avait organisé une grève massivement suivie le 30 mai 1958, alors qu'elle détenait un taux de syndicalisation de 70% bien supérieur à celui des confédérations ouvrières divisées. Une modification sur ses positions laïques et républicaines de départ va lentement s'opérer

par l'adaptation aux institutions de la Vème république : cela commence pour le SNI par l'acceptation de la réforme admirative de 1964.

Le SNI et la FEN évoluent d'une position laïque, définie par le mot d'ordre portant sur l'attribution des fonds publics aux écoles de la République, vers un projet ambigu de nationalisation laïque de l'enseignement. Quid du statut des écoles confessionnelles catholiques dans ce projet qui sont depuis la loi Debré financées par l'Etat et sous contrat d'association ? S'agit-il de leur proposer l'intégration dans le service public, en indemnisant les établissements et les enseignants demandant le rattachement au public ? Les minorités révolutionnaires de la Fédération, qu'il s'agisse de l'Ecole Emancipée, courant syndicaliste révolutionnaire ou l'Ecole Emancipée pour le Front Unique Ouvrier, courant animé après 1968 par des militants lambertistes, ont en quelque sorte critiqué le projet fédéral sur sa gauche, en demandant la nationalisation sans indemnité ni rachat des écoles privées. Je pense qu'à l'époque les militants enseignants en particulier n'ont pas vu la naissance du serpent venimeux qui allait se développer en notre sein et aboutir à la défaite de 1984.

[Retour](#)

PCF : l'application de la politique de « *la main tendue* » dans l'enseignement

L'opposition du courant Unité et Action dirigeant le SNES, qui était le syndicat majoritaire dans le second degré, n'a jamais résisté sur la question laïque. Dans son histoire syndicale ce courant épouse les virages de la direction du PCF. La Fédération Unitaire de l'Enseignement, née au lendemain de la guerre de 1914, voit très vite une majorité d'enseignants rallier le mouvement communiste dès 1924. Des divergences apparaissent au sein de la fraction du PCF qui se solde en 1929 par une scission. C'est l'époque où ce parti, répondant aux injonctions de l'Internationale aux mains de Staline et de la caste bureaucratique de Moscou, désigne la social-démocratie comme la sœur jumelle du fascisme. Au sein de la fédération unitaire qui reconnaît le droit de tendance, les dissidents sur la ligne dite « *ultragauche* » de l'Internationale forment les MOR (Minorités Oppositionnelles Révolutionnaires). C'est l'époque où Maurice Thorez qui monte dans les instances dirigeantes du PCF, renvoie dos à dos l'école confessionnelle catholique et l'école laïque bourgeoise, position qui est celle des MOR, ancêtre du courant Unité et Action. De cette position dite « *ultragauche* » dictée par l'Internationale, cela n'empêche pas la même direction thorézienne du PCF le 17 avril 1936, de tourner à 180° et de défendre une main tendue aux « *travailleurs catholiques* », et même jusqu'aux « *frères Croix de Feu* ». Le PCF, dans la période dite de déstalinisation, n'a jamais rompu avec cette position. Et lorsqu'il impulse le courant Unité et Action dans la décennie 1970-1980, il demeure sur la ligne de la laïcité ouverte. Il critique le laïcisme de la majorité de la FEN, sous la direction de James Marangé⁶⁰.

En 1972 se tient un colloque du CNAL qui voit s'élargir le cartel d'organisations soutenant le Comité : c'est alors que la CFDT et plusieurs composantes de la gauche de l'église y entrent, dont l'ACO. Et pour cause, le CNAL opère sa mutation par rapport à la ligne fondatrice : fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée, vers un mot d'ordre de nationalisation laïque de l'enseignement, avec les ambiguïtés que nous avons souligné.

En juin 1971 s'est tenu à Epinay le congrès de réunification socialiste sous la direction de François Mitterrand : le discours de ce dernier se fonde sur l'unité de destin dans un même parti de la culture

⁶⁰ James Marangé, (1920-1987), instituteur syndicaliste et permanent du SNI, il dirigera la FEN de 1967 à 1974.

laïque et des tenants de la doctrine sociale de l'Église, l'héritage du Sillon de Sangnier. Nous avons cité largement dans le chapitre précédent le passage du manifeste présidentiel « *Ici et Maintenant* » qui définit clairement l'identité du parti d'Épinay. Parlementaire de l'UDSR, nous avons rappelé que Mitterrand s'esquive discrètement lors de l'adoption du décret Poinso-Chapuis du 22 mai 1948, première attaque contre les lois laïques.

Acceptation de la réforme administrative en 1964 par le SNI, évolution de la direction de la FEN en 1970 et colloque du CNAL de 1972, renaissance du PS en 1971, tous ces éléments sont en correspondance et convergent vers la trahison de 1984.

[Retour](#)

Le parti de l'unité des deux cultures et les ambigüités de l'aile gauche du mitterrandisme

Jean Poperen⁶¹ a une place très particulière dans l'histoire du courant portant François Mitterrand : d'abord militant du PCF, il rejoindra le PSA au moment de la guerre d'Algérie. L'entrée des chrétiens sociaux lors de la transformation du PSA en PSU, le placera très vite en opposition avec l'aile dite moderniste du PSU autour de Michel Rocard et de Gilles Martinet⁶². Il rejoindra lors du congrès d'Épinay ce qui demeure de la tradition guesdiste dans le nouveau parti : Jean Poperen s'opposera en particulier au courant Defferre qui avait préconisé l'alliance au centre contre le PCF. Lorsque Jean Luc Mélenchon commencera à cristalliser une aile gauche dans la fédération de l'Essonne autour de la publication « *Données et Arguments* », il s'appuiera sur le courant de Jean Poperen publiant le journal « *Synthèse Flash* ». On retrouvera dans la fédération de l'Essonne une personnalité comme Colette Audry, écrivain, dramaturge et militante révolutionnaire : enseignante avant-guerre, elle est une responsable syndicale dans la FUE et participe à la direction de l'École Emancipée. Dans les discussions que j'ai pu avoir avec Colette Audry au moment de la bataille laïque en 1982-1984, j'ai pu recueillir quelques témoignages de cette période, notamment celle-ci : lorsque Léon Trotsky était quasiment assigné à résidence à Barbizon, avec d'innombrables précautions prises par les camarades du « *vieux* »⁶³, elle participa à une réunion clandestine organisée à Paris avec des militants français, dont Simone Weil⁶⁴. Camarade de combat de Marceau Pivert, manifestante lors de la fusillade de Clichy⁶⁵, elle fait partie

⁶¹ Jean Poperen (1925-1997)

⁶² Gilles Martinet (1916-2006) avait rejoint le PSU dans la lutte contre le colonialisme et pour le droit à l'indépendance de l'Algérie. Il fera partie au sein du nouveau PS du courant rocardien.

⁶³ Le « *Vieux* » : les militants du parti bolchevik avaient pris l'habitude d'appeler Lénine le « *vieux* », sans aucune connotation péjorative, bien au contraire. Chez les trotskystes, le père fondateur a eu droit au même qualificatif.

⁶⁴ Simone Weil (1909-1943) philosophe, écrivain et professeur qui s'engage dans la lutte révolutionnaire avant-guerre, en sympathie avec les milieux trotskystes et libertaires, et qui choisit même de vivre dans sa chair la condition ouvrière. Résistante, elle évoluera vers les milieux gaullistes. Convertie au catholicisme, elle meurt de tuberculose en 1943.

⁶⁵ La fusillade de Clichy : le 16 mars 1937 le PSF (Parti Socialiste de France), courant d'extrême droite monté par les néo-socialistes suite à leur exclusion de la SFIO, organisent une réunion à Clichy, la plus ancienne municipalité socialiste de France. Cette initiative est ressentie comme une véritable provocation : toutefois le gouvernement refuse de l'interdire. Une contre-manifestation ouvrière se tient poussée par les ailes gauches du mouvement ouvrier, notamment la Gauche Révolutionnaire de Pivert. Le Service d'Ordre fait tirer sur la foule : on relève 6 morts, dont une militante de la GR, et 200 blessés. La GR sera violemment attaquée par le gouvernement de Front Populaire et son ministre de l'intérieur, Roger Salengro... Blum était à l'opéra !

du wagon des exclus au congrès de Royan de la SFIO et participe à la fondation du PSOP. Elle se situera dans la minorité opposée au pacifisme. Après la guerre, elle se consacrera à l'activité littéraire et reprendra des responsabilités au sein du nouveau PS avec Jean Poperen dans l'animation de la revue de courant « *Synthèse Flash* ».

En 1985, Jean Poperen publie « *Le nouveau Contrat Socialiste* », où il tente de faire face au reniement et à la trahison laïque de 1984 et où il constate la progression de la deuxième gauche ou gauche chrétienne dans le PS. Après l'affaire de la loi Savary les fédérations de ce parti ont payé cher la facture, certaines ont même carrément éclaté.

*« Concernant l'école et l'université au XIXe siècle, écrit-il, concernant l'institution ecclésiastique, au cours des siècles, nous avons fait, en ce pays, de multiples expériences: la pratique a montré que la formule qui a prévalu sous la IIIe République, celle de la séparation, est celle qui assure le mieux la paix... »*⁶⁶.

Notre auteur ira même jusqu'à dire que la gauche et le C.N.A.L. se sont fourvoyés en 1972 en entrant dans la logique de l'intégration des écoles privées, très majoritairement catholique, dans le service public, orientation amorcée par la direction UID de la FEN dès 1970 et qui sera la ligne de la loi Savary : c'est une position formellement correcte, puisqu'elle contient la condamnation de l'orientation choisie en juillet 1972 par le C.N.A.L. Ce colloque, ne l'oublions pas, fut précédé d'une campagne virulente d'Unité et Action sur le thème de la laïcité ouverte, à l'époque où ce courant syndical était contrôlé par la direction du PCF : cette ligne offensive d'un parti qui reste stalinien prolonge celle du compromis historique avec la démocratie chrétienne, comme nous l'avons développé dans le chapitre précédent.

Jean Poperen rompt-il avec la ligne de l'unification ? Certes non : puisqu'aussitôt, dans la bonne vieille tradition guesdiste d'adaptation à l'appareil, il discerne dans la loi Savary une tentative d'apaisement de la guerre scolaire ; on ne peut guère faire mieux que cette loi, non seulement elle retira au gouvernement la confiance de ses meilleurs bataillons mais elle a aussi abouti à la mobilisation de la Vendée blanche contre la République. Plusieurs manifestations de masse, dont celle de Versailles, organisées par les UNAPEL, associations de parents d'élèves de l'enseignement catholique, avec en tête l'épiscopat français, précipiteront la chute du gouvernement Mauroy le 17 juillet 1984.

Même démarche à propos de la politique scolaire : l'auteur met en cause la ligne de la deuxième gauche rocardienne sur les questions d'éducation, qu'il dénonce comme une orientation qui aboutira à la privatisation : en face de l'Etat républicain qui organise l'école publique, derrière le paravent de l'autogestion, se cache la défense de la libre entreprise éducative. Dans l'auberge espagnole du PS de la décennie 1971-1981 ; derrière ce concept fourre-tout, on mettait tout et son contraire. Jean Poperen est amené à dégager une convergence de vue entre les Partis bourgeois et la deuxième gauche, en omettant de dire au passage que le gouvernement socialiste est déjà dans cette convergence : il s'attaque à un projet déposé par le sénateur R.P.R. Taittinger⁶⁷ qui propose :

« La responsabilité propre du chef d'établissement pour la mise en œuvre d'un projet éducatif défini en accord avec les parents, la collectivité territoriale et les milieux économiques et sociaux ».

Il rappelle :

« qu'il est dans la gauche socialiste une certaine tradition méfiante à l'égard de l'État, volontiers identifié à la multiplication des contraintes et à la bureaucratie tatillonne. Elle ne voit de solution au problème de l'école que dans une profonde décentralisation. A travers l'appel aux collectivités de base

⁶⁶ *Le Nouveau Contrat Socialiste*, page 167

⁶⁷ Pierre Christian Taittinger, (1926-2009) sénateur de droite

et la discussion des projets éducatifs propres, c'est une floraison de communautés scolaires ayant chacune leur spécificité qui surgiront alors »...⁶⁸

Face au désastre de la défaite laïque, Poperen revient inmanquablement sur le pacte d'Épinay de 1971. En somme, dit notre auteur, le gouvernement fait du Rocard avec un courant rocardien, dans la composition du parti, qui reste minoritaire. Voilà le terme de la contradiction. La caractéristique de la social-démocratie classique, c'est qu'elle était empêtrée dans une théorie fondée sur la méthode du socialisme scientifique et une pratique des sommets parlementaires engluée dans la collaboration de classe : or, le catholicisme social a commencé à résoudre à son profit cette contradiction :

« Pour la première fois peut-être, l'aile modérée, «conciliatrice», du socialisme français parvient à une réelle cohérence entre son idéologie et sa pratique. Elle le doit à la dominante chrétienne du courant « deuxième gauche ». Le nouveau courant se révèle très vite beaucoup plus efficace que la social-démocratie, toujours empêtrée par sa contradiction entre la pratique conciliatrice et la raideur théorique. Le nouveau courant de conciliation est libre d'une telle contradiction, puisque sa sève chrétienne ne doit rien à l'idéologie de classe. Et du coup, il libère l'opportunisme de la social-démocratie de sa contradiction génitale : l'histoire des 75 dernières années, dans le mouvement socialiste, dans le P. S. est celle du passage progressif de ce secteur de la social-démocratie sous la bannière idéologique du nouveau courant conciliateur d'inspiration démocrate-chrétienne. En quelque sorte, cette « sensibilité » de la social-démocratie trouve enfin l'idéologie de sa pratique. »

Et plus loin :

« Le fait nouveau, depuis semble-t-il la deuxième guerre mondiale, n'est pas qu'il y ait des chrétiens dans l'organisation socialiste. Il y en a toujours eu, et ni eux ni les autres n'avaient souci qu'ils déclinaient leur identité. Le fait nouveau, c'est que des structures organisées de militants chrétiens, en tant que telles - se soient constituées, c'est qu'un courant propre de sensibilité dominante chrétienne se soit développé ».⁶⁹

Notre auteur donne-t-il enfin le signe du véritable apaisement, de revenir au régime de séparation proclamé par la loi de 1905 et qu'il partage au début de son propos : la République ne salarie et ne subventionne aucun culte. Si la position officielle du parti en 1981 est celle de l'Unification laïque, décalque exact de l'unité des deux cultures du contrat d'Épinay, la composition militante du mouvement socialiste reste très majoritairement attachée au serment de Vincennes : *« Fonds publics à école publique, fonds privés à école privée ! »* Elle revendique l'abrogation des lois antilaïques : Louis Mexandeau, qui était responsable de la délégation Education du parti, avait pris des positions claires contre la loi Guerneur, prolongeant le dispositif d'aide à l'enseignement privé de la loi Debré. Dans l'électorat et dans le parti, ce qui était sous-jacent après l'élection de François Mitterrand, c'était l'exigence de l'abrogation des lois antilaïques. violemment attaqué au parlement-par la droite, lors de la présentation de sa loi, Alain Savary répondra : *« je vous fais remarquer que nous aurions pu abroger les lois antilaïques en une nuit ; et que nous ne l'avons pas fait ».*

Jean Poperen écrit au nom de la liberté de choix des parents :

« Une allocation pour les familles les plus démunies, versée aux établissements, assurerait l'égalité. C'était, me semble-t-il, l'esprit de la législation Marie-Baranger. Cette concession mérite d'être conservée dans notre système d'enseignement... »⁷⁰.

⁶⁸ Ibidem, page 183.

⁶⁹ Ibidem, page 194

⁷⁰ Ibidem, page 177.

C'est une concession qui n'a rien d'un compromis positif, puisque la législation Marie-Baranger, produit d'un accord SFIO-MRP de la fin de la IV^{ème} république, est précisément fondatrice de la logique qui aboutira à la loi bonapartiste de Michel Debré⁷¹ le 31 décembre 1959 : retour à l'alliance du trône et de l'autel.

Pour comprendre une politique il faut aller aux racines : si l'on choisit l'économie de marché, il faut accepter ce que cela implique dans le domaine de la réforme de l'Etat, de la Laïcité et de l'école... Du reste Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur et de la décentralisation, déclarera à propos de la loi Savary : si on la remet en question, alors il faudra aussi s'attaquer à la logique de la décentralisation. Malgré les efforts de Poperen pour sauver un bout de références au guesdisme, cela veut dire qu'il n'y a plus de place dans ce parti pour une aile gauche.

Après le tournant de la rigueur de 1983, marqué par les lois Auroux fondées sur le corporatisme, Delors à l'économie et le tournant de la rigueur, la défaite laïque, au PS on ne parlera plus de rupture graduelle avec le capitalisme. Il est dorénavant question de gestion d'une « *économie mixte* ». Il faut se souvenir que cette caractérisation appartient à la théorie néo-socialiste d'Henri de Man, dirigeant du Parti belge en 1926, qu'elle fut combattue par la direction socialiste et par Léon Blum lui-même, alors que ce dernier était confronté à la montée du courant Déat-Marquet : à la question de la gestion de l'Etat selon les principes de « *l'Economie mixte* » Blum endossait la conception traditionnelle du mouvement socialiste en écrivant :

*« La socialisation n'est pas du socialisme tant que la propriété capitaliste n'est pas elle-même socialiste »*⁷²

Jean Poperen souligne :

« Il y a donc chez nous un secteur économique public, sensiblement plus important qu'auparavant et un secteur privé, qui demeure prépondérant. J'imagine que c'est cela qu'on peut appeler « Economie mixte »...

Quand le Président de la République a tout naturellement employé l'expression, voilà quelques mois, dans une interview à Libération, ce fut le tremblement ; c'était le « tournant » politique et idéologique du septennat.

Or, si nous n'avions pas trop employé expressément le mot, nous n'avons, quant au fond, jamais dit autre chose, ni bien sûr dans les 110 propositions ni dans le Projet Socialiste de 1980, voire dans le programme de 1972. Et nous n'avons jamais dit autre chose parce que, tout simplement, nous n'avons jamais eu autre chose en tête...

... Où, quand, avons-nous dit ou écrit que nous voulions supprimer le secteur privé de l'économie, l'économie de marché elle-même, que nous voulions dans ce domaine ou dans tout autre, la « table rase ».

Il faut donc dépasser la contradiction entre l'idéologie marxiste et formelle qui fonde la social-démocratie et la nouvelle gauche par un « *nouveau contrat social* » :

Notre auteur propose pour la fin du septennat un « *Pacte National de Croissance* » qui réintroduit dans son contenu l'idée de « *Communauté des Etres* » ou d'autogestion :

⁷¹ Michel Debré (1912-1996), résistant et gaulliste, il est le véritable concepteur des institutions de la V^{ème} république, dont l'aide concordataire à l'enseignement confessionnel catholique est un des éléments.

⁷² Le Populaire du 25 janvier 1934

« Nous proposons que les partenaires économiques se mettent d'accord sur les règles du jeu en cette période difficile... »

Serait-ce l'amorce de ce qui a été appelé l'autogestion ? et dont il est si peu question aujourd'hui ? Je ne sais. Ce que je sais, en tout cas, c'est que cette connaissance serait une liberté nouvelle, une liberté pour les salariés, une liberté utile à l'entreprise, utile à l'économie nationale. Cette liberté-là garantirait que la « souplesse » d'embauche et de licenciement ne serait pas le retour au « bon plaisir » patronal ; elle serait un élément du pacte social. »

Jean Poperen ne dit pas autre chose que ceci : dans cette période de crise difficile, qui n'est qualifiée à aucun moment comme celle du mode production capitaliste, il est nécessaire que les salariés consentent, voire « *communient* » à leur propre déqualification ou licenciement. Les syndicats doivent donc être associés à ce nouveau contrat social :

« Les syndicats doivent-ils, peuvent-ils rester en deçà de cette démarche ? De nombreux syndicalistes le pensent, en un pays marqué par une forte tradition d'un syndicalisme « libertaire » ou, comme on dit, par l'anarcho-syndicalisme. La raison de leurs réticences sont fortes; elles sont contrariées, me semble-t-il, par la marche du temps ... »

...Représentants du « monde du travail », ils ne peuvent pas - ils ne peuvent plus - à notre époque, soutenir que la marche de l'économie, sa gestion nationale, ce n'est pas leur affaire...

... Dans les conditions économiques et culturelles d'aujourd'hui, les centrales syndicales peuvent-elles être indifférentes au mouvement de la richesse nationale, puisqu'elles ont pour première fonction dans le cadre de l'entreprise, de la tâche de production, d'en négocier la répartition. Comment pourraient-elles rester à l'écart de l'élaboration des règles de cette répartition ? ».

Et la conclusion de la capitulation guesdiste arrive :

« Nos amis de la C.F.D.T. ont eu le grand mérite de montrer que cette question était une question-clef, à laquelle il faudrait bien, dès les prochaines années commencer à apporter une réponse ».

Partis d'une référence formelle au marxisme et aux positions classiques du courant socialiste, notamment dans l'histoire du mouvement ouvrier français sur la laïcité, on finit chez Delors, sur le corporatisme des lois Auroux et sur l'intégration des syndicats à l'Etat.

[Retour](#)

Mélenchon dans la filiation de l'aile gauche du mitterrandisme

Durant le premier septennat de François Mitterrand, la composition du PS en termes de forces militantes reste majoritairement laïque. Le point de rupture ce sera la loi Savary. Trois mois avant la chute du gouvernement Mauroy-Savary, s'adressant à la Convention Nationale des 24 et 25 mars 1984 du PS, Jean Luc Mélenchon, alors premier secrétaire de l'Essonne, déclare :

« J'ai lu que nous avons abandonné la formule « fonds publics – école publique, fonds privés – école privée. »

Je le dis pas moi.

Et en disant cela je ne méconnaiss pas la nécessité d'avancer par étapes.

Je lis que ce serait la position ultra. Tant pis. Je suis en bonne et forte compagnie car la gauche c'est aussi, c'est souvent et parfois même c'est surtout dans nombre de cas les enfants de la bataille laïque...

Dans des milliers de villages et de villes, cette question a délimité les deux camps politiques fondamentaux, forgé les générations militantes...

En obligeant les collectivités locales, notamment les communes, à financer les établissements confessionnels, notamment les écoles primaires, nous ferions de chaque budget communal l'occasion d'un débat sur le poids relatif des différentes confessions. Cette libanisation locale est inacceptable.

Et si c'était le cas nous verrions alors ce qu'est en réalité la tolérance des hiérarchies religieuses entre elles. Car ceux que nous aurions en face de nous ne seront pas les plus ouverts. Ceux-là ont choisi la laïque depuis longtemps et ils sont aussi émus que nous.

La religion n'est pas un service public. Nos consciences d'humanistes et de socialistes, attachés à la vraie liberté de conscience qui est une affaire privée nous interdisent de franchir ce pas, d'accepter ce compromis.

La république ne doit connaître que des citoyens.

Nous ne pouvons accepter qu'une loi nous oblige à départager les fidèles. »

Très bien ! les militants qui sont restés socialistes approuvent chaleureusement cette orientation. Mais là ce sont les effets de tribune. La réalité est quelque peu différente.

Comme nous l'avons écrit précédemment, Jean Luc Mélenchon a fondé au sein de la fédération de l'Essonne un journal « *Données et Arguments* » qui structure le courant majoritaire du parti, celui des mitterrandistes. Cette initiative prépare d'ores et déjà l'avenir et la constitution future d'une Gauche Socialiste, avec le réseau « *questions socialistes* » animé par Julien Dray. Dans l'épisode de la discussion du projet Savary, la question laïque divise, d'autant que les cadres politiques dont Jean Luc Mélenchon s'est entouré depuis son arrivée dans l'Essonne en 1978 sont issus du lambertisme. D'autres sont francs-maçons et attachés à la laïcité, dirigent les organisations dans la périphérie du CNAL. « *l'Appel des 77* », confronté à l'époque à un texte national intitulé « *L'appel des cathos de la laïque* », est lancé pour dépasser la crise. Que dit cet Appel dont les termes ont été soigneusement pesés, non en fonction des revendications laïques, mais en référence à l'unité des deux cultures dans le Parti: Encore une fois, la filiation de Mélenchon avec le mitterrandisme l'emporte sur les positions laïques. Citons deux passages ;

« les organisations laïques avaient fait preuve de sang-froid, de patience et d'ouverture d'esprit pour permettre au gouvernement d'aboutir à l'unification laïque du système éducatif après une phase de concertation »...

L'appel n'abandonne pas la perspective de l'unification laïque qui est la ligne du parti et son programme et il ajoute :

«Seule l'Ecole publique garantit à chacun la liberté de conscience et respecte le pluralisme des options philosophiques ou religieuses des familles : l'Appel des « Cathos de la laïque » en donne acte aujourd'hui».

Face à la croisade des évêques et des UNAPEL dans la manifestation de Versailles, les « *Cathos de la Laïques* », tout en ne contestant pas le rôle de la hiérarchie gardienne du troupeau et défendant ses

écoles sous contrat, se définissent de la manière suivante ; l'éditorial du supplément à *Témoignage Chrétien* du 23 avril 1984 prenait fait et cause pour la rénovation :

« Nous sommes fiers de ces écoles qui nous ont appris à devenir des hommes, même si nous pensons qu'elles doivent évoluer, se libérer de trop d'inerties, s'ouvrir à des pédagogies nouvelles, être moins sclérosées et plus dynamiques ».

Les cathos de la laïque ne revendiquent pas bien sûr l'abrogation des lois antilaïques, mais proposent à la hiérarchie, trop pressée de se débarrasser du gouvernement issu du 10 mai 1981, d'être plus mesurée et d'aider ceux qui militent dans l'école publique sur les principes sociaux du Christianisme, par exemple en donnant aux aumôneries des écoles publiques une partie des deniers du culte :

« L'église officielle défend les intérêts des 20 % des familles du privé (eh bien, nous cathos de la laïque, église du peuple, église «laissée pour compte» pour avoir fait le «mauvais» choix, nous donnons les moyens aux aumôneries de nos écoles laïques de diffuser la foi aux 80 % restants ».

Les « Cathos de la Laïque » auxquels « l'Appel des 77 » tend la main se situe sur le terrain du droit « à diffuser la foi » dans l'école publique, ce qui n'a rien à voir avec la laïcité : historiquement cela rappelle le combat des Davidées⁷³ des années 1930, ces institutrices qui considéraient que le terrain de l'école publique était leur terre de mission. La politique de « l'unification laïque » permet en fait la pénétration légale des communautarismes dont les tenants du Christianisme social ne sont qu'un volet.

Quand on parle de laïcité particulièrement au sein du PS de l'époque, on y rencontre forcément le Grand Orient de France : de nombreux élus ou militants sont francs-maçons. Les deux journalistes politiques de Libération, Lilian Alemagna et Stéphane Allières, qui ont rédigé en 2012 la biographie de Jean Luc Mélenchon⁷⁴ font état d'une discussion de l'intéressé avec les sommets du Grand Orient de France. Citons :

*« Jean-Luc Mélenchon trouve, lui, ses nouveaux camarades [les francs-maçons] trop timides. A cette époque, j'ai fréquenté de près les sommets de la maçonnerie, explique-t-il. J'étais indigné du fait que le GOF (Grand Orient de France) ne fasse rien... » Il se souvient ainsi d'un repas extrêmement violent avec le grand maître de l'époque, Paul Gourdot⁷⁵: il m'a pris de haut et je ne supporte pas qu'on me prenne de haut. Il s'est levé de table, s'est mis à gueuler et a dit qu'il avait envoyé une lettre à tous les parlementaires francs-maçons pour leur dire que ceux qui votaient la loi Savary trahissaient leur serment ».*⁷⁶

Effectivement Paul Gourdot qui fut Grand Maître adjoint (1978-79) puis Grand Maître (1981-84) du Grand Orient de France, mènera dans les années 1982-1984 un travail de terrain dans les loges maçonniques pour convaincre les membres du Grand Orient de s'opposer au service d'unification laïque de la loi Savary, marquant sa fidélité au mot d'ordre fondateur du CNAL sur le financement des

⁷³ Davidées : Davidée Birot est un personnage de René Bazin. Institutrice publique, fille d'un franc-maçon, elle prend en horreur les idées de son père et, au contact d'âmes pieuses, devient une fervente militante cléricale... L'association des Davidées, œuvre de la hiérarchie catholique, mobilisaient des institutrices de l'enseignement public. Voir à ce sujet la brochure rédigée par Marceau Pivert en 1930 pour le compte de la Libre Pensée sur le site que j'ai consacré à ce grand laïque : <http://socialisme-2010.fr/pivert/davidees.php>.

⁷⁴ Mélenchon le plébéien, de Lilian Alemagna et Stéphane Allières, Robert Laffont, 2012.

⁷⁵ Paul Gourdot (1930-2009) publie en particulier « *Les sources maçonniques du socialisme français, 1848-1871* » où il explique que durant le gouvernement Mitterrand-Mauroy rien n'a été fait pour revenir au socialisme humaniste né dans les années 1840-1860, et mort avec l'échec de la Commune.

⁷⁶ Mélenchon le plébéien, page 157.

écoles privées. Le jeune Mélenchon reproche au Grand Orient de ne pas s'engager sur le grand service unifié et ne supporte pas alors que Paul Gourdot, à juste titre, lui remonte les bretelles.

Côté cour, celle de François Mitterrand, Mélenchon, premier secrétaire de l'Essonne, nous a servi la camelote de la loi Savary, côté jardin il rassure son propre courant dont les cadres sont issus de la bataille laïque. Lors du vingtième anniversaire de la disparition de François Mitterrand en 2016, Jean Luc Mélenchon intervient par une vidéo présentée sur son blog intitulée « *bilan raisonné de 1981 et de la présidence de François Mitterrand* ». Il est contraint de répondre à la question : le tournant de 1983 représente-t-il une « *trahison* » par rapport à la politique mise en œuvre par la gauche en 1981. Il récuse la théorie dite de la trahison défendue par les polissons de l'extrême gauche et explique : « *Il n'y a pas de traîtres, il n'y a que des gens qui tâtonnent* ». Un peu court ! Le tournant de 1983 représente bel et bien sur la question laïque une trahison historique et une victoire en rase campagne du courant social-chrétien et corporatiste qui emportera le PS quelques années plus tard.

[Retour](#)

Le sort des organisations démocratiques

Lorsque la SFIO s'effondre suite à son soutien à la politique coloniale en Algérie, les organisations démocratiques qu'elle contrôle entrent en crise : en ne gardant bien de souscrire à une vision policière de l'histoire, le PCF, alors puissant parti ouvrier, y jouera un rôle que la social-démocratie avait laissé échapper. Une des exigences de François Mitterrand après 1984 sera que ces organisations ne soient plus représentées par des hommes considérés comme des « *crypto-communistes* » ou agents infiltrés... C'est le cas de Paul Gourdot, considéré par le pouvoir comme tel, qui ne joue plus un rôle de direction dans le GODF après 1984. C'est celui de Henri Noguères⁷⁷, qui cède la place de président de la LDH à la même date, au profit d'un mitterrandiste pur sucre, Yves Jouffa⁷⁸. C'est aussi celui de Roger Labrusse⁷⁹, impliqué dans l'affaire des fuites du gouvernement Laniel en 1956 au profit de l'URSS : ce dernier travaillait alors pour le secrétariat national du comité supérieur de la défense nationale. Accusé d'avoir lutté activement contre la Guerre d'Indochine, il est condamné pour haute trahison à 6 ans d'emprisonnement en 1956, puis libéré par De Gaulle. Vice-président de l'Union Mondiale des Libres Penseurs, il quittera la direction de la Fédération Nationale de la Libre Pensée en 1982.

Par rapport aux organisations démocratiques ou humanistes, le mitterrandisme se caractérise par une volonté patiente de détricoter tout ce qui reste influencé ou dirigé par le PCF. Mais au compte de quel projet de société ? Par antistalinisme, on peut comprendre. On va retrouver cette question dans l'évolution ultérieure de Mélenchon, puis la constitution de la Gauche Socialiste. Dans les communes dirigées par le PCF, la Gauche Socialiste agira comme une machine de guerre contre les positions tenues par le PCF. Mais pour remettre le pouvoir à qui ? Et au compte de quel projet de société ? Toute l'ambiguïté est là.

[Retour](#)

Loi de 1905 : les attaques contre le cœur de la loi commencent sous Mitterrand

⁷⁷ Noguères, Henri (1916-1990) : militant socialiste et résistant, historien de la résistance, il sera président de la LDH de 1974 à 1984.

⁷⁸ Yves Jouffa (1920-1999) : pivertiste avant-guerre, il soutiendra en tant que militant et avocat les militants du MNA algérien. Président de la LDH de 1984 à 1991, il évoluera vers un soutien à François Mitterrand.

⁷⁹ Roger Labrusse (1914-2001)

C'est la deuxième fois qu'une polémique enflamme lorsque la hiérarchie catholique offre le titre honorifique de chanoine du Latran au président de la République en exercice : traditionnellement tous les présidents de la Vème République depuis Charles De Gaulle, acceptaient le titre mais tous ne se sont pas rendus dans la basilique du Latran pour la cérémonie : ce fut le cas de Georges Pompidou, François Mitterrand et François Hollande. Ce titre date de 1460 sous Louis XI et a été réactivé par Henri IV après qu'il eût abjuré la religion protestante et reçu l'absolution du pape. Il s'agit historiquement d'un acte d'allégeance de la monarchie de droit divin à l'Eglise catholique : la France est sa fille aînée, selon la formule utilisée par l'Eglise. La révolution française a rompu de fait cette tradition monarchiste, les gouvernements républicains plus exactement l'ont « négligé », pour reprendre le terme employé par le journal clérical « *La Croix* ». Ce n'est qu'en 1957 sous la présidence de René Coty, que les liens formellement rompus reprennent. Et pour cause, c'est en 1948 sous un gouvernement de la IVème république où sont présents des ministres MRP que la première attaque contre la laïcité est portée, le décret Poinso-Chapuis analysé précédemment.

Dans la brochette de présidents depuis 1958, c'est encore Jacques Chirac, sous le pontificat de Jean Paul II, qui est le moins pire. Le 20 janvier 1996, dans son allocution à Latran il tient ces propos sur les liens entre l'Eglise et l'Etat :

"Ma présence se veut aussi, Eminence, le gage de relations fécondes, de relations à poursuivre et nourrir entre la France et le Saint-Siège en même temps qu'entre l'Eglise et l'Etat. L'indispensable dialogue, pour difficile voire douloureux qu'il ait pu être dans l'Histoire, ne s'est jamais rompu. A l'épreuve de notre république laïque, passé la méfiance et les craintes, les catholiques de France savent désormais pouvoir vivre en citoyens sans rien renier de leur foi. Mieux, ils ont la conviction d'apporter leur pleine et généreuse contribution à la communauté nationale. Ils s'y emploient, je le sais, avec passion et avec loyauté."

Par contre c'est le 20 janvier 2007 que le président Sarkozy infléchit le discours des chefs de l'Etat sous la Vème république dans le sens de la réaction la plus noire, reprenant à son compte le concept de « *laïcité positive* » défendu par le pape Benoît XVI. Il y disserte longuement sur l'idée que *"les racines de la France sont essentiellement chrétiennes"*, tournant le dos de ce fait à l'héritage de la philosophie des Lumières, dont se sont largement inspirés les hommes qui ont fait la grande révolution bourgeoise. Il déchaîna les critiques avec sa fameuse formule : *"Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur."* A l'époque Jean Luc Mélenchon qui est encore au PS mène l'offensive contre cette volonté de tourner la page de la loi de 1905. Il anime une tenue⁸⁰ massivement suivie du Grand Orient de France qui est publiée ensuite largement sous le titre : « *Réplique au discours de Nicolas Sarkozy chanoine du Latran* »⁸¹ Au-delà de l'aspect fidélité à l'esprit de la loi de 1905, il y dénonce le ralliement de Nicolas Sarkozy aux thèses de l'extrême droite américaine et de son idéologue en titre Samuel Huntington : le concept de « *choc des civilisations* » signifie l'entrée dans une ère où les religions définissent les personnes, les modes de vie et les relations internationales. Une manière de camper le conflit entre la civilisation chrétienne et l'Islam. Quand Jean Luc Mélenchon agit comme un bon social-démocrate de gauche cela mérite d'être souligné.

Macron, le petit roquet qui aboie toujours plus fort que le précédent, a fait encore mieux. Il affirme que : « *La religion est partout dans la société. Nous avons anthropologiquement, ontologiquement,*

⁸⁰ Une tenue dite « *blanche* » est une réunion maçonnique ouverte aux « *profanes* » c'est-à-dire à des citoyens qui ne sont pas membres de l'obédience.

⁸¹ Réplique au discours de Nicolas Sarkozy, Chanoine du Latran, par Jean Luc Mélenchon, Editions Bruno Leprince, février 2008.

métaphysiquement besoin de la religion. » Ceci est un heureux complément réactionnaire au discours tenu le 9 avril 2018 devant les évêques de France au Collège des Bernardins, où il se propose de réparer « *le lien abîmé entre l'Église et la République...* » Dans l'Europe néo-libérale, avec l'héritage des lois laïques et la séparation de 1905, la France est encore ce vilain petit canard qu'il faut mettre au pas. Macron appelle à son secours ce vieux parti clérical, qui est toujours gavé de subventions publiques, pour que ses ouailles viennent à ses côtés : « *Ne renoncez pas à cette Europe dont vous avez nourri le sens ; ne laissez pas en friche les terres que vous avez ensemencé.* » Il rappelle là les véritables origines cléricales et vaticanes de l'Union Européenne, ses traités fondés sur le principe de subsidiarité et son drapeau étoilé, symbole du culte marial.⁸²

Remontons aux racines de cette dérive réactionnaire qui nous ramène un siècle en arrière.

Qu'est-ce que la loi de 1905 ? Dans la démocratie petite bourgeoise, dont les courants maçonniques marqués à gauche, elle est le pacte social qui a permis que la citoyenneté l'emporte sur les appartenances communautaires, le droit de croire ou de ne pas croire à une vérité révélée, de pratiquer la religion de son choix dans le cadre d'une liberté d'ordre privé : la république bourgeoise est indifférente aux opinions des citoyens. La liberté absolue de conscience proclamée dans l'article 1 a pour conséquence dans l'article 2 le fait que la république ne salarie ni ne subventionne aucun culte. Suivront une série de dispositions propres à un divorce qui mettent fin au régime concordataire et qui concernent l'aide matérielle que l'Etat bourgeois républicain apportait à la hiérarchie catholique. L'Etat fait obligation à l'Eglise de constituer des associations « *cultuelles* » pour gérer son patrimoine : les associations constituées sur le modèle de la loi de 1901, si elles sont ouvertes à tous les citoyens, comme doit le préciser l'article 1 de leurs statuts, elles peuvent recevoir des subventions des collectivités publiques. Pas les associations « *culturelles* ».

Une méthode fréquente sous les gouvernements « *socialistes* », consistera à détourner la loi de 1905. Que dit la loi ? Les édifices du culte construits avant la proclamation de la loi de 1905 continueront à recevoir des subsides des collectivités publiques, notamment des mairies, pour ce qui concerne strictement l'entretien extérieur des édifices, les murs et les toitures. Pour le reste, les frais sont à la charge des fidèles auxquels l'Etat fait obligation de constituer des associations dites « *cultuelles* » aux fins d'entretenir leur patrimoine. Pour les édifices construits après 1905, tout est à la charge des fidèles. Font exception les édifices classés monuments historiques et qui rentrent dans le patrimoine artistique et, à ce titre, peuvent recevoir des fonds publics. Dans la période récente, sous les régimes de droite et de gauche de la Vème république, on a vu que toutes sortes de ruses administratives ont été inventées pour remettre en cause le régime libéral de séparation : par exemple pousser à la constitution d'associations « *culturelles* », en lieu et place d'associations « *cultuelles* », pour permettre la subvention publique. Ou encore accorder des baux emphytéotiques aux représentants d'un culte qui leur permettent d'avoir la jouissance d'un terrain pour 33 ans renouvelables pour y construire un édifice du culte.

Un exemple célèbre : depuis 1905 il ne s'était pas construit de cathédrale en France. C'est, sous un gouvernement présidé par François Mitterand, Jack Lang⁸³ étant ministre de la culture, que l'Etat en contournant la loi de 1905 a accordé un demi-milliard de francs à la construction de cet édifice, sous couvert d'aide à un musée d'art sacré attenant au local de l'édifice. Sur le plan architectural la

⁸² L'image de la Vierge Marie, mère du Christ, sur fond bleu entouré d'une couronne d'étoiles blanches, était en général le décor du culte dédiée à celle-ci au mois de mai dans le culte catholique.

⁸³ Jack Lang, ministre de la culture de mai 1981 à mars 1986, puis de mai 1988 à mars 1993. C'est durant son second ministère qu'a lieu cette violation historique de la loi de 1905. La construction de la cathédrale est commencée en 1992 et se termine en 1995, puis elle reçoit la consécration papale de Jean Paul 2 en 1997.

symbolique politique de l'édifice est tout à fait conforme au pacte historique contenu dans le mitterandisme : une colonne tronquée⁸⁴ surmontée d'une croix, représentant l'accord entre la culture laïque (en l'occurrence maçonnique) et la culture chrétienne... Le mitterandisme... une douce obstination jésuitique !

Avec cette affaire la porte a été largement ouverte aux représentants des autres cultes pour qu'ils sollicitent les collectivités publiques et obtiennent par le biais de détournements de la loi de 1905 des subventions.

Le concordat abrogé de fait par la loi de 1905 resurgit avec le coup d'Etat bonapartiste de De Gaulle en 1958 : l'aide à l'enseignement privé catholique depuis la loi Debré de 1962 consacrera un accord entre le trône du monarque « *républicain* » et l'autel. Tous les gouvernements de la Vème république le défendront et l'amplifieront, ce qui est de fait une remise en cause de la loi de 1905. Le bonapartisme a besoin d'une « *gendarmerie spirituelle* », pour reprendre le mot de Marx. Bien sûr Macron veut revenir sur ce qui a « *abimé* » les rapports de l'Eglise et de l'Etat en prolongeant le concordat gaulliste, mais la palme d'or du reniement revient aux gouvernements de François Mitterand, singulièrement celui issu de la présidentielle de 1981 : la loi Savary d'unification des services publics et privés catholiques posait dans son préambule un principe : *la religion concourt au service public*. Si la loi Savary n'a pas pu s'appliquer jusqu'au bout, compte tenu des germes de guerre civile qu'elle générerait dans le pays, les gouvernements de droite ou de gauche qui ont suivi n'ont fait qu'en reprendre la logique profonde. La question des départements sous statuts d'exception, Alsace et Moselle, législation héritée de l'occupation allemande dans l'héritage de Bismarck, revient régulièrement dans le débat public : les ministres des différents cultes, à l'exception des imams (tiens donc !), sont payés par l'Etat, de même l'enseignement religieux est obligatoirement dispensé dans les écoles publiques : une dérogation plus récente permet sur demande écrite des familles de le remplacer par un enseignement de la morale. Michel Rocard premier ministre avait fait cette proposition ultra réactionnaire, avec ses affidés de la centrale jaune CFDT, pour régler la question des départements sous régime d'exception, de généraliser le concordat à tout le territoire républicain... les néosocialistes vont jusqu'au bout de la liquidation ! Et Macron poursuit sur la base des « *acquis* » néosocialistes...

Par ailleurs, Napoléon 1^{er} dont le régime, en rupture avec la révolution française, était concordataire, avait imposé aux juifs un mode de représentation face aux pouvoirs publics copié sur les relations de l'Etat monarchique avec la hiérarchie catholique. Le consistoire est une obligation bonapartiste qui ne signifie rien pour les citoyens de confession israélite, puisque leur religion n'a pas de hiérarchie. La même démarche sera reprise avec Jean Pierre Chevènement, puis avec Nicolas Sarkozy, à l'encontre des citoyens de confession musulmane pour un Islam de France. L'Etat n'a pas à entrer dans des considérations religieuses, voire dans l'organisation d'un culte déterminé. En démocratie bourgeoise la loi suffit pour protéger la liberté de tous. Ce qui n'est pas interdit par la loi relève de la liberté privée.

[Retour](#)

Comment le mouvement ouvrier posait la question laïque ?

Il faut revenir à la manière dont le mouvement ouvrier avait commencé à régler cette question. Dans l'abondante littérature produite régulièrement sur 1905, beaucoup font de la philosophie et oublient l'essentiel : la puissance publique ne finance plus les religions. Les reniements sous la Vème république bonapartiste, traduisent le fait que la bourgeoisie a totalement remis en question son propre

⁸⁴ La colonne tronquée ou brisée est le symbole maçonnique du caractère écourté de la vie humaine et de l'œuvre partiellement accomplie : on en observe des spécimens dans les cimetières ou sur les monuments aux morts.

programme libéral⁸⁵. Déjà Marx pense la question de la sécularisation de l'Etat et de l'instruction publique comme le combat du mouvement ouvrier appliquant le programme libéral que la bourgeoisie tarde à appliquer. Marx saluera le fait que la Commune de Paris réglera d'emblée cette affaire en séparant l'Eglise et l'Etat et retirera la subvention publique aux écoles congréganistes. Il écrira : « *la Commune renvoie les prêtres à la solitude de la prière à l'instar de leurs prédécesseurs les apôtres...* » Les premières dispositions prises par la révolution russe de 1917 porteront sur la séparation du synode orthodoxe et de l'Etat et sur le retrait du financement des écoles religieuses ; s'y ajouteront d'autres dispositions liées au fait que la république ouvrière naissante se débarrasse de ce qui lie la puissance publique à la religion d'Etat : l'égalité hommes-femmes, l'institution du mariage civil et du divorce... Et lorsque Jean Jaurès contribue à régler la question de la séparation qui renvoie la religion au domaine de la vie privée, c'est dans le but de s'attaquer à la question sociale. Il faut en finir avec le radicalisme bourgeois qui utilisait l'anticléricalisme pour diviser le front de classe, le rassemblement des classes opprimées des campagnes derrière la classe ouvrière. En finir avec la diversion que constitue la question religieuse, pour que, disait Jaurès, « *la démocratie puisse se donner tout entière à l'œuvre immense et difficile de réforme sociale* »⁸⁶Cette question doit être actualisée et repensée par rapport à l'Islam aujourd'hui. Dans une période où les représentations officielles du mouvement ouvrier ont non seulement tourné le dos aux revendications laïques, mais ont mené à bien l'application du programme bonapartiste, permettant à des monstruosité du type Nicolas Sarkozy ou Emmanuel Macron de prospérer. En ce domaine tout est à reconstruire. Quelle force aujourd'hui dans un mouvement ouvrier - l'ancien se décompose et le nouveau n'est pas encore né – est en capacité de relever le gant de ce combat. En attendant prospèrent les monstres.

⁸⁵ Nous prenons le concept de libéralisme au sens classique du terme : un régime de libre concurrence, certes, mais qui garantit aux citoyens un certain nombre de libertés démocratiques, dont celle d'exercer librement sa pensée en dehors de la théologie.

⁸⁶ La Dépêche du Midi, 15 août 1904.

Chapitre 5 : Le courant lambertiste et la renaissance du PS

[Retour](#)

Introduction

Lorsque renaît le mouvement socialiste, quelques mois après une des plus grandes grèves ouvrières de l'histoire, comme effet politiquement différé, il convient de poser la question des forces qui ont poussé à cette recomposition. François Mitterand, comme nous l'avons expliqué précédemment, a compris dès la campagne présidentielle de 1965, que les institutions de la Vème république vont s'installer dans la durée, au-delà de la personne et du rôle historique de Charles De Gaulle. L'homme des réseaux politiques bourgeois et de la groupusculaire CIR va s'imposer comme le recours et réaliser un projet qui était le sien depuis l'UDSR, l'union au sein d'une même formation des deux cultures, celle de Sangnier, de Mounier et celle de Jaurès : la chrétienne et la laïque. Dans les années 1970-1981 vont se nouer des relations politiques privilégiées entre une organisation se réclamant du trotskysme, l'OCI et l'entourage proche de François Mitterand. Elles vont jouer un rôle décisif, d'abord dans la construction du nouveau PS et ensuite dans la victoire de 1981. L'OCI a analysé qu'elle avait un intérêt objectif à la reconstruction de la « *social-démocratie* », elle y a joué un rôle important, minoré par tous ceux qui ont une vision d'une histoire faite par les grands hommes. Au sein de sa direction se discute alors la stratégie à mettre en œuvre alors que le PS se reconstruit. Il faut donc discuter dans cet ouvrage qui traite de la question du populisme, ou du néo-socialisme, ce qui est rigoureusement la même chose, de la stratégie qui a été celle du courant lambertiste dans la décennie 1970-1980, de ce qu'il fait au sein de la « *social-démocratie* », mais surtout de ce qu'il n'a pas fait et des opportunités qu'il a laissé échapper.

[Retour](#)

Après 1968, l'OCI décrète l'imminence de la Révolution mondiale !

Lors de son 16ème congrès elle annonce une « *nouvelle période de la lutte de classes* », caractérisée « *comme la période de l'imminence de la Révolution ouverte par la grève générale de mai-juin 1968 en France, et la marche à la révolution politique en Tchécoslovaquie* ». Globalement d'ailleurs dans l'extrême gauche française on pense à peu près la même chose. 1968 est le début de « *la répétition générale de la révolution prolétarienne en France.* »

Citons cet extrait de la résolution politique du XVIIIème Congrès en 1973 :

« Le PCF et le PS obtiendront des mains des masses laborieuses le pouvoir qu'ils utiliseront contre les aspirations révolutionnaires. Les travailleurs, avant d'admettre la nécessité d'une nouvelle direction, tenteront de faire pression sur les anciennes directions pour que celles-ci réalisent leurs aspirations : elles réclameront à celles-ci d'exécuter les engagements qu'elles prétendent avoir pris. Les travailleurs cherchent à en finir avec le capitalisme. C'est précisément cette tendance que les dirigeants réussiront à transformer en volonté d'imposer un gouvernement PS-PCF-Radicaux qui apparaîtra à leurs yeux

comme un gouvernement ouvrier alors que ce sera un gouvernement bourgeois. (...) Sous le feu de la lutte des classes, les masses se dresseront contre la présence, au sein du gouvernement, des radicaux bourgeois. Elles y seront amenées en relation même avec l'argumentation mise en avant par les dirigeants : « Nous ne pouvons tout faire d'un coup, nous ne pouvons satisfaire toutes les revendications, car cela effrayerait nos alliés des classes moyennes. Nous risquerions d'isoler la classe ouvrière de ses alliés naturels. » Après un certain temps, les masses traduiront : « Si c'est la présence des radicaux bourgeois au gouvernement qui empêche la satisfaction de nos aspirations, alors il faut que les ministres bourgeois s'en aillent ». Les dirigeants du PCF et du PS constitueront un gouvernement PCF-PS, ultime barrage pour garantir la société bourgeoise. Ce gouvernement ne sera pas un gouvernement ouvrier et paysan, ce sera un gouvernement bourgeois. »⁸⁷

Le tracé politique contenu dans cette citation ne trouvera jamais le plus petit début d'application, pour une raison de fond : la période qui s'ouvre après 1970, passés quelques mois d'embellie sociale après la grève générale, ne sera pas celle de l'imminence de la révolution mondiale. Le printemps des peuples à Prague est le dernier soubresaut à l'est pour donner au socialisme son visage humain. Face aux grèves ouvrières de Pologne en 1970, la création qui s'en suivit de Solidarnosc traduit à la fois la force de l'Eglise catholique sur la question nationale et une orientation qui va vers la restauration du capitalisme. La dislocation de l'URSS en 1990-1991 confirme dans le mauvais sens le diagnostic formulé par Léon Trotsky dans le programme de fondation de la IVème Internationale de 1938 : sans révolution politique, sans réappropriation par la classe ouvrière de ses conquêtes révolutionnaires, la bureaucratie stalinienne s'orientera vers la restauration du capitalisme. La destruction de la propriété collective signifiera pour les masses opprimées de nouvelles décennies de souffrances. L'effondrement des partis communistes dans les pays citadelles du capitalisme engage dès les années 1980 un lent processus de décomposition du mouvement ouvrier. Les partis sociaux-démocrates vont occuper ce vide politique, formellement le PS de Mitterrand jouera sur la gauche de la social-démocratie, mais au compte de l'accompagnement des réformes néo-libérales de destruction des acquis sociaux dès 1983.

[Retour](#)

La question de l'entrisme dans la social-démocratie chez Trotsky

L'OCI a construit une puissante organisation révolutionnaire qui développe dans la décennie 1970-1980 une onde d'influence dans le mouvement ouvrier, partis et syndicats. Par ailleurs son dirigeant historique Pierre Lambert⁸⁸ va nouer des liens particuliers avec l'entourage de François Mitterrand. Faut-il parler d'entrisme ? S'agit-il d'une reprise au compte d'un projet révolutionnaire de rallier le développement des courants « *centristes* » de gauche ? Trotsky et ses camarades caractérisaient ainsi de « *centristes* », les courants qui se dégageaient à gauche des appareils dirigeant le mouvement ouvrier de l'époque et qui pouvaient évoluer vers une radicalisation révolutionnaire... Ce fut le cas de

⁸⁷ Source Pierre Salvaing :

« Ce que je sais de ce que fut l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) », édition électronique : <http://socialisme-2010.fr/blog2016/lambertisme.php>

⁸⁸ Pierre Bousset, dit Lambert (1920-2008), militant trotskyste depuis 1936. Principal responsable en 1952 de la Commission Ouvrière du PCI (Parti Communiste internationaliste), section de la IVème Internationale. Il s'opposera à la ligne de Miche Raptis, dit Pablo, qui considérait que le stalinisme à l'Est réalisait à sa manière le socialisme. Ce type de régime allait vraisemblablement exister pour des décennies, sinon des siècles. L'heure était donc à l'entrisme dans les partis stalinien. Lambert refusait cette orientation et son groupe donnera naissance dans les années 1960 à un courant international dont l'OCI était la section française.

la Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert ou du POUM de Joaquim Maurin⁸⁹ et d'Andrès Nin⁹⁰ dans la révolution espagnole.

Cette stratégie est avancée par Léon Trotsky dans les années qui précèdent la seconde guerre mondiale essentiellement dans ces pays, la France et l'Espagne : la grève générale de juin 1936 est pour ce dirigeant le signe évident qu'on entre dans une période révolutionnaire ; en Espagne où le coup d'état du général Franco contre la république provoque une guerre civile. Dans de telles situations, et face à une politique des partis staliniens singulièrement réactionnaire, les partis socialistes reprennent une audience de masse, et la démocratie en leur sein devient une réalité. Pour l'Espagne Trotsky n'approuvera pas la constitution du POUM, petit parti né d'une scission de deux courants du Parti stalinien, La Gauche Communiste de Andrès Nin et le Bloc Ouvrier et Paysan de Joaquim Maurin : il défendra l'entrée dans le Parti Socialiste, notamment dans les jeunes du parti. Ce qui pour lui posait la question du développement d'un parti révolutionnaire sur une échelle infiniment plus large. Trotsky ne s'était pas trompé sur ce point : les JSI (Jeunesses Socialistes Ibériques) seront prises en main par le Parti stalinien espagnol et serviront de base de manœuvre à la liquidation de la révolution espagnole et de ses chefs Poumistes, anarchistes, répression stalinienne qui s'étendra jusqu'à la gauche du PSOE⁹¹ Dans les années qui précèdent la grève de 1936 en France, Trotsky poussera à faire entrer ses camarades dans la SFIO, mais drapeau déployé et « *musique en tête* », le courant s'appellera le groupe Bolchevik-léniniste. Il se confrontera au courant pivertiste qui venait de rompre avec « *la bataille socialiste* » de Zyromski⁹² et qui avait constitué la Gauche Révolutionnaire. Objectivement l'affirmation d'un courant qui était un parti dans le parti et qui se disposait d'emblée comme « *courant sortiste* » plaçait Marceau Pivert et ses camarades en porte à faux. D'autant que ces derniers avaient conquis, sur la base du mouvement de juin 36, le quart des mandats dans la SFIO. Entre une organisation de 200 militants, obéissant à une discipline de fraction et un courant plébéien qui rassemble la base ouvrière d'une organisation sociale-démocrate, ce n'est pas du tout la même réalité. On peut comprendre les hésitations de Pivert pour aller vers la construction d'un nouveau parti. Trotsky était placé à l'époque dans une position quasiment désespérée dans cette planète qui était pour lui « *sans visa* », sachant que Staline en finirait avec lui le jour où il le déciderait et il affirmait la volonté acharnée de sauver l'héritage idéologique et politique du bolchévisme. D'où cette obstination à chercher à rallier les courants qui se détachaient des partis ouvriers à une nouvelle internationale, dont il fallait poser les bases avant le deuxième cataclysme mondial. La polémique contre Pivert était quelque peu injuste et injustifiée. La question de l'entrisme, notamment dans la question française, a été posée en ces termes : une entrée provisoire et à drapeau déployé dans une organisation social-démocrate dans le but d'en capter les forces nourries par une situation de type révolutionnaire. L'objectif étant de construire un parti révolutionnaire. Marceau Pivert pensait aller plus loin dans la reconquête du mouvement socialiste. La direction social-démocrate ne lui en laissera pas le temps : l'évolution de la SFIO vers une politique d'union nationale la conduit à exclure sa gauche au congrès de Royan en 1938. Les pivertistes constituent l'éphémère PSOP qui ne survivra pas à la guerre.

[Retour](#)

⁸⁹ Joaquim Maurin (1893-1976) : Élu député du POUM en février 1936, il est arrêté par les franquistes en juillet, dès le début de la Guerre civile espagnole. Il reste détenu dix ans par la dictature franquiste, puis s'exile aux États-Unis en décembre 1946.

⁹⁰ Andreu Nin i Pérez, (1892-1937) assassiné à Alcalá de Henares (Espagne) le 20 juin 1937 sur ordre de Alexandre Orlov, responsable du NKVD en Espagne.

⁹¹ Pierre Broué, Staline et la Révolution espagnole, Arthème Fayard, 1993.

⁹² Jean Zyromski (1890-1976), principal organisateur d'un courant gauche de la SFIO s'inscrivant dans la continuité de Jules Guesdes.

Sur la question du parti radical de gauche dans l'Union de la gauche après 1972

En 1977, deux dirigeants de l'OCI, Stéphane Just⁹³ et Charles Berg⁹⁴, publient : « *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui* »⁹⁵. C'est une longue analyse de la politique des Fronts Populaires anciens et à venir afin d'armer, selon leurs auteurs, sur le plan théorique les militants trotskystes : les accords d'union de la gauche sont à l'ordre du jour. Ce livre reprend les attaques de Trotsky, que l'on simplifie pour les besoins de l'heure, contre la politique de Marceau Pivert, partisan d'un Front Populaire de combat contre les hésitations du gouvernement Blum. Les auteurs dénoncent la politique du POUM espagnol entrant dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, et passant de ce fait une alliance avec les républicains, « *ombre de la bourgeoisie* », pour reprendre le mot de Trotsky. Dans la période récente, on ne trouvera pas des mots assez durs contre le MIR chilien⁹⁶, organisation d'extrême gauche, qui deviendra la garde prétorienne de Salvadore Allende contre l'extrême droite, tout en critiquant la politique de l'Union Populaire que ce dernier préside. Ce texte est très caractéristique de l'utilisation d'un langage très à gauche, alors que l'un des deux rédacteurs, Charles Berg est au cœur du travail de fraction mené au sein du PS. Le même Charles Berg caractérise aujourd'hui ce travail comme la préhistoire d'une trahison, comme on va le voir avec son témoignage de 2015. Quant au PS de Mitterand, on reprend la vulgate lambertiste classique, c'est un parti ouvrier-bourgeois, fermez le ban ! Aucune analyse sur la montée des courants corporatistes en son sein, qui finiront par l'emporter au congrès de l'Arche en 1991.

Il y a belle lurette que le PCF et le nouveau PS considèrent le petit parti radical de gauche, survivance de l'alliance de type front populaire entre les partis ouvriers et le parti radical, comme appendice secondaire dans leur politique réciproque de collaboration de classe. L'OCI dans les années où se concrétisera le programme d'Union de la Gauche fera un simple copier/coller de la position de Trotsky sur la rupture avec le parti radical de l'époque de la IIIème république et du Front populaire.

Autant la position de Trotsky et des trotskystes défendant la perspective d'un gouvernement ouvrier est justifiée alors par le fait que le parti radical de l'époque est le cœur de la IIIème république et de la démocratie bourgeoise, autant le petit parti radical de gauche groupusculaire est un leurre qui dissimule une autre réalité.

Dans la décennie qui précéda la naissance du nouveau PS, Roger Garaudy⁹⁷, alors Directeur du « *Centre d'études et de recherches marxistes* » du PCF organise dans les années 1965-1970 des rencontres avec

⁹³ Stéphane Just (1921-1997) exclu en 1983 avec un groupe de militants de l'OCI. Il était en désaccord sur le vote pour François Mitterand dès le premier tour de la présidentielle de 1981, ainsi qu'avec une politique d'adaptation à l'appareil de FO, dont la rupture des militants enseignants de l'OCI avec la FEN, représentera pour lui une rupture avec le trotskysme.

⁹⁴ Charles Berg, né en 1946, de son vrai nom Charles Stobnicer, connu aujourd'hui sous le pseudonyme de Jacques Kirsner. Il construit et dirige après 1968 l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme), membre du Bureau politique de l'OCI jusqu'à son exclusion en 1979. Il sera, ce qui nous intéresse ici, responsable du travail de fraction dans le PS. Après 1979, il se consacre à son travail de producteur de cinéma. Il participera à la revue Carré Rouge après 1995, le club Socialisme Maintenant, le club Politique Bastille, regroupement d'anciens lambertistes.

⁹⁵ (3) « *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui* ». texte publié intégralement par le site marxist.org : https://www.marxists.org/francais/just/front_pop/index.htm

⁹⁶ MIR chilien : Mouvement de la gauche révolutionnaire chilien constitué par des étudiants en 1965 : il est largement influencé par le castrisme et la stratégie de la guérilla urbaine comme méthode de prise de pouvoir. Le MIR sera lourdement réprimé lors du coup d'Etat de Pinochet en septembre 1973.

⁹⁷ Roger Garaudy (1913-2012) intellectuel et cadre du PCF de 1930 à 1970. Evoluera par la suite vers des positions d'extrême droite et négationnistes. Il se convertira successivement au catholicisme, au protestantisme et enfin à l'Islam...

des chrétiens de gauche sur le thème : « *l'homme nouveau chrétien, l'homme total marxiste* ». Il salue le concile Vatican II ouvert le 11 octobre 1962 par le pape Jean XXIII et qui se termine le 8 décembre 1965 sous le pontificat de Paul VI comme l'événement le plus important de la période. Les importantes modifications que Vatican II apporte dans la relation de l'Eglise au « *monde* » replacera la question sociale au centre des préoccupations de la hiérarchie catholique : non sans danger de crises pour elle. On verra en Amérique latine les tenants d'une théologie de la Libération condamnés finalement par le Vatican : certains prêtres, vivant au sein de la misère d'un « *troupeau* » dont ils sont le « *bon pasteur* », avaient interprété le message de l'Eglise comme un encouragement à remettre en cause l'appropriation privée des moyens de production. L'expérience des prêtres-ouvriers des années 1940-1950 condamnée par Pie XII, le pape suspect de la guerre et ami de Hitler, voit Paul VI permettre à nouveau l'expérience de l'Eglise en milieu ouvrier. Depuis 1937 la direction du PCF a toujours été sur la ligne de la main tendue, non aux travailleurs chrétiens, mais aux tenants de la démocratie chrétienne et des œuvres sociales de l'Eglise catholique. Lorsque se reconstitue le PS, les sections ou cellules locales du PCF, poussent à la recomposition des sections socialistes sur la ligne de la main tendue : dans les couches sociales moyennes qui s'orientent vers la renaissance du mouvement socialiste, beaucoup de militants viennent des réseaux de La Vie Nouvelle⁹⁸, de l'ACO⁹⁹ et de la CFDT, dont l'appareil confédéral ouvre les portes aux gauchistes d'après 1968.

En 1936 c'est vrai que le lien avec la bourgeoisie passait par l'alliance avec le parti radical qui est au cœur de toutes les combinaisons parlementaires de la IIIème république. Faire du petit parti radical de gauche en 1974, dont les fédérations sont pour la plupart infiltrées par des militants du PS ou du PCF en mission, sur des objectifs électoraux, est très largement un leurre. En 1971 la ligne de rupture avec la bourgeoisie passe à l'intérieur de ce petit monstre qu'est le parti de Mitterand, lui-même homme politique de la bourgeoisie au passé pour le moins sulfureux : trois années chez Pétain et des liens avec l'extrême droite qui perdureront quasiment jusqu'à la fin de sa vie, garde des sceaux dans un gouvernement pro-colonialiste qui fera guillotiner 46 militants nationalistes algériens.

[Retour](#)

Aux yeux de Pierre Lambert et de l'OCI, Mitterand change de nature en quelques mois...

En 1971, lors des hommages que la gauche française rend à l'occasion du centenaire de la Commune, un meeting se tient à la Mutualité. L'OCI est présente en nombre. Lorsque Mitterand monte à la tribune, le service d'ordre de l'OCI scande : « *Versailles, c'est lui ! Versailles, c'est lui !* » Dans les semaines qui suivent le congrès fondateur d'Epinay, la presse de l'OCI, le journal Informations Ouvrières, caractérisent l'opération main basse du bourgeois Mitterand sur ce qui reste du parti socialiste : l'opération d'Epinay vise la destruction de la social-démocratie, composante réformiste du mouvement ouvrier international. En 1965, lors de la campagne présidentielle où ce dernier met De Gaulle en ballottage, Il est caractérisé à juste titre par l'OCI comme un candidat bourgeois. En quelques

⁹⁸ La Vie Nouvelle est une association d'Education populaire, issue du scoutisme catholique. Jacques Delors, par exemple en est issu. Dans le département de l'Essonne de nombreux élus locaux, dont des villes moyennes comme Les Ulis ou Juvisy auront des maires issus de cette mouvance. Vie Nouvelle sera au cœur des négociations qui mèneront à Epinay.

⁹⁹ ACO, mouvement social chrétien né en mars 1950. Sa mission : être « *...un grand Mouvement populaire des familles qui amènera la classe ouvrière tout entière au christianisme* ». Il est issu de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), né en Belgique en 1925, dont les deux dirigeants fondateurs, Paul Garcet et Fernand Tonnet, passeront à la résistance et meurent à Dachau. La caractéristique de l'ACO, tout comme la CFDT, c'est qu'elle vis à s'implanter en milieu ouvrier, sous couvert d'une apparente déconfessionnalisation, tout en ne renonçant jamais à la doctrine sociale de l'Eglise et au corporatisme.

mois la position de l'OCI va tourner à 180° sur la caractérisation de l'opération d'Epinay. Dans la campagne de 1974, aux termes de savantes démonstrations, qui ne seraient pas reniées par les jésuites, devenu premier secrétaire du PS, Mitterand reçoit l'onction pastorale de Pierre Lambert : chef d'un parti ouvrier parlementaire, Mitterand a changé de nature ; il n'est plus le candidat d'un groupuscule bourgeois, la CIR, mais devient un candidat ouvrier. Ouvrier traître mais ouvrier quand même. Le PS n'a jamais été un parti unifié sur un corps de doctrine réformiste, mais une coalition totalement hétérogène entre des éléments bourgeois issus du corporatisme et de la doctrine sociale de l'Eglise et les restes de la social-démocratie sur une ambition présidentielle : que, dans la période qui va de 1976 - la montée en puissance dans les municipales - et 1983 - le tournant de la rigueur-, les masses aient fait confiance à Mitterand, que les sections du PS aient vu affluer un grand nombre d'adhérents en quête d'une ouverture politique contre le système capitaliste ne change rien au projet de départ. Cette discussion n'a jamais été ouverte dans les bulletins internes de l'OCI et encore moins dans sa presse publique. Ayant eu des responsabilités dans le parti de Mitterand entre 1979 et 1984, je suis toujours surpris par l'extrême discrétion des analyses produites par l'OCI sur le PS, son histoire, sa composition : en fait c'est un domaine réservé. Les militants doivent se contenter de la portion congrue : parti ouvrier parlementaire ! Fermez le ban !

A usage des militants trotskystes, la direction de l'OCI centre son attaque sur le CERES de Jean Pierre Chevènement, caractérisé à plusieurs reprises comme néo-corporatiste. On peut reprocher beaucoup de choses au CERES¹⁰⁰, courant dans la tradition guesdiste qui contrôle plusieurs fédérations importantes avant 1981, dont celle de Paris, mais certainement pas l'accuser de néo-corporatisme. En 1969, Georges Sarre¹⁰¹ et une importante association de postiers socialistes, pour la plupart militants de la CGT-FO, donc excusez-moi du peu, un courant issu du mouvement ouvrier, qui compte les futurs parlementaires Jean Besson¹⁰² et Pierre Carassus¹⁰³, participent à la fondation du CERES. Grosso modo la ligne idéologique de ce courant est pour un congrès de Tours à l'envers, une réunification dans un parti ouvrier unique. Du reste le projet socialiste adopté en 1980 par le PS, visant à doter le PS d'un corps de doctrine réformiste et sur lequel le candidat Mitterand s'assiera d'emblée, est rédigé par cette tendance, dont son idéologue en titre Didier Motchane¹⁰⁴. C'est un courant de la démocratie petite-bourgeoise, influencé comme le fut Jean Zyromski, par la force que représente encore le PCF dans le mouvement ouvrier. Mitterand, qui avait le sens de la formule dira du CERES : « *C'est un faux petit PC, dirigé par de vrais petits bourgeois* ». Le grand bourgeois Mitterand se moque des petits bourgeois. C'est un courant souverainiste de gauche, qui s'affirmera comme tel plus tard dans « *Socialisme et République* ». Jean Pierre Chevènement démissionnera de son poste de ministre de la défense lors de l'engagement de la France dans la première aventure contre l'Irak et il appellera à voter non à Maastricht. Néo-corporatiste ? Deux prises de position qui sont tout à son honneur. Tout

¹⁰⁰ Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste ou CERES, fondé en 1966.

¹⁰¹ Georges Sarre (né en 1935), fondateur historique du CERES avec Chevènement, secrétaire d'État dans divers gouvernements socialistes entre 1988 et 1993. Il sera maire du 11e arrondissement de Paris de 1995 à 2008. En 2008, il devient adjoint au maire de Paris, chargé de la sécurité et de la prévention, fonction qu'il quitte en novembre 2010.

¹⁰² Jean Besson (né en 1948) : appartient à la composante chrétienne sociale du CERES de Chevènement. Il exercera diverses fonctions d'élus. Syndicaliste CFDT et socialiste autogestionnaire de 1968 à 1978. il s'éloigne de Chevènement et se déclare, dès 1979, social-démocrate et fédéraliste européen. À l'élection présidentielle de 2017, Jean Besson a apporté son soutien à Emmanuel Macron.

¹⁰³ Pierre Carassus (né en 1943) : élu socialiste puis s'inscrit dans une fidélité à Jean Pierre Chevènement.

¹⁰⁴ Didier Motchane (1931-2017) : idéologue et fondateur du CERES en 1965, il joue un rôle dans la préparation du congrès d'Epinay (1971). De 1979 à 1989, il sera élu européen. En 1993, il quitte le PS et participe à la création du Mouvement des citoyens, devenu en 2003 le Mouvement républicain et citoyen. En 2012 il soutient la candidature du Front de Gauche.

de même... Ce qui n'excuse en rien l'évolution ultérieure vers le souverainisme et l'alliance entre les républicains des deux rives, la droite et la gauche...

La désignation d'un ennemi interne dans le PS, le CERES, à destination des militants trotskystes, visait en fait à occulter le fait que Pierre Lambert s'oriente dès 1974 vers la politique de Mitterand et se cale sur l'élection présidentielle, cœur du bonapartisme. Jamais la question de l'entrée d'un courant ouvertement lui corporatiste, celui de Rocard et de ses affidés de la CFDT, des réseaux de la gauche de l'Eglise catholique, au sein du PS et de sa direction, lors des assises pour le socialisme de 1974, n'est posée. D'emblée les candidatures d'extrême gauche de la LCR et de LO sont caractérisées comme faisant obstacle à la candidature d'Union de la gauche derrière le nom de François Mitterand. L'OCI appelle à voter François Mitterand, toujours sur la ligne de l'imminence de la crise révolutionnaire : la brochure « *Pourquoi l'OCI appelle à voter François Mitterand ?* » conclut à destination de ses militants et de sa zone d'influence :

« En résumé, nous sommes entrés dans une période d'intense activité politique, à partir de la dislocation du bonapartisme moribond, et des masses qui se mettent en mouvement. Tout est possible, à des rythmes qui nous échappent. A la suite des élections, nous ne savons pas ce qui se produira, ni à quelle vitesse. Les choses peuvent encore trainer, s'accélérer ; Mitterand peut être élu ou non. Au cas où il le serait, on ne peut même pas exclure que sans attendre le deuxième tour, le mouvement des masses s'accélère et déferle... Préparer la crise révolutionnaire qui approche en construisant l'OCI est l'essence de notre politique... »¹⁰⁵

Relisant aujourd'hui cette conclusion après 18 années de ce « *bonapartisme moribond* », dont on se demande jusqu'à quand cette agonie prolongée va se poursuivre, il est facile de conclure que cette politique était construite sur une appréciation totalement fautive de la situation, quasiment fantasmée : Mitterand c'est Kérenski, poussons-le au pouvoir, la vague révolutionnaire qui suivra amènera Lénine et Trotsky...

[Retour](#)

Le témoignage de Charles Berg, ex-dirigeant de l'AJS et du bureau politique de l'OCI

Jusqu'au tournant de la rigueur de 1983, c'est-à-dire le moment historique où le PS prend en charge l'adaptation aux contre-réformes qu'exige le capitalisme, la contestation du régime anti-démocratique qui règne dans le parti de Pierre Lambert passe au second plan. En revanche, après 1982 l'OCI devenue le PCI (Parti Communiste Internationaliste), ne se renforce plus. L'organisation connaît une cascade d'exclusion : celle de son dirigeant historique Stéphane Just et de ses camarades en 1983, celle de l'historien Pierre Broué et de ses camarades de l'Isère en 1988, celle de Pedro Carrasquedo¹⁰⁶ en 1992, du groupe de Langevin, ex-rédacteur du journal Informations Ouvrières en 1992... sans compter ceux qui lèvent le pied individuellement. Le parti se délite de ses cadres et intellectuels les plus prestigieux. La crise la plus grave sera celle de la scission du courant de Daniel Glückstein en 2015, reposant en fait sur le refus de l'adaptation de la politique du POI (Parti Ouvrier Indépendant) à l'appareil confédéral de Force Ouvrière : ainsi naîtra le POID. Dans la diaspora lambertiste, les militants qui depuis des années existent sans parti, qui par une activité syndicale, qui par un investissement associatif, qui par une participation à une activité de club ou réseau politique, discutent de ce que signifie cette scission.

¹⁰⁵ « *Pourquoi l'OCI appelle à voter François Mitterand* » SELIO, 10 avril 1974, page 23

¹⁰⁶ Pedro Carrasquedo (1951-2015), parmi les exclus du groupe Carrasquedo, se trouve Alexis Corbières, aujourd'hui fidèle lieutenant de Jean Luc Mélenchon.

Charles Berg, dirigeant historique de l'OCI, membre du bureau politique, secrétaire de l'AJS après 1968, sera exclu en 1979 au terme d'un procès en sorcellerie comme savait les organiser Lambert. Producteur de cinéma depuis sous le nom de Jacques Kirsner, il participe depuis 1995, aux lendemains de la grève contre Juppé, à la fondation de la revue Carré Rouge, revue animée par d'anciens cadres de l'OCI, dont l'économiste François Chesnais¹⁰⁷. Jacques Kirsner y essuie un mini-procès en sorcellerie dans la tradition lambertiste : producteur de cinéma, il a le malheur de publier un article dans Le Monde demandant le retrait de la publicité sur les chaînes publiques, ce qui était à l'époque la position du président Sarkozy. Il n'en fallait pas plus pour l'accuser d'intelligence avec l'ennemi de classe. Une partie des militants de la revue Carré Rouge avec Kirsner fondent le club Socialisme Maintenant, qui devient quelques années plus tard le club Politique Bastille. Lorsque le POI éclate en 2015, les militants de la diaspora lambertiste discutent, veulent comprendre et tirer un bilan de ce qui est en train de se passer. Les crises précédentes ont été jugulées par l'appareil ; cette fois-ci c'est l'organisation qui éclate en deux morceaux. Dans cette ambiance, celui qui a été l'homme du travail de fraction dans le PS, l'instrument de la politique de Lambert, Charles Berg renaît et apporte pour la première fois depuis 1979 son témoignage. Enfin, celui qui a été aux premières loges, parle. En voici un extrait¹⁰⁸ :

« La discussion qui se développe est très intéressante. La dégénérescence de l'OCI renvoie à l'histoire, aux orientations de toutes les organisations qui se sont réclamées, se réclament encore du trotskysme. Et au-delà le processus de décomposition s'inscrit dans une dislocation plus générale du mouvement ouvrier.

À propos de l'entrisme

Je crois que certains camarades confondent l'entrisme et le travail de fraction. Mon témoignage.

Quelques mois après le congrès d'Epinay, Robert Pontillon¹⁰⁹ m'informe que Mitterrand voudrait voir le secrétaire national de l'AJS. J'hésite. J'en parle à Lambert qui me donne l'ordre d'y aller estimant inutile d'en parler au BP à ce stade. À l'époque nos rapports sont excellents. Nous nous parlons tous les jours.

Je me retrouve chez Lipp avec le premier secrétaire du PS, toute canine dehors. Il ne s'est pas encore fait arranger sa dentition. Quand il sourit il me fait penser à Bourvil. Bref, il me félicite pour les progrès de l'AJS - le rassemblement du 1er février 70 l'a visiblement impressionné. Rappelons-nous, à l'époque le PS, sur le plan de l'organisation, c'est peu de chose. Et puis à un moment il m'explique que contre « les staliniens à l'extérieur et les petits bourgeois à l'intérieur » - c'est-à-dire le CERES - il n'aurait rien contre, si une partie des militants de l'AJS entrait au PS publiquement, « drapeau déployé », créant une tendance.

J'enregistre. Je lui dis que cet état de chose ne pourrait durer longtemps. Il est d'accord avec moi. Quand les divergences seraient trop fortes, dit-il vous partirez. J'ajoute, ou vous nous excluez ! En riant il

¹⁰⁷ François Chesnais a été un militant trotskyste de l'OCI : il est exclu en 1983 avec le groupe de Stéphane Just. Economiste, il a écrit de nombreux essais marxistes sur la crise actuelle du néo-libéralisme. Fondateur, avec Kirsner-Berg, de la revue Carré Rouge, il intégrera le NPA, lors de sa fondation en 2009. Il fait partie du conseil scientifique d'Attac.

¹⁰⁸ Crise du POI... Témoignage de Charles Berg, Source : <http://www.clubpolitiquebastille.org/>

¹⁰⁹ Robert Pontillon (1921-1992) : militant socialiste de la période de la guerre et résistant, il exercera au sein de la SFIO des responsabilités nationales. Il est élu au conseil municipal de Suresnes en 1959, il en devient le maire en 1965, et sera ensuite constamment réélu jusqu'en 1983. Il n'est pas issu de la CIR, mais deviendra un proche de François Mitterrand. Social-démocrate maintenu, ses liens avec les lambertistes sont anciens : Mitterrand passe donc par lui pour discuter avec l'OCI, après le rassemblement des 9000 militants présents au rassemblement de L'AJS de février 1969 au Bourget.

acquiesce. Je promets une réponse rapide. Je ne suis ni pour ni contre, je trouve ça intéressant... Évidemment avec le recul je pense que ça pouvait jouer un véritable rôle contre la politique du Front Populaire et la possible création d'une véritable tendance socialiste...

Je fais un compte rendu au BP de l'OCI. L'affaire prend cinq minutes. Tous ceux qui interviennent jugent inutile de reprendre la stratégie suggérée par Trotsky à la veille du Front Populaire : entrer pour sortir plus fort ayant gagné des ouvriers socialistes. Lambert conclut la discussion : pas de travail de tendances.

Idem au BN de l'AJS.

Évidemment j'applique et transmet via Pontillon déçu, la réponse. Quelques mois plus tard, congrès de l'OCI. À l'ordre du jour le passage du « groupe à l'organisation ». Lambert n'a rien préparé et - il faut vérifier mais dans mon souvenir, les textes prévus n'existent pas...

Lambert fait le rapport et brusquement, brutalement, il attaque le camarade Charles qui était « prêt à céder à la bourgeoisie en acceptant la proposition de F. Mitterrand ». Je suis scié. J'avais cédé à la pression de la social-démocratie ! Évidemment des dizaines de délégués – je n'exagère pas – montent à la tribune pour expliquer que j'ai bien sûr tort, que l'époque n'est plus à l'entrisme, que nous pouvons construire le Parti Révolutionnaire sinon directement du moins grâce à la politique de la Ligue. J'ai beau protester... ma « déviation » ne fait aucun doute.

Je suis en rage, déclare que je ne suis pas candidat au CC. Hélas Lambert propose une liste fermée donc je suis élu.

À la fin du congrès, réunion du CC. Lambert prend la parole sur le thème :

La discussion a été rude. La position de Charles combattue. C'est réglé. Nous sommes des révolutionnaires. Il n'y a plus de divergences, en avant toute ! Et puis brusquement : Charles voulait faire un travail de tendance. Ce n'est pas à l'ordre du jour, par contre il faut faire un travail de fraction. Les masses repasseront par les organisations traditionnelles, donc par le PS. Nous allons faire entrer quelques dizaines de militants du PS. Ils rejoindront les tendances les plus intéressantes sur le terrain, deviendront des cadres, refusant tout mandat électif, s'occupant du parti et le jour de l'affrontement entre les masses et le gouvernement de Front Populaire, ils créeront une tendance qui rompra et convergera vers nous. Ce sera l'application de la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire... Si cette orientation avait été mise en œuvre il aurait été possible de cristalliser la réaction d'une grande partie des militants du PS au moment du débat sur l'école et de « l'ouverture de la parenthèse »...

Le CC est stupéfait. J'éclate de rire. Jaune. Lambert ajoute : qui est le plus compétent pour mener à bien ce travail ? Charles bien sûr. Il vient de la social-démocratie et son savoir-faire le désigne etc...J'ai donc dirigé ce travail jusqu'en 1978. Il s'agissait effectivement d'un travail d'implantation secret. Une fraction. Rien à voir avec l'entrisme. Et ce travail a porté ses fruits. Jospin est entré sur cette ligne dans le PS. Il avait le talent et le profil pour grimper, vite, dans l'appareil. Mitterrand avait besoin d'un dirigeant pour résister au PC. Ça tombait bien. Il n'y a jamais eu d'accord entre Lambert et Mitterrand. Tout ça, c'est du baratin. Cette orientation a changé du tout au tout en mai 1981. La « ligne » était claire, limpide. Un militant pouvait accéder aux responsabilités exceptées celles qui l'obligent à appliquer la politique d'un gouvernement de Front Populaire ! En acceptant la proposition de F. Mitterrand de lui succéder Jospin a radicalement rompu avec cette orientation. Mais ce n'est pas lui qui a décidé ! Un BP extraordinaire s'est tenu. Il était présent. À l'initiative de Lambert le BP a voté à l'unanimité que Lionel devait accepter d'être 1er secrétaire ! Une trahison totale. Évidemment Stéphane Just a voté pour. Le travail de fraction devenait une activité d'espionnage politique...

Maintenant une remarque sur le rôle de Lambert dans la dégénérescence de l'OCI. Elle est bien sûr majeure. Cela ne s'est pas fait sur un jour mais sur plus de vingt ans ! Petit pas, par petit pas. Et Lambert politiquement, n'avait pas que des défauts. Au contraire il savait saisir le fil, exploiter les failles, agir dans le moment, manœuvrer. Et surtout véritable Janus capable d'être ultra-orthodoxe et ultra opportuniste...en même temps. Lambert c'était le Guy Mollet du trotskysme... »

Suit un développement sur la nuit des barricades du 10 mai 1968, où Charles Berg défend le point de vue que le refus de soutenir l'insurrection étudiante contre De Gaulle, marque le début de la dégénérescence de l'OCI, dont la future adaptation au PS n'est que la conséquence. Cette position ne tient pas la route : l'OCI n'était pas une organisation gauchiste, sa position plaçait le combat des étudiants, « *jeunes travailleurs intellectuels* » comme l'UNEF les définissaient dans sa charte de 1947, sous la protection du mouvement ouvrier. Le mot d'ordre juste de l'OCI était « *500 000 travailleurs au quartier latin* ». Il y eut beaucoup mieux : la grève générale de 10 millions de travailleurs déferla à partir du 13 mai 1968. Sud-Aviation Nantes, sous l'impulsion des militants trotskystes est la première usine occupée. L'appel à l'insurrection gauchiste était une pure aventure. Comment pouvait-on penser une seule minute que les étudiants pouvaient seuls affronter l'Etat gaulliste dans une séquence historique où le PCF dirigeait le mouvement ouvrier et la CGT et où il représentait alors 22% de l'électorat, contrôlait de nombreuses municipalités ouvrières. Les liens profonds de l'appareil stalinien en France remontent au pacte social issu de la résistance. Les égarements gauchistes de Jacques Kirsner, ressuscitant un moment Charles Berg, sont une manière de s'exonérer du travail de fraction qu'il a fait au compte de Lambert de 1970 à son exclusion en 1979. C'est ce travail de fraction qui est une vraie trahison, et que Berg d'ailleurs caractérise comme tel aujourd'hui... Quant au gauchisme après 1968, sur la ligne de transformation du syndicat étudiant en mouvement politique de masse, de la LCR au PSU et des groupes maoïstes, ces courants ont mené un travail de saccage de l'UNEF. Quelques-uns de ces animateurs de ce beau travail finiront dans les cabinets ministériels du néo-socialisme.

[Retour](#)

L'affaire Lionel Jospin

Si l'on veut parler de la trajectoire de Lionel Jospin, encore faut-il partir des conditions politiques de la période et abandonner toute vision policière ou manipulatrice de l'histoire. Certes les manœuvres d'appareil existent, mais derrière il y a toujours des forces sociales à l'œuvre. Dans la décennie 1970-1981, l'OCI va s'affirmer comme une puissante organisation trotskyste. Qui dit puissance implique influence importante sur la vie des autres organisations : comme résultante d'une grève générale qui va déstabiliser le régime gaulliste, la reconstruction du PS à Epinay sous la direction de Mitterrand en sera l'effet politiquement différé comme nous l'avons écrit en tête de chapitre. D'autant que les composantes d'extrême gauche qui se développent dans la jeunesse après la grève générale ont été bien incapables de construire un projet politique de rupture anticapitaliste. Pareils aux petits chefs gaulois désireux de monter sur un unique pavois, les officines de l'extrême gauche française, s'excommunient, abandonnant le terrain de la recomposition à d'autres. C'est une situation qui dure... Mitterrand a su capter le mouvement profond qui traversait la société française en lui donnant l'expression politique d'un parti qui se situait formellement à gauche de l'Internationale Socialiste. Le nouveau parti poussera électoralement comme un champignon, conquérant mairies, conseils généraux, postes de parlementaires. Qui a milité dans cette période sur la gauche du mitterrandisme sait que la ligne d'Union de la Gauche défendue par Mitterrand avait à faire face à de puissantes oppositions : d'abord la bourgeoisie et son appareil médiatique, mais surtout la grosse caisse, le PCF qui avait choisi de barrer la route à la prise du pouvoir, avec le soutien d'ailleurs des « *camarades* »

soviétiques ; il faut se souvenir que Giscard d'Estaing était le candidat de l'Union Soviétique. Georges Marchais depuis Moscou, à la veille de la campagne électorale de 1981, accordera ses faveurs à Giscard d'Estaing, tandis que le PCF fera tout ce qui était en son pouvoir pour remettre en cause les accords d'union de la gauche.

Quelle était la situation au sein du PS : il y avait d'un côté la ligne gauche de Chevènement et du CERES, dont l'orientation était un décalque des éditoriaux de l'Humanité et de l'autre la résurgence d'un courant néo-socialiste avec les rocardiens et ses nombreux cadres venus de la CFDT. Mitterrand était en danger. Pour tenir le parti, le courant mitterrandiste était un conglomérat sans repères d'identification idéologique précise avec beaucoup d'éléments qui se pressaient au portillon pour conquérir telle ou telle position de pouvoir, et qui se seraient vendus à Rocard pour garder leurs prébendes. C'est dans cette situation qu'intervient l'opération Jospin. Le choix de tomber à gauche dans la période de conquête du pouvoir devenait une nécessité pour Mitterrand, il avait besoin d'un parti qui protège son ambition. Le premier secrétaire était pris à son propre piège : les verrous posés à Epinay, renforcés en 1974 avec l'entrée des néo-socialistes dans la direction du parti, jouaient contre lui. Lors d'une réunion du courant mitterrandiste à Paris quelques semaines avant la campagne présidentielle de 1981, Lionel Jospin expliquait en des termes certes un peu plus diplomatiques mais conformes à ce que j'écris dans ce chapitre la situation de François Mitterrand et comment il fallait le sortir de l'impasse : c'était le sens de sa promotion à la tête du parti. Au moment où en 2001 le passé lambertiste de Lionel Jospin a été révélé, beaucoup d'encre a coulé sur son prétendu « *entrisme* ». Peut-on penser une seule minute qu'un homme d'Etat qui avait été dans les cabinets ministériels de la IVème république, ministre de l'intérieur de surcroît, aurait confié les clés de son propre parti, sa direction nationale, à quelqu'un dont il aurait ignoré l'itinéraire, un sous-marin du trotskysme ? Bien évidemment non ! Lionel Jospin écrit lui-même que l'OCI et le PS entretenaient dans les années 1970, des relations étroites qui ne « *passaient pas par lui mais par l'entourage de François Mitterrand* ».

En fait il y a eu un accord politique de fait entre Mitterrand et Lambert, même si Charles Berg dans les extraits publiés ci-dessous le nie, alors que son témoignage même le confirme. Mitterrand avait besoin d'un cadre politique pour tenir le parti dans la période de ces fortes turbulences dont nous venons de parler. La direction de l'OCI est toujours sur sa ligne : tôt ou tard les masses vont déferler ; si soutenir Mitterrand permet d'hâter le déferlement, rien ne doit s'opposer à la montée au pouvoir du PS. En 1968 le PCF dirige encore le mouvement ouvrier. Aux élections présidentielles de 1969, la candidature de Jacques Duclos réalise 22%. Lambert, et avec lui la direction de l'OCI fait l'analyse que la force politique qui a sauvé De Gaulle et qui est l'obstacle principal à la construction d'un parti révolutionnaire, c'est le PCF. Tout ce qui l'affaiblit est bon pour le courant révolutionnaire et une victoire du PS à la présidentielle de 1981 serait une défaite historique majeure du stalinisme dans le mouvement ouvrier français. Jospin n'est donc pas un sous-marin trotskyste, qui démasqué comme tel aurait été mis immédiatement sur un siège éjectable, mais un service rendu à Mitterrand. Rien n'a jamais été écrit, quelles seront les conditions posées à cet accord ? Dans le détail nous ne le saurons sans doute jamais.

En mars 1981 l'OCI tient une réunion nationale de délégués sur le thème de l'Unité PS-PCF contre Giscard d'Estaing, candidat du capital : nous sommes au moment le plus fort de la campagne de division du PCF, qui n'est pas sans rappeler le cours ultra-gauche de la IIIème Internationale sous la direction de Staline et la dénonciation de la social-démocratie, sœur jumelle du fascisme. C'est Jean Luc Mélenchon, en mission pour le maire de Massy Claude Germon, lequel joue un rôle important dans

¹¹⁰ Claude Germon : né en 1934. En 1980 Claude Germon était maire de la commune de Massy (91) et Jean Luc Mélenchon était son chef de cabinet depuis 1979. Ancien de la CIR, fidèle de François Mitterrand, il sera député

l'entourage de François Mitterand, qui est chargé d'intervenir à cette réunion nationale. Il intervient sur une ligne qui pousse au vote François Mitterand dès le premier tour. Ce n'est pas alors la ligne des trotskystes : elle le devient quelques semaines plus tard. En revanche on sait que la position de l'OCI appelant au vote Mitterand dès le premier tour de l'élection présidentielle sera monnayée, Mitterand élu, en espèces sonnantes et trébuchantes. Du reste, les fédérations et les sections du PS qui avaient été divisées et affaiblies par l'offensive des rocardiens, trouveront dans la campagne disciplinée et efficace de l'OCI en soutien à la candidature Mitterand un appel d'air précieux. Le lambertisme jouera un rôle important, sinon décisif, dans la victoire de Mitterand, puisque ce dernier l'emportera d'une courte tête contre Giscard d'Estaing...

Bien sûr il n'y aura jamais de preuves de ce que j'avance, mais connaissant l'OCI de l'époque, cela correspond assez bien à sa ligne politique. Je peux avancer un autre exemple : dans les années 1970, le courant majoritaire de l'ex-FEN (Fédération de l'Education Nationale), nous dirons sa majorité réformiste organisée dans le courant UID (Unité Indépendance et Démocratie) était menacé de perdre la direction de la fédération du fait du développement d'Unité et Action. Ce courant qui était majoritaire dans quatre syndicats nationaux, dont le SNES (Syndicat des Lycées et Collèges), était à l'époque dirigé directement par le PCF. Dans quatre départements importants, dont Paris, l'OCI a mandaté quatre de ses cadres syndicalistes enseignants, sur la base d'un accord négocié avec les réformistes, pour diriger quatre unités départementales de la FEN. Ces militants l'ont fait sous l'étiquette UID, ils soutenaient la direction fédérale ; leur rôle consistait à empêcher que le courant Unité et Action prenne la direction de la Fédération. Un service rendu en quelque sorte, toute proportion gardée comme dans l'affaire Jospin.

Jospin, c'était un prestataire de service.

[Retour](#)

Mitterand - Lambert : un accord qui n'a profité qu'au seul Mitterand ?

Du côté de Lambert donc, il ne s'agissait nullement d'entrisme. A partir des témoignages que j'ai pu avoir de ceux qui ont bien voulu parler, celui de Kirsner-Berg qui était aux premières loges, Mitterand, compte tenu de sa ligne politique grosso modo de 1976 à 1983, était favorable à l'entrée des trotskystes comme aile gauche dans le PS. Mesurant tout à fait les divergences politiques avec un courant qui lui rendait de précieux services, en cas de rupture, il était même favorable à ce que ceux-ci partent avec une représentation parlementaire. C'est la proposition qu'il a faite à Lambert, via Charles Berg, et que ce dernier a dû décliner. Ayant milité à l'OCI dans les années 1969-1977, j'ai choisi de rentrer au PS au moment de la bagarre du congrès de Metz contre Rocard ; j'étais favorable alors, avec Mélenchon qui allait gagner la direction de la fédération de l'Essonne du PS en octobre 1981, comme nous le disions à l'époque, à la construction d'un courant gauche dans la social-démocratie. Il y avait Jospin mais pas seulement Jospin, il y a eu de nombreux militants trotskystes « *en mission* » dans le PS. Mais sur une orientation, il n'est pas question de construire un courant gauche, alors que la situation était totalement favorable pour le faire. Les forces qui ont été investies dans le PS, sans programme ni orientation stratégique n'ont servi à rien. C'est Mélenchon qui occupera le créneau de construction d'un courant gauche, mais à sa manière... Quant aux militants en fraction dans le PS, y compris chez les rocardiens, cette stratégie s'est révélée une impasse complète : beaucoup de militants « *trotskystes* », à commencer par Lionel Jospin, vont se retrouver au premier rang des offensives anti-ouvrières dès 1982.

lors de la vague rose de 1981. C'est par lui que passeront les tractations qui feront de Jean Luc Mélenchon à 36 ans le plus jeune sénateur de France.

Ni Jospin, et encore moins Cambadélis¹¹¹ ne représentent un courant politique spécifique qualifié pour sa filiation avec l'émergence d'un courant socialiste indépendant. Le premier a été vendu pour défendre le trône du maître, le futur monarque de la Vème république. Le deuxième est allé se vendre tout seul : il a fait du Lambert sans Lambert, en emportant dans ses bagages l'UNEF.

Lambert tourne le dos aux développements « *centristes* » possibles au sein du mouvement socialiste, et laissera de ce fait le terrain libre à Mélenchon.

[Retour](#)

1965 : alors que l'OCI est encore au stade du groupe politique, ses textes de congrès font état de sa stratégie de développement vers un parti ouvrier révolutionnaire, il s'agit de la LOR (Ligue Ouvrière Révolutionnaire). L'analyse est la suivante : nous entrons dans une période de crise au sein des organisations représentant la classe ouvrière, en particulier à cette date il s'agit essentiellement d'avoir une politique vis-à-vis des militants du PCF. La SFIO ce n'est presque plus rien. Les militants demandent des comptes à leur direction mais ne sont pas prêts à construire un autre parti. Ils veulent bien se battre pour redresser leur parti mais hésitent ou refusent d'aller au-delà. Il faut donc une médiation intermédiaire, une organisation de type « *centriste* » qui permette aux cadres politiques du mouvement ouvrier d'évoluer vers une rupture avec l'appareil stalinien international : le PC étant caractérisé strictement comme une agence de l'URSS dans le mouvement ouvrier français. La construction des CAO (Comités d'Alliance Ouvrière) visant à intégrer des militants de culture politique différente, avant et après la grève générale de 1968, sera un moment de cette politique. Ses résultats exerceront une influence dans le mouvement ouvrier bien au-delà de ses propres frontières d'organisation politique ; toutefois elle ne permettra pas de construire cette organisation de type « *centriste* », creuset permettant de construire le parti ouvrier révolutionnaire. C'est une hypothèse de construction, qui reprend d'ailleurs assez exactement le point de vue développé par Léon Trotsky dans la décennie 1930-1940 sur la Front Unique Ouvrier et qui peut être résumé de la manière suivante : militants du PCF et du PS, vous êtes d'accord avec les trotskystes sur la nécessité de combattre le capitalisme ; toutefois vous pensez pouvoir mener cette politique dans vos organisations. Vous pensez pouvoir redresser vos organisations. Nous pensons que vous vous trompez, mais nous vous soutiendrons à fond dans cette voie. Nous pensons, nous, que vous ne pourrez pas le faire jusqu'au bout. C'est pourquoi nous vous proposons un cadre d'organisation souple qui permette à vous-mêmes et à nous de défendre les intérêts de notre classe ouvrière ensemble. La reconstruction du PS en juin 1971 va brouiller les cartes de cette hypothèse et va progressivement occuper l'essentiel de la place de la recomposition politique. Le vieux renard Mitterand veillait au grain.

L'appareil dirigeant du parti d'Epinay s'est constitué sur la base d'un accord réactionnaire entre des composantes venues du réformisme et les tenants de la doctrine sociale de l'Eglise : Mitterand a mis De Gaulle en ballottage en 1965, malgré ses propres analyses du temps de la CIR, contre le coup d'Etat permanent et pour une démocratie parlementaire, ce dernier a compris que la Vème république va s'inscrire dans la durée. Pour gagner une majorité électorale il faut un accord avec le PCF côté cour, et avec la démocratie chrétienne côté jardin. Le langage très gauche dans sa forme de ceux qui construisent le nouveau PS va rencontrer un écho dans le salariat et son électorat. Par ailleurs la campagne pour l'unité de 1980-1981 animée par l'OCI portera ses fruits : le PCF connaît une défaite

¹¹¹ Jean Christophe Cambadélis (né en 1951) : dirigeant de l'UNEF réunifiée de 1980 à 1984 et membre du bureau politique de l'OCI. Il quitte l'OCI à l'issue de la séquence électorale de 1986 avec la totalité de la fraction étudiante et offre au PS l'UNEF, soit 15 ans de travail acharné des trotskystes dans la jeunesse pour reconstruire une organisation syndicale digne de ce nom, à la fois contre les courants gauchistes et contre le PCF favorable depuis 1968 à la participation dans les conseils de gestion des universités.

historique et amorce sa décrue électorale et une décomposition dans le mouvement ouvrier qui ne cessera plus. Malgré la composition de son appareil, des municipales de 1976 à la présidentielle de 1981, le PS va pousser comme un champignon. Les sections socialistes voient arriver de nombreux adhérents, l'organisation du parti en tendances permet une relative démocratie interne. Le schéma lambertiste qui attendait l'existence de courants du PCF et du réformisme vers un dégagement de type « *centriste* » ne correspond plus à la réalité. La vie emprunte un autre chemin. Du recul électoral aux législatives de 1978 à la contestation de la légitimité de la candidature de François Mitterrand en 1980, une bataille idéologique se mène contre le courant rocardien qui alimente le développement « *centriste* ». C'est tout un corps de doctrine corporatiste qui est défendu par les rocardiens : ceux-ci, dans la tradition qui était celle du PSU et de son verbiage gauchiste, défendent la démocratie associative contre les grands appareils verticaux (PS et PCF). Rocard c'est le néo-socialisme, et c'est déjà du populisme avant l'heure. Dans la période 1970-1981 on a vu fleurir pour les élections locales la stratégie des GAM (Groupes d'Action Municipaux), regroupement de tous les hommes de « *bonne volonté* », pour gérer les affaires les plus proches du citoyen : l'Eglise appelle cela le « *principe de subsidiarité* ». La stratégie des GAM est bien entendu construite contre l'alliance des partis ouvriers sur un programme.

Mitterrand lui-même est contraint de s'adapter pour sauver le trône : il tombe à gauche. C'est dans ce contexte qu'il fait des avances à l'OCI pour qu'elle construise un courant gauche, « *drapeau déployé* » dans le PS. C'était une opportunité, elle n'a pas été saisie. Dans le témoignage de Charles Berg que nous avons largement cité précédemment, ce dernier avait écrit : « *Évidemment avec le recul je pense que ça pouvait jouer un véritable rôle contre la politique du Front Populaire et la possible création d'une véritable tendance socialiste.* »

Dans cette période de montée au pouvoir, la démocratie y devient une réalité concrète et c'est en fait dans le PS qu'un « *centrisme de gauche* » se développe, mais sans représentation dans le jeu des tendances officielles du PS. Le problème est là. De 1976 à la parenthèse de la rigueur de 1983, qui coïncide avec la défaite laïque de 1984, s'est ouvert un créneau dont les trotskystes ne se sont pas saisis. C'est Jean Luc Mélenchon, ancien responsable de l'OCI dans la région de Besançon, reconstruteur du syndicat étudiant UNEF dans sa ville, détruit par le gauchisme après la grève générale, qui mettra à profit ce créneau qui s'offre à lui, mais au compte de sa propre carrière politique. Jean Luc Mélenchon a toujours expliqué dans les années 1980 que, contrairement à d'autres, il ne reniait pas son passé révolutionnaire, qu'il n'était pas d'accord, disait-il, avec la politique d'entrée en fraction, et que son projet était la construction d'un pôle « *classiste* » au sein du PS, revendiqué comme tel. Il était à l'époque favorable, à ce que les trotskystes fécondent l'ancrage du PS à gauche de la social-démocratie. J'étais d'accord à l'époque avec l'orientation de Mélenchon : toutefois les trotskystes que nous pouvions identifier comme tels dans le PS, ne nous servaient à rien dans l'évolution « *centriste* » de la base socialiste, puisque leur rôle a consisté à s'opposer à la construction d'un courant gauche.

La gauche Socialiste sera fondée en 1998 contre la ligne d'ouverture au centre défendue par le gouvernement de Michel Rocard : ce courant sera rejoint par Marie Noëlle Lienneman¹¹² et Gérard

¹¹² Marie Noëlle Lienneman (née en 1951) : originaire de Belfort, issue d'un milieu catholique, catholique pratiquante elle-même, elle s'inscrit d'emblée dans le courant de Michel Rocard. En 1983 elle condamne la « *dérive gestionnaire* » du PS et rejoindra la Gauche Socialiste en 1988. Elle exercera plusieurs mandats d'élus, dont celui de députée européenne, deux fois secrétaire d'Etat, ex-maire d'Athis Mons, sénatrice de Paris en 2011... Bien sûr elle reste au PS, qui lui permet de briguer un second mandat de sénatrice en 2017.

Filoché¹¹³. En fait, ce n'est pas une gauche socialiste, encore moins une gauche révolutionnaire à la Marceau Pivert, c'est une gauche mitterrandiste ; elle ne fera rien sans porter ombrage au président Mitterrand. Y compris sur la guerre du Golfe, où le président Mitterrand lui-même, dans une conversation relatée par Jean Luc Mélenchon, l'encourage dans son opposition à l'engagement de la France contre l'Irak. Sa majesté a besoin d'une opposition maison, pourvu que cette opposition reste dans la maison... La constitution de la Gauche Socialiste a été longuement préparée par Jean Luc Mélenchon depuis 1978 : la naissance dans la fédération de l'Essonne du PS du journal « *Données et Arguments* », l'ancêtre de « *A Gauche* », organe de la Gauche Socialiste, servait à l'origine de trait d'union dans le courant mitterrandiste. Son langage gauche, ses références idéologiques régulières au trotskysme, serviront de base à protéger le trône de Mitterrand. Ainsi, c'est lorsque Michel Rocard devient premier ministre en 1988, que la Gauche Socialiste se constitue et pas avant : alors qu'en 1983 il y avait des raisons de fond à constituer une opposition à la politique anti-ouvrière du gouvernement, notamment sur la question de la laïcité. Rappelons que le courant que constitue Mélenchon est très marqué sur cette question. Ainsi à la veille de la campagne présidentielle de 1988, alors que cette même politique avait conduit à la défaite aux législatives de 1986, la Gauche Socialiste lance le mot d'ordre « *Pour nous, c'est lui* ». Dans la période 1978-1981, le chevalier blanc Mélenchon pourfendait le courant rocardien, l'assimilant à juste titre aux néo-socialistes des années 1930. En Essonne, cette opposition à Mitterrand a un visage, c'est celui de Marie Noëlle Lienneman : il n'aura pas de mots assez durs dans la période de lutte contre Rocard pour dénoncer ses positions corporatistes. Et pourtant c'est avec elle qu'il constitue le trio dirigeant de la Gauche Socialiste.

[Retour](#)

Jacques Kergoat¹¹⁴ en 1997, historien et membre de la direction de la LCR

Globalement les organisations se réclamant du trotskysme en France caractérisent le nouveau parti né à Epinay en 1970, comme un parti ouvrier parlementaire ou réformiste : en ce qui concerne la LCR et l'OCI, comme une construction à gauche de la social-démocratie de type travailliste. Les frères ennemis ont ce point commun. Le travail de Jacques Kergoat sur l'histoire du mouvement socialiste depuis les origines est celui d'un historien marxiste sérieux. Côté OCI, le travail de Jean Paul Joubert, sous l'autorité de Pierre Broué, portant sur le courant pivertiste : « *Révolutionnaires de la SFIO* »¹¹⁵, fait sans doute exception à l'OCI. Toutefois, c'est pour conclure au chapitre dernier, que le « *centrisme de gauche* » de Marceau Pivert et de ses camarades n'a aucun avenir dans l'avenir du nouveau parti socialiste, nous sommes en 1977 : sous-entendu, l'heure n'est plus à la construction d'ailes gauches dans la social-démocratie. On a les moyens de construire un parti révolutionnaire indépendant sans passer par la médiation de l'entrisme dans la social-démocratie. Fermez le ban ! Chez Kergoat il y a une vraie réflexion sur l'histoire de la social-démocratie française des origines jusqu'aux années 1997. De

¹¹³ Gérard Filoché, né en 1945. Inspecteur du travail qui mettra tout son savoir en matière de droit social au service de ceux et celles qu'il a défendu, frappés par la répression patronale. Syndicaliste, anime dans la LCR le courant qui fut le plus proche de l'OCI. Il entre au PS en 1994 et militera dans l'aile gauche ; il rejoint un moment la GS de Mélenchon-Dray. Il est exclu du PS en novembre 2017.

¹¹⁴ Jacques Kergoat (1939-1999) : Historien et militant trotskyste : secrétaire du PSU parisien en 1972, la fédération d'Ile de France est dissoute par Michel Rocard, pour ses prises de positions contre la direction nationale. Il rejoint la LCR où il demeure jusqu'à sa mort en 1999. Il jouera un rôle central dans la création en 1997 de la Fondation Copernic et fut le rédacteur en chef de la revue Politis 2. Animateur du collectif « *Rassembler à Gauche* », journal qui a existé de 1992 à 2007, nous avons milité régulièrement avec Jacques Kergoat et dans les derniers mois de sa vie il travaillait sur les liens de François Mitterrand avec l'extrême droite. Hélas, la crise cardiaque nous l'a emporté.

¹¹⁵ « *Révolutionnaires de la SFIO* », Jean Paul Joubert, presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1977.

plus dans la biographie que Jacques Kergoat consacre en 1994 à « *Marceau Pivert, socialiste de gauche* »¹¹⁶, il développe, tout ce qui fut son combat acharné pour le socialisme dans un parti de masse dont les sommets parlementaires étaient englués dans le parlementarisme. Courage révolutionnaire ou illusions « *centristes* » ? Marceau Pivert est mort en révolutionnaire. La place des lambertistes qui ont lié leur histoire personnelle au parti de Mitterrand, les Lionel Jospin ou Jean Christophe Cambadélis, et autres petits voyous carriéristes qui leur ont servi d'adjoints, d'hommes de main pourrait-on dire, est dans les poubelles de l'histoire.

Sur la période mitterrandiste, Serge Kergoat entre dans le détail de ce qui s'y passe : ce que ne feront pas les trotskystes de l'OCI, ayant compétence d'historien du mouvement ouvrier. La question des composantes du nouveau parti d'Epinay, de ce qu'elles représentent, des luttes qui s'y mènent n'est jamais abordé sur le fond. On l'élude. Ou on explique que le CERES de Jean Pierre Chevènement est un courant néo-corporatiste, ce qui, nous l'avons démontré est manifestement faux.

Toutefois Jacques Kergoat écrit dans la conclusion de son « *Histoire du Parti Socialiste* »¹¹⁷

« *La fin du cycle d'Epinay et l'entrée dans l'après mitterrandisme nous confrontent-elles aujourd'hui à un parti radicalement différent ? Plus précisément, les deux septennats de François Mitterrand auraient-ils à ce point broyé la vieille machine ouvrière que nous aurions maintenant affaire à un parti de nature différente ? Nous ne le croyons pas.* »

En tant que représentant d'un courant du trotskysme en France, l'héritage de la LCR, il rejette l'idée que « *le Sillon* » tracé à Epinay en 1971 soit arrivé à la fin du deuxième septennat de François Mitterrand parvenu à réaliser son objectif : détruire « *la vieille machine ouvrière* ». Il envisage trois hypothèses de destin pour le PS. Premièrement, une recomposition organique des deux traditions historiques du mouvement ouvrier, la social-démocrate et la communiste. Mélenchon, Dray, Lienemann, les chefs de la Gauche Socialiste ainsi que Gérard Filoche qui était dans le wagon de la Gauche Socialiste, l'envisageront un moment. C'était le sens de l'orientation pour l'union rouge-rose-vert. Refaire un congrès de Tours à l'envers en 1997, c'est une option qui s'éloigne alors. Deuxièmement la ligne « *démocrate* », qui consiste à orienter le parti vers d'autres couches sociales : le parti doit donc cesser de se définir par des liens privilégiés avec le salariat, comme classe sociale. Dans cette projection « *interclassiste* », j'ajoute à l'hypothèse de Jacques Kergoat que les « *transcourants* », dont fait partie François Hollande, envisagent de rompre partiellement avec la « *forme parti* ». Troisièmement la ligne Jospin de refaire du parti une social-démocratie rénovée, limitant le fractionnement en écuries présidentielles, avec son réseau de gestionnaires compétents, de mutuelles, de coopératives, de syndicats et de banques... un retour en quelque sorte aux beaux jours du réformisme, lorsque cette forme de parti ouvrier-parlementaire négociait des acquis sociaux pour la classe ouvrière. Un phantasme idéologique qui est directement le produit du passé de Lionel Jospin et de ses liens avec le lambertisme, mais qui n'a plus rien à voir avec le stade actuel de destruction des acquis de civilisation par le capitalisme actuel, et d'un PS qui est là pour faire accepter cette destruction.

Des trois hypothèses que Jacques Kergoat envisage à la date où il écrit son histoire du PS, c'est au regard des faits, la solution « *démocrate* » qui a été mise en œuvre. La question de l'abandon de la « *forme parti* », préface en quelque sorte le développement à venir du « *populisme de gauche* ». Ce courant qui s'impose aujourd'hui à travers *la France Insoumise* est l'enfant légitime de la décomposition de « *la vieille machine ouvrière* », pour reprendre la formule juste de Serge Kergoat. Toutefois l'historien trotskyse hésite alors à aller au bout de l'analyse : nous avons bien affaire, et les

¹¹⁶ « *Marceau Pivert, socialiste de gauche* », Editions de l'Atelier, La Part des Hommes, 1994.

¹¹⁷ Histoire du Parti Socialiste, Jacques Kergoat, La découverte, en 1997, page 112.

deux décennies qui viennent de s'écouler depuis 1997 vont le confirmer, à un parti « *de nature différente* ».

Chapitre 6 : Quand Jean Luc Mélenchon, se préparant à sortir du PS, pourfendait le néo-socialisme de Ségolène Royal et de François Hollande...

[Retour](#)

Nous sommes en 2007 : la campagne calamiteuse de Ségolène Royal face à Sarkozy aboutit au fait que le Parti Socialiste perd une campagne présidentielle réputée imperdable. La campagne « *socialiste* » atteindra des sommets : on y verra madame Royal, un petit agneau dans les bras, telle le Christ du sermon sur la montagne, passer le message évangélique : « *aimons-nous les uns les autres...* » Loin de réduire le débat à une question de personnalité, Jean Luc Mélenchon pose la question: à partir de quelle ligne politique Ségolène Royal, appuyée par François Hollande, alors premier secrétaire du PS, a-t-elle entraîné son camp à la défaite ? Ce dernier vient de constituer aux marges du PS l'association PRS.

Il rédige fin 2007 un livre « *En quête de gauche... après la défaite* »¹¹⁸, sous la forme de dialogue avec le journaliste Michel Soudais de Politis, qui est en fait déjà un manifeste de campagne présidentielle. A l'image de son maître tant aimé François Mitterrand qui publiait à la veille de la campagne électorale de 1981, un livre « *Ici et Maintenant* », sur la même méthode : moi et le peuple auquel je m'adresse. On ne peut que conseiller aux militants de *France Insoumise*, et plus largement aux citoyens qui ont soutenu sa candidature aux présidentielles de 2012 et 2017, de relire par le menu ce livre de Jean Luc Mélenchon, qui est, à mon sens le meilleur de ce qu'il a écrit et défendu, du temps où il se battait contre les dérives « *démocrates* » ou « *néo-socialistes* » qui allaient mener le PS à l'effondrement actuel.

[Retour](#)

Les origines de la ligne « démocrate »

Pour comprendre l'orientation du couple Hollande-Royal, il faut remonter dans l'histoire du PS vingt-trois ans en arrière aux origines de la « *ligne démocrate* » :

*« C'est du parti démocrate américain et de l'équipe des nouveaux démocrates de Bill Clinton, dans les années 80, qu'est venue la nouveauté qui a tout emporté. Nous, les Français, nous ne tenons pas assez compte de l'influence du parti démocrate américain sur les partis de gauche en Europe... C'est cela qui a permis à ce que j'appellerai désormais la ligne démocrate de se propager dans le monde comme elle l'a fait, submergeant totalement la ligne social-démocrate traditionnelle. »*¹¹⁹

Le journaliste lui pose la question : « *c'est donc Blair*¹²⁰ *qui a le mérite d'avoir assumé ouvertement la rupture avec l'ancienne orientation social-démocrate ?* »

Réponse :

« Il n'a aucun mérite à cela ! Même pas celui de l'imagination politique puisqu'il a tout importé des États-Unis, quasiment mot pour mot. Le processus de « dépassement » de la gauche traditionnelle y a été engagé, dès les années 80, par les nouveaux démocrates. Ceux-là étaient regroupés autour du gouverneur Clinton et du sénateur Al Gore dans le Democratic Leadership Council, l'aile droite du parti démocrate. De 1988 à 1993, Blair a effectué, avec son acolyte de l'ombre Gordon Braun, de nombreux voyages auprès du DLC.

¹¹⁸ « *En quête de gauche... après la défaite* », Editions Balland, 2007.

¹¹⁹ Ibidem, page 93.

¹²⁰ Tony Blair, né le 6 mai 1953, membre du Parti travailliste et Premier ministre du Royaume-Uni du 2 mai 1997 au 27 juin 2007.

La théorie de la troisième voie qu'il a popularisée en Europe avec Schröder¹²¹ en 1999 n'est pas son invention. C'est celle de Clinton¹²²... »¹²³

Poursuivons :

« Le Democratic Leadership Council, qui regroupe les nouveaux démocrates est fondé en 1984, après les défaites électorales des années 70-80. À l'époque, les démocrates à l'élection présidentielle, Georges McGovern (1972) ou Walter Mondale (1984) avait été jugés trop à gauche. Il s'agissait donc, d'entrée de jeu, d'une volonté de recentrage. Le premier président du DLC est Bill Clinton lui-même. En 1990, la déclaration de la Nouvelle-Orléans résume les idées des nouveaux démocrates. La notion de troisième voie est introduite. En 1992, Tony Blair, flanqué de Gordon Braun, établit les premiers contacts avec le DLC. La Bible Des blairistes, par-delà la gauche et la droite, d'Anthony Giddens, est publié en 1994. En 1997, se tient un séminaire entre Blair, Hillary Clinton et des experts, dont Giddens, pour installer des groupes de discussions sur le nouveau centre-gauche. En 1998, Giddens et Blair publient une sorte de manifeste politique, La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie. Un colloque s'ouvre à New York qui réunit Blair, Hillary et Bill Clinton, Prodi et des intellectuels acquis à la cause du renouveau en question.

A ce moment-là, apparaît même l'idée de la création d'une organisation concurrente de l'internationale socialiste, une sorte d'internationale du centre. J'ai le souvenir précis d'une discussion rapide à ce sujet au bureau national du parti socialiste français. Pierre Mauroy, président de l'internationale socialiste, était très ému de cette tentative de mise à la ferraille de la vieille internationale. Il mettait en garde. Personne ne s'alarma vraiment. C'était considéré comme une histoire lointaine. »

Michel Soudais pose la question : *« Comment qualifier cette nouvelle orientation qui va se constituer dans le mouvement socialiste français ? »*

« Le plus juste et le plus simple serait de le qualifier de courant démocrate. Cette appellation fait justice à ses origines politiques américaines. Mais surtout elle souligne l'essentiel du changement doctrinal. Il s'agit d'un courant qui ne veut plus donner une centralité particulière à la question sociale. Une social-démocratie pour qui le social est secondaire en quelque sorte... »¹²⁴

Question : *« Quand ce courant démocrate a-t-il commencé à s'implanter en France ? »*

Réponse : « Il y a eu un processus de diffusion progressive. En fait l'épuisement de la stratégie social-démocrate n'est pas passé inaperçu dans nombre de cercles intellectuels, notamment en France. Je crois que beaucoup d'entre nous n'avons pas été assez attentifs aux débats qu'ils animaient. Nous pensions que les avatars de la social-démocratie n'étaient pas le problème du socialisme français, compte tenu de son originalité. Et sans doute aussi, il faut bien le dire, n'avons-nous pas pris au sérieux des personnages politiques socialistes qui se sont immédiatement situés dans cette lignée. Je pense ici au petit groupe dits des transcourants au PS, constitué au début des années 80 autour de François Hollande. »

Question : *« Vous faites de François Hollande le précurseur de la ligne démocrate dans le socialisme français ? »*

Réponse : « Oui tout à fait. Il ne s'en est distingué que par fonction. Devenu premier secrétaire, désigné par Lionel Jospin, il a dû évidemment s'inscrire dans les pas de ce dernier. Mais il ne s'est jamais écarté

¹²¹Gerhard Schröder, né en 1944, chancelier social-démocrate de 1998 à 2005.

¹²² Bill Clinton, né en 1946, ex-président démocrate des Etats Unis.

¹²³ Ibidem page 95.

¹²⁴ Ibidem, page 108.

de ses propres fondamentaux. Pas un de ces textes ni de ses discours ne s'est jamais démarqué de ce qu'il avait écrit, dès 1984, dans un texte parfaitement clair. Le titre est un très bon résumé du programme : « pour être moderne, soyons démocrates. »

*« ...En France, le courant démocrate est donc né il y a plus de 20 ans. Beaucoup l'ont aujourd'hui oublié... »*¹²⁵

La date de 1984 est importante : c'est, les quelques revendications du mouvement social satisfaites après la victoire de 1981, le début d'une politique d'adaptation totale du PS aux exigences du capitalisme, la parenthèse jamais refermée de la rigueur. Mitterrand s'oriente alors sur la construction de l'Union Européenne. Ici Mélenchon concentre ses coups contre François Hollande et glisse sur la naissance de la ligne « démocrate » dans le PS. Comme nous le démontrons dans notre chapitre sur le nouveau PS né au congrès d'Épinay, la ligne « démocrate » y était pleinement représentée par les accords avec la démocratie chrétienne, puis confirmée par l'entrée des bataillons de Rocard et de la CFDT en 1974 lors des Assises pour le Socialisme. Les transcourants du PS, dont Royal et Hollande ont été des initiateurs, protégés par le lambertiste Lionel Jospin, sont des chainons de cette histoire. Bien entendu Mélenchon n'étendra pas sa critique jusqu'aux racines de la ligne « démocrate », ce qui signifierait l'étendre au mitterrandisme.

« Je voudrais faire quelques citations du texte de 1984 qui permettront de juger sur pièces. J'aimerais qu'on se souvienne qu'il a été écrit il y a 23 ans. Ce rappel permet de constater à la fois la permanence des idées de ceux qui l'ont signé, et aussi le caractère absolument répétitif des mots et des arguments qu'on veut, une nouvelle fois, nous vendre comme des nouveautés.

Retrouvons d'abord le vieux refrain contre les tabous et l'archaïsme : « l'enjeu pour les socialistes est simple, écrivent-ils : ou bien ils font comme si rien n'avait bougé et s'arc-boutent sur leurs croyances anciennes et leurs indéniables acquis, mais le risque est alors réel d'un isolement grandissant par rapport à l'opinion, ou bien ils construisent au cœur même de la crise et dans l'expérience du pouvoir des bases d'un nouveau contrat et ils se modernisent. Cela suppose néanmoins de tordre le cou à quelques tabous préhistoriques. »

« Ensuite vient le cœur de la nouvelle doctrine, c'est-à-dire l'abandon de la référence au clivage social. Juger de la clarté totale du propos à ce sujet décisif :

« Disons-le tout net, au risque de provoquer la conception dogmatique de la classe ouvrière, l'idée que le lieu du travail pourrait être aussi un espace de liberté, la notion d'appartenance des individus à des groupes sociaux solidaires, l'affirmation d'un programme politique atemporel tout cela doit être abandonné. »

Il souligne : « Vous avez bien lu : il s'agit d'abandonner quatre fondamentaux de la politique de gauche. Et cela au profit d'un au-delà politique où il n'y a plus que des individus dans une société globale :

Et de citer François Hollande : « Le parti socialiste est sans doute le premier parti ouvrier du pays, mais son ambition ne doit-elle pas être aussi le parti de toute la société ? Aussi doit-il s'adresser aux individus autant qu'aux groupes, en appelant au réel bien plus qu'aux mythes, adopter une démarche modeste, c'est-à-dire non pas pauvre, mais adapté au temps qui viennent ».

« le parti socialiste doit s'efforcer d'être le parti de l'ensemble de la société... La démocratie n'est plus simplement une méthode, mais la finalité même du projet. »

¹²⁵ Ibidem, page 111.

Ici un texte de 1984 cosigné par François Hollande ¹²⁶

« Mais si nous sommes les plus confiants dans les vertus de l'idéal démocratique, nous n'en sommes pas les seuls dépositaires. Aussi, face aux périls qui grossissent (racisme, peur, pauvreté, montée des extrêmes), ayons le front de proposer un consensus stratégique entre nous et les courants démocratiques du pays. Ainsi, au-delà du clivage gauche-droite, pourraient s'affirmer des principes sur lesquels notre société doit impérativement reposer et les limites qu'il convient de ne jamais dépasser, à moins de déchoir. Tout le monde y gagnera. C'est aussi tout cela la modernisation. »

[Retour](#)

La ligne « démocrate » et la doctrine sociale de l'Eglise romaine...

Puis il polémiqua très durement contre la candidate du PS sur les thèmes sécuritaires, lorsque celle-ci ira camper sur les terres de Sarkozy, et au-delà sur celles du FN. Et là nous allons retrouver la doctrine sociale de l'Eglise catholique, actualisée par le pape Benoît XVI :

« ...chacun s'attend à ce que j'évoque les incroyables tirades évangéliques de la fin de campagne de Ségolène Royal. Les aimons-nous les uns les autres, et autres tirades de la même veine, au stade Charléty et dans d'autres meetings de masse de la candidate, sont de très mauvais souvenirs pour beaucoup de socialistes consternés.

Entre la doctrine démocrate consensus social et la doctrine sociale de l'église, il y a une grande proximité. Parfois, c'est exactement la même chose. Ce n'est pas vraiment étonnant d'en retrouver l'influence dans le discours de Clinton. Mais une fois traduite en français, il est vrai que cela fait dresser l'oreille davantage qu'aux États-Unis. Dans ce registre, j'estime que Ségolène Royal s'est montrée d'une rigueur doctrinale très construite et systématique avec le concept d' « ordre juste ». ¹²⁷

... « L'expression l' « ordre juste » est une expression qui n'appartient pas au vocabulaire socialiste. Il est au contraire au cœur de la doctrine sociale de l'église. Le pape actuel en fait un refrain constant de ses interventions concernant le fonctionnement de la société. Sa première encyclique publiée en décembre 2005 – s'y réfère abondamment. On se doute que quand Benoît XVI parle d'ordre juste dans son encyclique, ce n'est pas à cet ordre émancipateur du mouvement des lumières qu'il se réfère. L'idée que l'homme puisse se donner à lui-même ses propres lois a toujours été combattue par le dogme catholique. Benoît XVI a rappelé que la source des malheurs du temps est dans la prétention des hommes à délibérer par eux-mêmes des sources de la morale plutôt que de s'en remettre à celles que Dieu leur enseigne. Ce raisonnement n'est pas nouveau.

Certes, depuis, l'église ne s'oppose plus à la démocratie. Mais elle continue à contester à l'homme et au peuple leur pleine souveraineté pour définir librement leurs normes de vie.

Que croyez-vous que l' « ordre juste » de Ségolène Royal soit alors ? Quand elle dit, à maintes reprises, qu'il faut rétablir – c'est son mot – un « ordre juste », n'est-il pas légitime de s'interroger sur la nature de l'ordre auquel elle renvoie ? Surtout quand elle commence à employer cette formule deux mois après la publication de l'encyclique de Benoît XVI, qui fait de l'ordre juste le devoir essentiel du politique.

Selon moi, ce qu'elle dit est conforme à ce qu'explique la première encyclique du pape Benoît XVI :

« Il est certain que la norme fondamentale de l'État doit être la recherche de la justice et que le but d'un ordre social juste consiste à garantir à chacun dans le respect du principe de subsidiarité, sa part

¹²⁶ Ibidem, page 116.

¹²⁷ Ibidem, page 158.

du bien commun. C'est ce que la doctrine chrétienne sur l'état et la doctrine sociale de l'église ont toujours souligné. D'un point de vue historique, la question de l'ordre juste de la collectivité est entrée dans une nouvelle phase avec la formation de la société industrielle au XIXe siècle. »

« ...L'ordre juste de la société et de l'État est le devoir essentiel du politique. »¹²⁸

[Retour](#)

Ségolène Royal ou le retour au néo-socialisme des années 1930...

Cette position sécuritaire n'est pas sans rappeler de très mauvais souvenirs à ceux qui restent fidèles au combat pour le socialisme. Et Jean Luc Mélenchon, comme ceux qui en 2007 sont restés fidèles à Jaurès, sont « épouvantés », pour reprendre le mot célèbre de Blum, par la proximité de vue avec l'offensive néo-socialiste dans le parti socialiste SFIO.

« Ce n'est pas la première fois que les socialistes sont soumis à des tensions sur le sujet. Dans des conditions certes différentes, le congrès de Paris de la SFIO, en 1933, a eu à en connaître. C'est l'année où les nazis ont pris le pouvoir en Allemagne. Le débat sur l'autorité avait donc un singulier relief. Plusieurs dirigeants actuels du PS l'ont relevé pour alimenter les débats dans la période de l'investiture interne au PS. Notamment Bernard Poignant, président de la délégation socialiste française au Parlement européen, qui a jugé la situation assez grave pour envoyer une note largement diffusée au PS. Voilà cette histoire.¹²⁹

...A la tribune du congrès, Adrien Marquet¹³⁰, député-maire de Bordeaux, qui ralliera ensuite les nazis et la collaboration, déclare :

« Ah ! si la grande force que représente le socialisme était capable d'apparaître, dans le désordre actuel, comme un îlot d'ordre et un pôle d'autorité, quelle influence serait la sienne, quelles possibilités d'action véritable s'offriraient alors à lui ! La dominante, dans l'opinion publique, c'est la sensation du désordre et de l'incohérence. Ordre et autorités sont, je crois, les bases nouvelles de l'action que nous devons entreprendre pour attirer à nouveau les masses populaires sans lesquels rien de grand ne pourra être tenté. »

Léon Blum interrompra par une phrase : « je vous écoute avec une attention dont vous pouvez être juges, mais je vous avoue que je suis épouvanté. »

Pourtant les phrases d'Adrien Marquet pouvaient paraître aussi pleines de bon sens que n'importe lesquelles de celle que nous entendons à présent, surtout si l'on tient compte du contexte de ces années de crise économique totale et de victoires dans l'Europe du modèle social et national de Mussolini, Hitler Salazar, au Portugal. Pourtant quand il s'explique à la tribune ensuite, Léon Blum est particulièrement incisif :

« Il faut maintenant que je réponde à ce discours de Marquet dont j'ai dit en l'interrompant, ce dont je m'excuse, qu'il m'épouvantait. Mais à la réflexion, et je peux bien lui dire que depuis que je l'ai entendu, je n'ai guère fait que réfléchir à cela. Je ne peux que lui dire que ce sentiment d'épouvante ne s'est pas atténué et qu'il n'a fait que se fortifier, au contraire. Il y a eu un moment, Marquet, où je me suis demandé si ce n'était pas le programme d'un parti social national de dictature. Vous êtes venus nous dire qu'il fallait des modes d'ordre d'autorité et d'ordre, avec l'impression que nous nous poserions

¹²⁸ Ibidem, page 167.

¹²⁹ Ibidem, page 174.

¹³⁰ Adrien Marquet (1884 1955) cosignataire du Manifeste des néos au congrès de 1933 de la SFIO avec Marcel Déat et Gilbert Montagnon.

devant le pays comme des défenseurs de l'autorité et de l'ordre... Rassemblant autour de nous ces masses populaires de valeurs hétérogènes et inorganisées dont je parlais tout à l'heure et cela pour une preuve de rénovation sociale dans le cadre national. Eh bien je le répète, quand vous disiez cela à la tribune du parti socialiste, et bien je me demandais où j'étais. Je me demandais ce que j'entendais et si je n'étais pas le jouet d'illusion des sens. »

Dans ce chapitre nous avons choisi de citer largement les écrits de Jean Luc Mélenchon de 2007 contre, ce qu'il appelait les dérives « démocrates » du parti socialiste français : la ligne du parti démocrate américain submerge alors tout l'édifice de la social-démocratie européenne, au grand désespoir de Pierre Mauroy qui incarnait en France la continuité du vieux courant ouvrier réformiste. Quelle est sa base doctrinale : la classe ouvrière ou le salariat n'est plus l'élément central. Le rapport central capital-travail disparaît au profit d'une masse d'individus dans une société globale. Confrontée à une crise structurelle du capitalisme, la social-démocratie se heurte à l'impossibilité d'appliquer son programme de « *rupture graduelle* » avec le capitalisme. Une partie ou la totalité de son appareil se tourne alors vers des impasses anti-ouvrières qui peuvent l'entraîner très à droite sur l'échiquier : c'est ce que Mélenchon combat en reprenant la position de Blum et de la direction de la SFIO contre les néo-socialistes. En éludant au passage le fait que la position de Blum est sous la pression des gauches du parti, l'alliance Ziromsky-Pivert : nous sommes en 1933. En France, s'ouvre une période de radicalisation politique qui culminera avec la grève de juin 36. La campagne néo-socialiste de Ségolène Royal qui conduira à l'échec contre Sarkozy s'inspire des principes sociaux du Christianisme dont Mélenchon rappelle l'actualité de l'offensive dans l'encyclique récent du pape Benoit XVI. En 1933 les catholiques sociaux sont largement favorables au courant néo-socialiste. Aujourd'hui, s'ils se sont adaptés à la démocratie, ils n'ont rien abdiqués du vieux programme corporatiste qui les avait conduit chez Pétain.

[Retour](#)

Mélenchon rallie aujourd'hui ce qu'il a condamné hier au nom du socialisme

On peut signer des deux mains l'ensemble de la critique socialiste de 2007 de Mélenchon et la confronter aux positions populistes qui sont les siennes actuellement. Tout ce qu'il dénonce alors avec pertinence, il le reprend aujourd'hui.

Ce que j'ai écrit sur le national-populisme dans les années 1930-1945 suscite des réactions d'hostilité dans l'espace politique que couvre France Insoumise. Les militants ou les électeurs qui voient dans Mélenchon la continuité de construction d'une gauche radicale, dont d'ailleurs lui-même ne se réclame plus, s'offusquent de ces mises en garde. Ils n'acceptent pas que l'on puisse établir un parallèle entre les mouvements populistes qui ont ralliés Vichy et le national-socialisme et les populismes de gauche actuels dont Jean Luc Mélenchon est le représentant le plus évident en France. Je rappelle que j'ai simplement exposé que les populismes d'avant-guerre ont été constitués de l'intérieur du mouvement ouvrier, des partis de gauche et du syndicalisme confédéré. Ils ne sont pas l'œuvre de l'extrême droite de l'époque. Autrement dit, les transfuges du mouvement ouvrier ont fourni une infanterie au fascisme. Ce sont des cadres du mouvement ouvrier qui se détourneront à la fois de l'immobilisme de la vieille direction social-démocratie, qui ne parle de la révolution et du socialisme que les jours de congrès, et de l'internationale communiste dont la stratégie folle de la ligne « *classe contre classe* » permettra la montée au pouvoir d'Hitler. Le populisme-national interviendra comme un raccourci démagogique tentant : beaucoup s'y noieront, certains se reprendront et rompront pour rejoindre la Résistance, d'autres iront jusqu'au bout du soutien au national-socialisme. Telle est la logique terrible d'une dérive...

Puisque Jean Luc Mélenchon cite abondamment, et ce à juste titre, la critique de Léon Blum contre les néo-socialistes, allons jusqu'au bout du propos de ce dernier. Le vieux chef réformiste, porté par l'offensive de sa gauche et par une radicalisation des masses qui convergera dans juin 1936, retrouve un moment les idéaux socialistes de sa jeunesse, et il ajoute très justement :

« L'idée du péril fasciste occupe aujourd'hui les esprits. Rien n'est plus naturel. J'estime pour ma part qu'en ce qui concerne la France, on en parle trop et même qu'on y pense trop (...). Mais ce que je redoutais, c'est qu'en voulant barrer la route du pouvoir au fascisme, on ne se jetât plus ou moins consciemment à sa suite.

C'est qu'en voulant détourner du fascisme sa clientèle possible, on en vint à offrir au même public, par les mêmes moyens de publicité, un produit à peu près analogue. Je redoutais qu'on transformât ainsi le socialisme, parti de classe, en un parti de déclassés. Je redoutais qu'en procédant comme le fascisme, par un rassemblement de masses confuses, en faisant appel, comme lui, à toutes les catégories d'impatiences, de souffrance, d'avidité, on ne noyât l'action du PS sous ce flot d'aventuriers – aventuriers bien souvent par misère et par désespérance – qui a porté tour à tour toutes les dictatures de l'Histoire. On ne détruit pas l'idéologie fasciste en la plagiant ou en l'adoptant.

Mon cher Renaudel¹³¹, ne haussez pas encore les épaules : je suis sûr qu'au fond de vous-même vous êtes aussi troublé et inquiet que moi par de telles théories, car alors, s'il vous plaît, de la synthèse de Jaurès, voulez-vous me dire ce qu'il en reste dans cet amalgame ? La synthèse de Jaurès, c'est la synthèse de l'action de la classe et de la démocratie, et on nous présente en ce moment une espèce de notion de socialisme national par l'autorité, dans laquelle il n'y a plus ni action de la démocratie, ni action spécifique de la classe ouvrière organisée. »

En singeant les positions populistes pour en recueillir les dividendes électoraux, on ne fait que paver le chemin de l'extrême droite. Nous allons voir que c'est très exactement le positionnement des populismes prétendument de « gauche » dans la phase historique actuelle.

Chapitre 7 : PG : naissance et destruction d'un parti

[Retour](#)

La réunion de Périgueux en septembre 2005

¹³¹ Pierre Renaudel : (1871-1935) dirigeant de la SFIO, député du Var en 1914. Issu de l'aile droite du réformisme, il s'était opposé à la ligne de la grève générale contre la guerre. Il rallie l'Union sacrée et suivra les néos dans la scission. Il co-fonde le PSF.

Rappelons que la campagne pour le non au Traité Européen en 2004-2005 a vu agir dans le pays quelques 900 collectifs et comités. C'est une mobilisation qui va s'ancrer dans les profondeurs du salariat et de la jeunesse. Dans les réunions tant locales que nationales auxquels nous avons pu participer, la question d'un parti appuyé sur cette mobilisation commençait à émerger. Je me souviens d'une réunion nationale des collectifs pour le non où des militants non-encartés scandaient : « *nous voulons un parti !* » L'appareil du PS, à travers le courant emmanueliste qui a porté le non socialiste, va reprendre la main : après la victoire au référendum, les gauches du parti tiennent une réunion en septembre 2005 à Périgueux. Emmanuelli donne la ligne : « *avec la campagne du non socialiste, nous avons sauvé le parti !* » Le reste de la partition va s'écrire au congrès du Mans de novembre 2005, sur fond d'émeutes dans les banlieues. Les partisans du non rentrent dans le rang sauf résistance momentanée de Montebourg¹³². La synthèse clôt le débat sur un parti et des forces militantes profondément divisées : Hollande est élu premier secrétaire ; suivra la pitoyable campagne électorale de Ségolène Royal.

C'est une constante chez Mélenchon : il refuse la rupture à chaud, c'est-à-dire à un moment où le mouvement d'en bas dans la société lui permet d'ouvrir une perspective politique avec les acteurs du non. Mais ces gens-là, qui distribuent les tracts, collent les affichent, organisent réunions et manifestations sont des gens encombrants ; ils demandent des comptes. Ils n'aiment pas qu'on dise une chose et qu'on fasse le contraire. Et Bonaparte en herbe n'aime pas qu'on lui demande des comptes. Mélenchon fera d'ailleurs campagne pour le non avec une affichette au contenu tout à fait significatif : « *pour moi, c'est non !* ». La personnalisation du mot d'ordre donne le ton, c'est cap sur la présidentielle ! Le départ du PS se fera sur une base non-discutée par le petit appareil de PRS : jamais la question du départ pour créer un autre parti n'a été discutée par une offensive dans les sections et fédérations, alors qu'il y avait une attente dans l'organisation et l'électorat socialiste. A la veille de son départ du PS, il fait encore cause commune avec les gauches du PS, comme s'il s'agissait encore de se disposer dans la logique interne de l'appareil. Puis Mélenchon a dit « *ça va comme ça !* », le PS n'existe plus... la gauche c'est moi !

[Retour](#)

Un partenariat PCF-PRS

Le 18 novembre 2008, le PCF et l'association PRS, dirigée par Jean Luc Mélenchon, annoncent leur « *partenariat* », dans le cadre d'un « *front de gauche pour une autre Europe démocratique et sociale, contre la ratification du traité de Lisbonne et les traités européens actuels.* » Cet accord s'adresse « *à tous ceux qui veulent construire une autre Europe en rupture avec l'orientation libérale du traité de Lisbonne : aux partis politiques comme aux citoyens pour qu'ensemble nous changions vraiment la donne* ». Les deux composantes se fixent l'objectif de rassembler les formations politiques de gauche qui ont déclaré leur hostilité au Traité de Lisbonne, de la gauche antilibérale aux courants anticapitalistes. Cet accord vise à inverser le rapport de force à gauche, la perspective des élections européennes de juin 2009 servira de base de lancement.

Lancement du PG

¹³² Arnaud Montebourg, né en 1962 : adhère au PS en 1985 puis député de Saône et Loire. Ministre du gouvernement Ayrault au Redressement productif. Critique à l'encontre du gouvernement Valls 1, il quitte ses fonctions. Il finit en troisième position lors de la primaire de 2017 derrière Benoit Hamon et Manuel Valls.

Le samedi 29 novembre, en présence de Marie Georges Buffet et d'une forte délégation du PCF, 3000 militants se retrouvent à Saint Ouen au meeting de lancement du Parti de Gauche dans une ambiance chaleureuse et parfois de retrouvailles émouvantes : nous étions souvent divisés sur la question de continuer ou non d'appartenir au PS. L'état d'esprit majoritaire était que nous pouvions enfin construire un parti sur le socle solide d'une politique contre Sarkozy et le néo-libéralisme. Ce fut un meeting dans la tradition du mouvement ouvrier, avec drapeaux rouges et l'Internationale en fin de réunion. Dans son discours, Jean Luc Mélenchon en appelle à la formation d'un « *parti creuset* »¹³³, rassemblant en son sein toutes les composantes de la démocratie socialiste jusqu'aux courants révolutionnaires... PRS forme le noyau central de l'appareil du parti, auquel se joint Eric Coquerel venant du MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale), courant souverainiste de gauche, en rupture avec le MRC de Jean Pierre Chevènement ; Claude Debons¹³⁵, ancien dirigeant de la fédération CFTD des cheminots, passé à la CGT en 2003, et animateur des Comités Unitaires pour une Alternative à Gauche ; Elisa Martin,¹³⁶ conseillère régionale Rhône-Alpes ; la députée verte de Paris Martine Billard¹³⁷ ; Frank Pupunat, écologiste altermondialiste qui animait jusqu'au congrès de Reims inclus le courant "*Utopia*" du PS ; Jacques Généreux¹³⁸, l'économiste, militant se situant dans la tradition du Christianisme social et de la théorie du partage des richesses : ce dernier inspire toujours les positions de France Insoumise et de Mélenchon en matière d'économie. Mélenchon par ce type de choix est bien dans la continuité de Mitterrand, qu'il continue d'aduler, et de l'esprit du parti d'Epinay. Le terme de lancement du PG n'est pas utilisé au hasard dans mon propos : il n'y a pas eu réellement de construction politique en amont avec tous ceux qui sont en désaccord avec les dérives du PS ; il n'y

¹³³ Le concept de « *parti creuset* » appartient à l'histoire du mouvement communiste, dont Jean Luc Mélenchon a une connaissance profonde, du moins celle des Fernand Loriot, Alfred Rosmer et Pierre Monatte, qui ont été les véritables fondateurs du PCF (SFIC, Section Française de l'Internationale Communiste). Pour ces pères fondateurs, le Parti Ouvrier doit tendre à rassembler dans un même creuset les courants de la démocratie révolutionnaire.

¹³⁴ Eric Coquerel : né en 1958 : militant de la LCR puis évolue vers le MDC de Chevènement, dont il s'écarte en 2003 pour fonder le MARS (Mouvement pour une alternative républicaine et sociale). En 2007, avec Clémentine Autain, Claude Debons, Marc Dolez, François Labroille, Claude Michel, Roger Martelli, Christian Picquet, José Tovar et Catherine Tricot, il participe à la fondation du club « *Maintenant à gauche* », pour un rassemblement de la gauche antilibérale et d'une nouvelle force politique. En 2008, il s'investit pleinement dans la fondation du Parti de gauche, où il occupe le poste de secrétaire national aux Relations extérieures et unitaires. Il devient coordonnateur du PG et sera élu député France Insoumise de Seine Saint Denis en 2017.

¹³⁵ Claude Debons, né en 1949 : Cheminot, responsable syndical CFTD, rompt avec ce syndicat lors de son soutien à la loi Fillon et adhère à la CGT en 2003. Militant de la LCR, puis de l'éphémère CAP (Convention pour une Alternative Progressiste). Entre dans la direction du PG, dont il démissionne en 2011 et rejoint la GU (Gauche Unitaire) de Christian Picquet, gauche officielle du Front de Gauche, courant qui disparaîtra avec l'évolution de son dirigeant vers le plat de lentilles des élections municipales de Paris. La plupart des militants de la GU participeront à la fondation d'Ensemble.

¹³⁶ Née à Nancy en 1972 : , enseignante à Grenoble dans un quartier populaire, milite au PS sur une liste d'Union de la Gauche à Saint Martin d'Hères en 1999. Elle participe à la fondation du PG. Devenue 1ère adjointe d'Eric Piolle en 2014, après une campagne municipale rassemblant le PG et les écologistes, elle prendra des positions en contradiction avec ses propres engagements passés. Notamment elle soutiendra la liquidation par la mairie d'un certain nombre de services publics de la ville de Grenoble, mesures qui verra une forte mobilisation citoyenne se développer.

¹³⁷ Martine Billard : née en 1952, militante écologiste, députée de Paris de 2002 et 2012. Elle sera coprésidente du Parti de gauche entre 2010 et 2014. Elle coordonne le programme « *écologie* » de France Insoumise.

¹³⁸ Jacques Généreux, né en 1956 : enseignant, militant socialiste, actif au sein de l'aile gauche avec « *Nouveau Monde* » (accord Emmanuelli-Mélenchon), puis avec « *Nouveau Parti Socialiste* » de Benoit Hamon et Henri Emmanuelli. En 2004-2005, aux côtés de Marc Dolez et de Gérard Filoche, il fait une campagne nationale pour le non antilibéral au Traité Européen. Il participe à la fondation du Parti de Gauche, aujourd'hui il est l'économiste officiel de France Insoumise.

aura pas de congrès fondateur ; le PG est d'emblée un parti autoproclamé, clés en mains. Sur ce point, quand Mélenchon dit qu'il n'a jamais renié son passé révolutionnaire, il faut préciser qu'il n'a jamais renié les spécialistes du parti révolutionnaire auto-proclamé, les lambertistes.

[Retour](#)

Un regard porté vers les Linke allemands

Le noyau qui structure le PG a alors ses regards tournés vers l'expérience des Linke allemands : son dirigeant Oskar Lafontaine¹³⁹ est un homme du système institutionnel au passé pour le moins chargé. Cet ancien dirigeant du SPD fut battu en raison de son opposition à la réunification, alors que le stalinisme s'effondrait à l'Est. Il forme un parti sur la base d'un accord entre une fraction travailliste issue des syndicats et le Parti Communiste rénové, procédant directement de l'appareil stalinien policier de la RDA. Au moment de la proclamation du PG les Linke ont le vent en poupe. Je dois dire que pour les militants qui formeront la base du Front de Gauche l'initiative des Linke fait quelque peu illusion, on la regarde comme une alternative à la Social-Démocratie : d'ailleurs Oskar Lafontaine fait un discours au meeting de lancement du PG, saluant le socialisme français depuis le congrès d'Épinay comme l'alternative au congrès de Bad-Godesberg et au social-libéralisme que pratique dorénavant la social-démocratie allemande. Il déplore que son ex-parti ait renoncé au réformisme.

[Retour](#)

L'apport de Marc Dolez et de « Forces Militantes »

Sur la ligne alors qui est celle de Mélenchon, c'est Marc Dolez¹⁴⁰ et son courant « *Forces Militantes* » qui fournit le courant ouvrier du Nord le plus fidèle à mon sens à ce que signifie une position sociale-démocrate de gauche, ou « *centriste* », si l'on veut reprendre la caractérisation de Léon Trotsky. .

Appartenant à l'aile gauche du PS, Marc Dolez, député socialiste des bastions ouvriers du Nord jusqu'en 2008 et premier secrétaire de sa fédération, il crée le courant « *Forces Militantes* » qui réalisera 4,7% des suffrages au congrès de Dijon en 2003. Score officiel qui est alors en dessous de la représentation réelle de son courant. Pour être élu dans les instances nationales il est nécessaire d'obtenir 5% des mandats. La tambouille interne de l'appareil permettait de minimiser le poids des oppositions. Il siègera cependant au Conseil National sur la base d'un accord avec le courant « *Nouveau Monde* », ce dernier résultant d'un accord entre Henri Emmanuelli et Jean Luc Mélenchon après l'éclatement de la Gauche Socialiste en 2002. La rupture de Julien Dray avec la Gauche Socialiste entrainera ce dernier très à droite sur l'échiquier du PS. Le courant « *Forces Militantes* » et son porte-parole Marc Dolez vont mener une campagne de terrain, animant des meetings importants dans un grand nombre de villes, en compagnie de Jacques Généreux et de Gérard Filoche, pour le non-socialiste au Traité Européen du 29 mai 2005. Ce traité est dénoncé comme visant à établir dans le marbre d'une constitution les principes du néo-libéralisme, en imposant un non-retour en arrière des pays qui entreraient en opposition avec les directives de l'Union Européenne. C'est la dernière fois dans l'histoire du parti d'Épinay qu'une campagne menée de l'extérieur de l'organisation aura un tel impact dans l'électorat socialiste et dans les fédérations et sections du parti. Etant membre à l'époque de la fédération du Val de Marne, traditionnellement très droitier dans le parti, j'ai pu participer à cette

¹³⁹ Oskar Lafontaine, né en 1943 : préside le SPD de 1995 à 1999. Il fonde les Linke en 2005. La référence au congrès d'Épinay fait illusion sur les militants allemands et français : nous avons essayé de démontrer précédemment qu'Épinay reprenait les principes avec un discours de gauche qui avait été imposés à la social-démocratie allemande à Bad Godesberg.

¹⁴⁰ Marc Dolez : né en 1952 : député du Nord.

courte embellie de la démocratie socialiste. Marc Dolez, après beaucoup d'hésitations, sauvera l'honneur de ceux qui continuent Jaurès et sera le seul député socialiste à avoir voté contre la ratification du traité constitutionnel européen lors du Congrès des deux chambres à Versailles.

L'intervention de Marc Dolez au meeting de lancement du PG se fait sur un programme de rupture claire avec la politique du gouvernement Sarkozy et de la direction social-libérale du PS : contre les licenciements, pour rétablir l'autorisation administrative de licenciement, pour les salaires, pour un SMIC à 1500 euros, pour la garantie de retraite à 60 ans, pour le rétablissement des postes supprimés dans l'Education Nationale, contre la privatisation de la Poste, contre les directives européennes qui vise la privatisation des services.

Le rapprochement de « *Forces Militantes* » de Marc Dolez et de L'association PRS de Jean Luc Mélenchon formera la base de départ de constitution du PG.

[Retour](#)

Le développement du Front de Gauche

La déclaration de principe de constitution du Front de Gauche proclame ceci:

« Le Front de gauche s'inscrit dans le meilleur des traditions du mouvement ouvrier, des combats républicains, des mouvements sociaux et de l'écologie politique. Il vise à rassembler l'ensemble des forces qui entendent promouvoir une véritable politique de gauche, les acteurs et actrices du mouvement syndical, social, altermondialiste et associatif qui sont disposés à s'engager dans cette démarche, les citoyens et citoyennes qui partagent cette ambition. »

Or la gauche française est enfermée depuis 1983, avec l'adaptation du PS aux contre-réformes libérales et à l'Union Européenne, dans les effets pervers de l'élection du président de la république au suffrage universel, cœur des institutions de la Vème République. Les oppositions à la politique social-libérale, bien présentes dans les luttes sociales, ne parviennent pas à trouver leur expression dans les élections. Une porte s'ouvre : le Front de Gauche va très vite largement regrouper des courants et fractions de la gauche radicale.

La dynamique de la campagne électorale de 2012 poussant la machine, un certain nombre d'organisations ou partis demanderont leur affiliation au Front : d'emblée le courant animé par Christian Picquet¹⁴¹ issu de la LCR, UNIR, a fait partie du cartel fondateur.

L'année 2012 et la percée électorale de Mélenchon secoue les wilayas de l'extrême gauche française : ce petit état d'esprit boutique qui consiste à passer le plus clair de son temps à affirmer que la reconstruction d'une perspective de rupture avec le capitalisme ne peut se passer qu'autour des frontières de sa propre tribu. Chaque formation ayant ses gardiens du temple. Moyennant quoi on passe son temps à démolir ce que propose de faire le gaulois du village voisin... Et ainsi de suite depuis 1968.

¹⁴¹ Christian Picquet, né en 1952 : membre d'un courant minoritaire de la LCR, il anime la revue Unir. Il refuse de cofonder le NPA et rejoint le Front de Gauche avec Gauche Unitaire. Lorsque le développement de l'aile gauche du FDG pose la question de son rassemblement dans un courant unique, qui s'appellera « *Ensemble* », Christian Picquet cherche l'ouverture avec le PS pour les municipales à Paris, dont il n'obtiendra rien en termes de positions électives. Il n'hésite pas à détruire sa propre organisation. Une petite minorité de Gauche Unitaire se dissout dans le PCF.

Le courant animé par Christian Picquet est bientôt rejoint par Convergence et Alternative qui quitte le NPA lors de son conseil national du 8 et 9 avril 2011 : la députée de la FI, Danièle Obono¹⁴² en est issue. Puis c'est le tour de la FASE (Fédération pour une alternative sociale et écologique), regroupant des « *communistes unitaires* » et Clémentine Autain¹⁴³. Les 4 et 5 juin 2011 cette organisation rallie le Front de Gauche et annonce son soutien à Mélenchon pour les présidentielles. La GA (Gauche Anticapitaliste), après avoir obtenu 22,25 % des voix des militants pour la Conférence nationale du NPA des 7 et 8 juillet 2012, entraîne vers le FDG une fraction militante relativement importante. Le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) est une petite formation d'origine maoïste qui avait fait cause commune avec le FDG lors des régionales de 2010 : il s'intègre au FDG le 3 octobre 2011. Les Alternatifs, après un débat interne très conflictuel, votent le 18 novembre 2012 en congrès leur participation au Front de gauche et appellent, à la construction d'un « *pôle de gauche alternative et écologiste* ». Le courant Socialisme et République vient du MRC de Jean Pierre Chevènement.

Cette évolution politique n'a été possible que par l'initiative d'affirmation d'un courant social-démocrate de gauche, ou « *centriste* », rompant avec le PS, et malgré les handicaps de la stratégie PRS de la rupture avec la maison mère. Malgré la présentation qu'en fait la direction du PCF et qui s'octroie l'acte de naissance, jamais le FDG n'aurait couvert une telle surface politique sans ce rameau qui avait quitté le PS. Est-ce que cet attelage pouvait tenir au-delà des échéances électorales sur lesquelles il avait été conçu ? Oui ? car il répondait à une conscience de gauche profondément enracinée dans l'histoire du mouvement ouvrier. Quelle était la condition de son développement et de sa capacité à résoudre les conflits internes ? La démocratie. Si celle-ci avait pu être préservée et se développer en son sein et si les unités locales qui le composaient pouvaient, tout en intégrant les apports des militants des partis politiques, participer à définir le programme et la stratégie de ce front politique, le FDG serait passé à une autre étape de sa lutte pour construire une majorité politique. Cette voie a été cassée par les deux principales composantes, PG et PCF, qui ne voulaient qu'un cartel électoral. Les citoyens, les travailleurs ont été dessaisis de l'outil. J'entends d'avance les refrains, que dis-je le talmudisme, de l'extrême gauche française : le FDG s'est effondré parce qu'il n'était pas pour ouvrir une perspective anticapitaliste. Sans doute ! Et le NPA a-t-il été cette alternative ? La question qui est toujours posée aux révolutionnaires dans leur histoire c'est de savoir saisir toute opportunité qui se dégage de la crise des vieux appareils du mouvement ouvrier. Le FDG a été un moment une ouverture, un enjeu de la lutte pour le socialisme.

Quant à affirmer côté PG et Mélenchon q

ue la responsabilité de fracturer le FDG incombe au PCF en raison de ses accords avec le PS dans les élections municipales, c'est facile d'accuser le partenaire quand Mélenchon commence par enrayer le développement de son propre parti. L'autoliquidation du PG commence quelques semaines seulement après la tenue du congrès de Limeil Brévannes le 31 janvier 2009. Ce sont des fédérations entières qui sont mises sous tutelle ou dissoutes parce qu'elles réclament le respect de la démocratie.

La déception : un exemple l'Appel du 20 février 2010...

[Retour](#)

¹⁴² Danièle Obono, née en 1980 : députée FI en 2017.

¹⁴³ Clémentine Autain, née en 1973. Conseillère de Paris apparentée PCF de 2001 à 2008. Elle appartient à la mouvance dite « *communiste critique* ». Elle participe à la revue électronique « *Regards* » de Roger Martelli. Elle est élue FI en 2017.

La déception des militants, ou simplement de salariés venus adhérer à une organisation politique pour la première fois de leur vie, est immense. Sur les sections du PG qui se constituent en Essonne, à peu près la moitié des adhérents sont nouveaux et n'ont pas connu les turpitudes de la vie interne du PS. La bureaucratisation rapide du PG va accroître encore la méfiance à l'égard des partis politiques et le repli sur d'autres formes de regroupements, clubs ou réseaux.

Le mieux est de citer une initiative importante de militants du PG de la région parisienne et de la proche province au début de l'année 2010 pour une réunion nationale sous l'intitulé suivant : « *Appel pour le 20 février 2010* ». Elle portait des attentes qui étaient celles d'une génération de militants politiques qui saluaient enfin le départ de Jean Luc Mélenchon du PS et qui, malgré les conditions dans lesquelles s'était effectuée cette rupture, pensaient transformer l'essai dans la construction d'un nouveau parti. Le contenu de l'appel confirme tout à fait ce que nous écrivons sur la naissance du PG :

« La situation économique du pays s'aggrave de jour en jour : il n'y a plus de progrès, mieux l'ensemble des acquis démocratiques et sociaux concédés en 1936, 1945, 1968 sont mis en charpie. Le gouvernement Sarkozy, fort d'une absence de réponse anticapitaliste à gauche et appuyé sur des appareils syndicaux inscrivant leur action dans le cadre du « dialogue social », a considérablement aggravé l'offensive contre les salariés et la démocratie. La montée en puissance du mouvement social des premiers mois de 2009, qui visait une confrontation politique frontale avec le gouvernement, n'a pas permis d'inverser ce cours.

Si deux partis nouveaux, NPA et PG, sont nés dans l'année qui vient de s'écouler, et s'ils ont regroupé un nombre significatif de militants, c'est bien parce qu'ils prenaient appui sur l'aspiration à changer les règles sociales et économiques, à ouvrir une issue vers le socialisme.

Militants politiques depuis de longues années, nous avons fait les uns et les autres des expériences diverses : gauche du PS, MDC de Jean Pierre Chevènement, PCF ou pour certains, dans un passé plus ancien, au sein des organisations d'extrême gauche. Lorsque le PG s'est constitué il y a un an, nombre de militants parmi lesquels nous étions, y ont vu une ouverture possible. Ce parti est aujourd'hui en crise. Il ne faut donc pas s'étonner, de façon générale, qu'une grande majorité de citoyens ne fassent plus confiance aux partis politiques.

La déception est immense. Ce que nous avons combattu dans les vieux partis du mouvement ouvrier, peut être aussi pour certains dans les organisations d'extrême gauche, se retrouve intégralement dans la vie interne du PG : exclusions, mise sous tutelle d'unités locales, parachutages, mise à l'écart de militants qui contestent les consignes de la direction...

Nous sommes des militants : nous avons en commun d'être libres et de vouloir le rester, dans l'action politique comme dans la pensée. La première exigence que nous posons d'emblée, c'est la rupture avec ce modèle.

Aujourd'hui il nous semble urgent de nous rassembler pour construire sur des bases radicalement nouvelles. Au travers des discussions que nous pouvons avoir avec ceux qui sont restés des militants, des hommes libres, nous posons trois questions :

- *Comment construire un outil démocratique ?*
- *Comment construire l'unité dans les luttes sociales et démocratiques ?*
- *Quelle liaison entre les luttes sociales et les luttes sur le terrain électoral ?*

Travaillant sur plusieurs départements, nous nous sommes regroupés au sein d'un comité de liaison. Nous savons que la crise politique du PG prend diverses formes dans les départements de province. Nous savons aussi que la crise n'est bien sûr pas propre à ce seul parti. Nous proposons aux militants

qui partagent avec nous les mêmes préoccupations une rencontre nationale à Paris. Nous pouvons avoir des appréciations politiques différentes sur tel ou tel sujet, mais sur les trois points essentiels précités (la démocratie – l'unité dans un front de gauche démocratique et anticapitaliste – l'unité dans les luttes et dans les urnes), il est de notre devoir de nous regrouper, d'élaborer ensemble et de poser la question d'une issue politique. Pour le socialisme !

Nous demandons à tous les camarades d'accord avec le contenu de cet appel de le cosigner avec nous et d'accepter d'en rendre la signature publique. »

Suivaient la signature de plusieurs réseaux, clubs ou associations politiques locales... Etre de gauche 95, Gauche en Mouvement, Club Socialisme Maintenant, Rassembler à Gauche...

[Retour](#)

Un « parti creuset » qui n'a jamais existé

En constituant le PG Jean Luc Mélenchon attendait que des pans entiers du PS le rejoignent. Ce parti fait alors une cure d'opposition face au sarkozisme et il a été lourdement fracturé à la fois par la défaite de 2007 et par le non au traité européen de 2004. La présence de Pierre Joxe au meeting de lancement du PG, celui qui avait remplacé Jean Pierre Chevènement à la défense alors que la France était engagée dans l'aventure de la guerre du Golfe, est significative des ambiguïtés de l'acte de naissance. Quelques semaines seulement après le meeting de Saint Ouen, devant quelques journalistes Mélenchon déclare qu'il est confronté à une bande de gauchistes. Morgue, mépris à l'encontre de ceux et celles, le plus souvent issus des ruptures successives avec le mitterandisme depuis la parenthèse de l'austérité en 1983, ou issus du syndicalisme recherchant une voie anticapitaliste, ou en rupture avec un passé politique dans le trotskysme... Il attendait des morceaux du PS, il reçoit en héritage des militants qui rompent ou qui ont rompu avec les turpitudes « socialistes » et qui cherchent une autre voie.

Pourtant le PG s'était constitué sur la ligne du « parti creuset », ou rassemblement dans une même organisation de militants venant de plusieurs cultures, arc politique qui va d'un accord entre réformistes de gauche rompant avec les dérives de la maison « socialiste » et la recherche d'une voie anticapitaliste. Un court moment Mélenchon a été sur une ligne qu'il convient de caractériser ici clairement du point de vue du marxisme.

[Retour](#)

Trotsky et la discussion sur le centrisme dans le mouvement ouvrier

Il peut paraître saugrenu de faire référence ici à une discussion que Trotsky mène, depuis sa « planète sans visa »¹⁴⁴, avec les pauvres moyens de l'exilé, sur la caractérisation des courants qui rompent avec l'appareil des IIème et IIIème Internationale. Pourtant Mélenchon n'est rien sans cet apport théorique qui l'ont construit comme dirigeant dans la période 1970-1981. La sélection d'un groupe de militants issus du trotskysme au sein du PS, puis autour du journal « *Données et Arguments* », préparant dans la majorité mitterrandiste la construction d'une aile gauche, se fera sur cette compréhension de ce qu'est le « centrisme ».

Nous sommes là une poignée de militants, tout au plus une dizaine, qui avons quitté l'OCI dans les années 1975-1978 : Dans le mouvement ouvrier européen, ses organisations politiques qui sont à l'époque puissantes, nous ne croyons pas au modèle sur lequel Lénine a constitué la fraction

¹⁴⁴ Le chapitre dernier de l'ouvrage autobiographique de Léon Trotsky, publié en 1930, s'intitule « *La Planète sans Visa* ».

bolchévique et dont la théorisation est donnée dans « *Que faire ?* »¹⁴⁵: il n'y a pas à sacraliser telle ou telle forme d'organisation. Les bolcheviks se sont organisés sur le modèle du parti centralisé, parce qu'ils avaient à affronter l'appareil autocratique de la dynastie des Romanoff. Du reste le parti bolchévique n'était pas aussi centralisé que cela : deux de ses principaux dirigeants, Kamenev et Zinoviev, en désaccord avec le projet d'insurrection armée en octobre 1917, rendent public ce qui devait rester secret. Et puis, il y a Rosa Luxembour, qui tout en défendant la révolution d'Octobre dans le mouvement ouvrier européen et dans la social-démocratie allemande, dit ses désaccords avec la conception bolchévique du parti. Les organisations de la IV^{ème} Internationale, après la guerre, ont campé sur cette orthodoxie de l'organisation, alors que les partis traditionnels issus de la 2^{ème} et 3^{ème} Internationale redevenaient des partis ouvriers de masse. Pour nous, la forme du parti est dictée par les conditions réelles de la lutte. Aussi important que soit l'apport de l'OCI au mouvement ouvrier après 1970, ce qu'elle a influencé, c'est en fait vers la « *social-démocratie* » que le curseur se déplace. Mélenchon explique publiquement qu'il n'est pas un « *entriste* » ; à l'époque nous ne connaissions pas par le menu la stratégie de Lambert : ce qui est sûr, c'est que ce dernier nourrit une haine farouche de Mélenchon. Nous sommes pour un courant socialiste contre la deuxième gauche de Rocard et contre le CERES, souverainiste et pro-PCF. C'est cette libre discussion qui se mène autour de Jean Luc Mélenchon : le maire de Massy, Claude Germon, proche de François Mitterrand, encourage cette initiative.

Après les municipales de 1976, le parti se renforce considérablement, les sections discutent, la polémique enfle : Mitterrand est attaqué sur sa droite par les rocardiens et sur sa gauche par le CERES de Jean Pierre Chevènement, qui relaie les pressions de la politique du PCF. La démocratie devient une réalité dans le parti. Mélenchon sait idéologiquement et stratégiquement accompagner ces évolutions de type « *centristes* » dans le PS, qui lui permettront de construire la Gauche Socialiste.

Dans la décennie 1930-1940, celle de la grande crise qui mène à la victoire des fascismes et à la seconde guerre mondiale, une discussion se mène au sein de l'aile gauche du mouvement ouvrier pour déterminer ce qu'il convient de faire. Bien évidemment la situation des représentations politiques du mouvement ouvrier n'est pas la même : la SFIO et le PCF sont de puissantes organisations. Des émeutes du 6 février 1934 à la grève générale de 1936 qui porte au pouvoir le Front Populaire, des courants politiques se radicalisent et s'éloignent à la fois du réformisme du parti de Léon Blum et des dérives ultra-gauches de l'Internationale stalinienne : Trotsky engage cette discussion dans ce qui est encore l'opposition de gauche internationale dès 1930 et explique en particulier sur la situation française que le surgissement d'événements de nature révolutionnaire voit des courants se détacher sur la gauche des organisations ouvrières. Le marxisme caractérise ces processus transitoires sous le vocable de « *centrisme* », ou évolution progressiste de courants ou militants issus du réformisme ou de l'appareil stalinien vers des positions révolutionnaires. En France le courant du maire de Saint-Denis, Jacques Doriot, condamne la stratégie ultra-gauche de la III^{ème} Internationale qui refuse l'unité avec la social-démocratie contre le fascisme. Dans la SFIO, c'est le courant dirigé par Marceau Pivert qui captera 25% des mandats de la vieille machine ouvrière et qui donnera naissance à la Gauche Révolutionnaire. Et ce qu'explique Trotsky dans toute sa production théorique sur la France et sur l'Espagne de la période de la guerre civile, c'est que ces regroupements à gauche des appareils n'ont pas de programme anticapitaliste achevé. Le travail du courant marxiste consiste à trouver les formes pour accompagner ces courants en rupture vers le programme de la révolution socialiste. Doriot évoluera d'un centrisme de gauche vers une position non seulement antistalinienne mais surtout anticommuniste. On connaît la suite. L'aile gauche de la SFIO de Marceau Pivert et de ses camarades sera exclue au congrès de

¹⁴⁵ Que faire ? Lénine, 1902, se prononce pour une organisation centralisée de révolutionnaires professionnels.

Royan de 1938 de la SFIO et constituera à la veille de la catastrophe l'éphémère PSOP, centrisme de gauche qui ne survivra pas à la guerre.

Mélenchon, en tant que cadre politique de l'OCI de la région de Besançon dans les années 1969-1974, a parfaitement lu et étudié toute cette discussion qui a traversé les organisations du mouvement ouvrier dans cette période, que Trotsky a théorisé dans les dernières années de sa vie. Mélenchon entretiendra même sa fidélité au « vieux » en se rendant avec ses proches tous les ans sur la tombe de Léon Sedov à Thiais. C'était le fils de Léon Trotsky, organisateur infatigable des réseaux du trotskysme, assassiné par les tueurs de Staline dans une clinique de la région parisienne, où il était entré pour subir une intervention chirurgicale bénigne.

Du reste lors de son ascension dans le parti de François Mitterand après 1975 dans la région de Lons le Saunier, puis en 1978 comme chef de cabinet d'un proche de François Mitterand, Claude Germon, alors député-maire de Massy, Mélenchon s'est largement inspiré des apports de la pensée de Trotsky et de sa méthode pour comprendre la crise de la social-démocratie et adapter la position du « vieux » au combat pour construire une aile gauche dans le parti de François Mitterand. Le bouillant jeune homme arrivant avec Trotsky dans sa valise à Massy en 1978, pénétré qu'il est de cette culture, ne met pas longtemps à faire le ménage dans la fédération de l'Essonne du PS, réduit la prétention des rocardiens, le tandem Marie Noëlle Lienneman et Patrice Finel, qui à l'époque menacent François Mitterand tout en reprenant la direction de la fédération au CERES de Paul Loridant, maire de Ulis et proche de Jean Pierre Chevènement en octobre 1981 au congrès de Valence. Alors pourquoi une telle dérive aujourd'hui : je m'étonne toujours que les théoriciens du mouvement ouvrier cherchent des raisons d'abord idéologiques dans les ruptures qui se font dans la vie publique d'un dirigeant. Entre 1978 et maintenant, Mélenchon a été conseiller général, maire-adjoint, sénateur durant 18 ans, secrétaire d'Etat par deux fois, député européen et député aujourd'hui. Les lambris de la République ont cette capacité, ô combien discrète, persévérante mais efficace, à intégrer ce qui est turbulent. La corruption, c'est comme la calvitie, elle se développe jour après jour sans même qu'on s'en aperçoive.

Pourquoi donc brider une organisation, le PG, qui vient de naître et qui correspond à une attente dans la gauche tant syndicale que politique ? Mélenchon ne veut pas d'un parti « centriste », au sens où l'entend Trotsky, et qui évoluera forcément par sa démocratie interne vers des positions anticapitalistes. C'est par le jeu des institutions et de la Vème république que les choses doivent se faire et l'objectif reste la présidence de la République. La Loubianka mélenchonienne va donc frapper. Le « parti creuset », organisation où travaillent des militants d'histoire et de culture différente, version Mélenchon, devient un lieu où l'on se dépouille de son histoire propre. Dans le parti de Mélenchon, aux statuts cadennassés, il n'y a ni courant, ni fraction. Sauf une, la fraction Mélenchon. Marc Dolez acceptera la dissolution du courant « *Forces Militantes* » dans le Parti de Gauche. Il le quittera d'ailleurs en décembre 2012 pour se replier sur sa circonscription. Il ne s'opposera pas non plus aux liquidations de fédérations, mises sous tutelle et autres manœuvres bureaucratiques des mélenchoniens. Il signera là sa mort en politique. Le problème de Marc Dolez, c'est qu'il n'est pas un dirigeant, le chapeau était trop large pour lui.

Quant à Mélenchon, ce qu'il a appris chez Trotsky, il va le retourner contre les intérêts de son propre parti : en détruisant ce dernier.

Des journées d'étude du FDG à Grenoble en août 2012 à l'université d'été du PG en 2014...

[Retour](#)

A la fin du mois d'août 2012, les journées d'études du Front de Gauche, intégrant celles du Parti de Gauche et de la Gauche Unitaire, dirigée par Christian Picquet, voient quelques 2000 militants faire le déplacement à Grenoble. Le PCF tient aussi une réunion de fin d'été qui rassemblera 600 militants : par ailleurs beaucoup de militants communistes participeront aussi aux journées du Front de Gauche. Nous sommes dans une situation, après la percée électorale de Mélenchon au nom du Front de Gauche, où peut se développer une force politique nouvelle, pour autant que les partis qui la structurent donnent aux militants qui la rejoignent les outils pour la construire.

Mais le verrouillage antidémocratique du FDG se poursuit : si le PCF porte une responsabilité dans cette affaire, le PG n'est pas en reste. Ce qui était revendiqué dans ces journées d'étude par les militants présents, c'était le droit de contrôler démocratiquement les instances du FDG : la question de l'appartenance des citoyens aux unités locales sans être pour autant membre d'un parti politique, est posée. Il y a un accord du PG avec le PCF : le front doit rester un cartel électoral. Mélenchon applique l'accord. Pour Mélenchon, le regard reste braqué à l'international sur d'autres expériences du même type : le bloc de gauche portugais, Izquierda Unida en Espagne et bien sûr les Linke allemands.

Mais à l'été 2014, on entre dans une autre logique : il ne s'agit plus à Grenoble d'estivales du Front de Gauche mais d'une université d'été du Parti de Gauche.

Deux dirigeants nationaux de Podemos qui ont fait le déplacement écrivent ceci :¹⁴⁶

« La gauche française a rendu un hommage à Podemos. Son chef, Jean-Luc Mélenchon, dit qu'il a appris de la formation espagnole une leçon importante, « le pouvoir n'a pas peur de l'unité de la gauche, mais de l'unité populaire ». C'est ce que le porte-parole du Front De Gauche, la grande coalition de la gauche française, a déclaré, Dimanche 24 Août 2014, à l'université d'été de sa formation, le Parti de Gauche, à Grenoble. »

On notera déjà la formulation : l'unité de la gauche, signifie dans la tradition ouvrière, l'unité des organisations ouvrières sur un programme ou un accord de législature : le programme du FDG est timidement réformiste, en deçà de ce qu'étaient les 121 propositions de François Mitterrand en 1981. Déjà la question de l'unité du peuple fait son chemin. Le regard porté à la naissance du FDG et du PG vers l'expérience des Linke allemands a commencé à se déplacer : il n'est pas certain, électoralement parlant, que la stratégie d'accompagnement des courants « *centristes* », soit celle qui permette de gagner une présidentielle. Et ce qui gouverne toujours les évolutions de la pensée de Mélenchon c'est l'élection présidentielle. Il regarde d'ores et déjà vers les expériences populistes.

Chapitre 8 : Vers le populisme

[Retour](#)

L'ère du peuple ?

A l'automne 2014, Jean Luc Mélenchon explique pourquoi il quitte avec Martine Billard la coprésidence du PG, parti comme nous venons de l'indiquer qu'il n'a jamais voulu construire.

Nous citons :

¹⁴⁶ Source personnelle : Robert Duguet.

« Nous sommes dans une situation dangereuse, c'est important de discuter avec sérieux de la stratégie. Nous avons eu cette discussion au moment des élections municipales, ce n'est pas se complaire dans la dispute, c'est essayer d'en tirer l'enseignement. Le problème qui nous est posé n'est pas de rassembler la gauche, c'est de fédérer le peuple. Car le peuple, à l'heure actuelle, se désintéresse de la gauche et de la droite. Ce que vous entendez tous les jours autour de vous qui vous fait saigner le cœur, c'est quand on vous dit, la gauche et la droite c'est pareil. Vous savez ce qui nous en a coûté d'être de gauche, fidèles à nos valeurs, dans nos communes, dans nos entreprises. Et cette ignominie d'être assimilés à François Hollande c'est à lui que nous le devons, non ! nous continuons d'être les héritiers de la gauche, nous n'en sommes pas les gestionnaires. »¹⁴⁷

Les milliers de travailleurs et les jeunes qui se sont investis dans la campagne électorale de 2012, avec l'éclatement du Front de Gauche, se voient dessaisir de l'outil qui avait permis cette avancée. S'agit-il de sortir de la logique de la cartellisation de la force politique et sociale qui a été rassemblée dans le Front de Gauche et qui en quelque sorte a entravé son développement après la présidentielle ? S'agit-il de cela ? Que signifie « fédérer le peuple » ? Dans les meetings électoraux, notamment celui du 18 mars 2012, jour anniversaire du début de la Commune de Paris, que défend le porte-parole du Front de Gauche : la puissance du mouvement social qui le porte le conduit à avancer la perspective d'une constituante, et la 6^{ème} république, le droit du peuple souverain à l'insurrection sociale, lorsque, comme l'écrit la déclaration des droits de l'homme de 1793, le gouvernement trahit les intérêts vitaux du peuple.¹⁴⁸ Effets de tribune, sans doute, mais aussi maintien d'une ligne politique ancrée à gauche, dont le salariat reste le vecteur. Le drapeau est rouge et une vibrante Internationale sort des poitrines, nous sommes le 18 mars, jour anniversaire du début de la république ouvrière, la Commune de Paris de 1871.

Dans les conclusions de « *L'Ere du Peuple* », s'amorce la vraie rupture avec la compréhension matérialiste du processus historique, qui n'est pas pour nous une référence philosophique dont on se sert à l'occasion les jours de congrès, mais le fondement du mouvement ouvrier. Ce n'est plus l'entreprise qui est au centre :

« Le peuple existe quand il se met en réseau. Des gens de toutes les rues, de tous les quartiers se révèlent alors pleinement habités par les relations urbaines qui les unifient en fonction de leur dispersion dans l'immensité citadine. Ils sont unis par un vécu et des attentes similaires qui diluent beaucoup des différences de condition et de localisation. Le peuple est le sujet de l'histoire contemporaine. Le peuple c'est la multitude urbaine prenant conscience d'elle-même à travers ses revendications communes. »

¹⁴⁹

Et la suite vient logiquement :

« Tout cela bouscule bien des certitudes doctrinales. Ici le peuple qui prend la place qu'occupait hier « la classe ouvrière révolutionnaire » dans le projet de la gauche. Cela en choquera sans doute quelques-uns... Ce n'est donc pas dans l'entreprise ni autour des revendications corporatives des salariés qu'éclatent les processus populaires révolutionnaires de notre époque... »¹⁵⁰

¹⁴⁷ Blog de Jean Luc Mélenchon, <https://melenchon.fr/>

¹⁴⁸ Article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 : "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs".

¹⁴⁹ *L'Ere du Peuple*, pages 108-109.

¹⁵⁰ *Ibidem*, page 110.

Et la prétention doctrinale de dépasser Marx, il est vrai sous les ors sacrés de la république, pourquoi se gêner, arrive :

« Le peuple est constituant ou il n'est rien, comme Marx disait du prolétariat qu'il était révolutionnaire ou bien qu'il ne serait rien... »¹⁵¹

Si le salariat n'est plus la locomotive de l'histoire, qu'est ce nouveau peuple qui intervient sur la scène de l'histoire ?

« ...Le peuple que la destruction des statuts sociaux et la pulvérisation dans le précaire ont déversé sur un champ d'action nouveau où il retrouve une possibilité d'action collective ! C'est cette réalité sociale qui est à la base de la stratégie de rassemblement que j'appelle le « front du peuple »¹⁵²

Le populisme auquel se rallie Mélenchon dans les conclusions de son livre fait de cette fraction du salariat de plus en plus conséquente rejetée du procès de production capitaliste, le précaire, l'acteur central de la transformation sociale. Pour cette partie du prolétariat, jeté dans la misère et les petits boulots, ces forces productives détruites par la crise du mode de production capitaliste, Marx utilise la caractérisation de « *lumpenprolétariat* ». Si la classe qualifiée, organisée et consciente n'impose pas sa capacité de reconstruire la société sur les bases de la socialisation de l'appareil de production, de se réapproprié ce qui a été volé par le capital, alors le capitalisme en crise impose ses solutions : la destruction d'une partie du travail vivant et mort. L'expérience a démontré que le précaire n'a aucune mission historique possible, et que dans les situations dramatiques des années 1930, où la classe productive a été dans l'incapacité, principalement du fait des directions politiques du mouvement ouvrier, d'imposer ses solutions, le fascisme a trouvé dans la petite bourgeoisie appauvrie et le précaire ou *lumpenprolétariat* son infanterie. Le populisme qui prend la forme du planisme dans le syndicalisme confédéré, le néo-socialisme dans la social-démocratie, accompagnent ce passage des couches précaires et de la petite bourgeoisie ruinée vers le fascisme. Pour Marx, la constituante, c'est le communisme, c'est-à-dire le mouvement réel pour l'abolition du rapport social, capital travail et la reconstruction d'une civilisation où la richesse produite est redistribuée et gérée entre toutes les mains ouvrières. C'est cette force, et elle seule, qui peut sortir la société de l'impasse, du précaire, de la destruction des conquêtes de civilisation. Pour reprendre la formulation de Marx, le prolétariat ne peut exister que comme classe révolutionnaire.

[Retour](#)

Dès 2012 Mélenchon regarde vers Podemos

L'orientation chez Mélenchon qui avait conduit à la construction du FDG avait un référent : c'était celui des Linke allemands, dégageant politique d'une gauche social-démocrate alliée à une fraction de l'appareil d'Etat de l'ex-RDA. On retrouve bien sûr une continuité théorique, celle de Zyromski et du guesdisme, revenir sur la scission historique du congrès de Tours et reconstruire un parti ouvrier unique. Du reste, c'est la proposition qui sera faite au PCF, qui n'en voudra pas, sa direction considérant qu'elle avait plus à perdre qu'à gagner. On parle ici de postes d'élus, pas d'idéologie. La formule qui sera adoptée sera celle d'un cartel électoral. Dès 2012, la proximité de Mélenchon avec le chavisme, l'émergence de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne, va progressivement l'écarter d'un

¹⁵¹ Ibidem, page 117.

¹⁵² Ibidem, page 111.

rassemblement d'une gauche dite radicale à partir d'un dégagement du PS vers le populisme. De ce point de vue l'expérience de Podemos va s'imposer.¹⁵³

A partir du 15 mai 2011 se développe en Espagne le mouvement des indignés, poussée de la classe ouvrière et de la jeunesse paupérisée contre les politiques de droite et de gauche. Podemos va surfer sur cette vague et porter le projet de « *convertir l'indignation en changement politique* ». Lors des élections européennes qui suivront le mouvement remportera 5 sièges de parlementaires et s'affirmera comme la 4ème force politique du pays avec 8% des voix, soit 1,2 millions d'électeurs.

Le Manifeste est publié le 14 janvier 2014 par une trentaine d'intellectuels et de militants : Pablo Iglesias en est issu, s'y ajoute un des leaders de la gauche anticapitaliste, Errejón¹⁵⁴ et des représentants du mouvement pour la santé et l'éducation publique. Juan Carlos Mondenero¹⁵⁵ le présente lors d'un meeting public le 17 janvier comme un mouvement politique qui prolonge le mouvement social : « *Si les marées citoyennes ont agité le monde du travail, nous voulons agiter le monde politique* ». Et ce propos de Rita Maestre¹⁵⁶ daté de mai 2014, étudiante de 26 ans devenue porte-parole du gouvernement municipal de Madrid :

« J'attendais cela depuis longtemps. J'en parlais avec les gens qui sont maintenant à Podemos. Pendant des années on a dit qu'il y avait besoin d'une expression politique institutionnelle et électorale du mécontentement. »

A la fondation se rencontrent deux générations, celle des jeunes précaires qui depuis vingt ans ne croient plus aux solutions de la vieille gauche et celle qui a fait ses classes comme le dirigeant Pablo Iglesias¹⁵⁷ dans Izquierda Unida, cartel de la gauche radicale espagnole.

Le 2ème groupe important dans la fondation de Podemos est *Izquierda anticapitalista*, section de la 4ème internationale, celle à laquelle appartenait l'ex-LCR française ; ce courant avait fait scission de *Izquierda Unida* en 2008 : cette composante militante en Andalousie, jouera un rôle important dans la formation des cercles locaux de Podemos. Très vite la contradiction entre l'entrée de Podemos dans le jeu institutionnel officiel et les cercles locaux de citoyens se développera au point que la direction interdira le système de double appartenance politique.

La couche dirigeante de Podemos a en fait depuis le départ les yeux tournés vers les expériences latino-américaines. Les universitaires de l'université Complutense considèrent l'Amérique latine comme « *le laboratoire le plus puissant d'élaboration et de pratique d'alternatives à la crise capitaliste* »

¹⁵³ Ce paragraphe fait référence à l'excellent livre d'Héloïse Nez, « *Podemos, de l'indignation aux élections* ». Militante anticapitaliste d'origine espagnole, ses sympathies vont au courant Anticapitalistas de Podemos. Maître de conférence à l'université de Tours, elle a consacré plusieurs années de recherches sur le mouvement des Indignés et Podemos. Les citations sont extraites de son livre.

¹⁵⁴ Íñigo Errejón Galván, né le 14 décembre 1983, chercheur en sciences politiques à l'université Complutense de Madrid, il devient Secrétaire de Podemos et député aux Cortes Generales à partir de janvier 2016.

¹⁵⁵ Juan Carlos Mondenero, né en 1963, issu de Izquierda Unida, de 2005 à 2010 il est conseiller politique du gouvernement vénézuélien, d'abord au ministère de la Planification puis auprès du président Hugo Chávez lui-même. En 2010 il est conseiller politique pour les gouvernements boliviens, vénézuéliens et nicaraguayens.

¹⁵⁶ Rita Maestre : né en 1988, porte-parole de la mairie de Madrid depuis juin 2015.

¹⁵⁷ Pablo Manuel Iglesias Turrión, né le 17 octobre 1978. A 14 ans il milite aux Jeunesses communistes, puis fait des études de droit. Il vient d'une famille qui a lutté contre le franquisme : « *la lutte pour la démocratie est gravée dans mon ADN. Je viens d'une famille qui a tout risqué dans la lutte pour la démocratie, certains en sont morts.* » Il s'engagera ensuite au sein de *Refondation Communiste*. Fasciné par les nouvelles techniques de communication, il met tout d'abord son savoir-faire au service d'*Izquierda Unida*. Aux élections régionales il milite pour l'*Alternative Galicienne de Gauche* qui va s'imposer comme 3ème force électorale. Il va s'inspirer de cette expérience pour le lancement de Podemos.

« Les mouvements sociaux ne sont plus les seuls porteurs de projets de transformation, mais de plus en plus de gouvernements sont prêts à suivre une tendance progressiste attestée par les résultats positifs des politiques sociales, les niveaux de popularité des dirigeants de gauche et le rôle de l'Amérique latine comme référent global du changement. »

Le groupe des universitaires fondateurs considèrent quand ils lancent Podemos que l'Espagne en 2010 est dans la même situation que l'Amérique latine en 1990. Le cas du MAS bolivien et de l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales sera un référent central pour Indigo Errejon. Les promoteurs de Podemos ont appris des expériences latino-américaines que *« la différenciation gauche/droite était épuisée et (qu'ils étaient incapables) de construire une majorité sociale avec ce discours. Il y a un ennemi qui est en train de voler la démocratie, là-bas c'étaient les Etats Unis et ici c'est le modèle néo-libéral »*. Le projet tel qu'il ressort des influences latino-américaines est assez bien défini par Monedero :

« Le Venezuela nous a donné l'importance de l'émotion et du leadership pour en finir avec les façons de penser habituelles. De la Bolivie nous avons copié la volonté d'accéder au pouvoir qu'obtenait Garcia Linera et le soutien populaire qu'obtenait Evo Morales. De Correa nous avons appris l'importance d'avoir un discours très solide institutionnellement. Du Brésil, nous avons appris la nécessité de trouver une bourgeoisie nationale prête à investir dans notre pays. »

On comprend mieux avec cette citation, l'exclusion de la direction d'un courant se réclamant de l'anticapitalisme. On comprend aussi que d'emblée, Podemos situe son action dans le cadre du capitalisme national.

Podemos se construit contre le pacte de 1978, qui avait vu le soutien du PSOE et du PCE, assurant la transition du franquisme à une forme de monarchie constitutionnelle. Ce n'est pas souligné dans le livre d'Héloïse Nez, mais faut-il rappeler que le pacte de la Moncloa a été soutenu par le PSOE et le PCE, jusqu'à entériner comme emblème de la monarchie constitutionnelle le drapeau sang et or de la dictature franquiste et non le drapeau de la République espagnole vaincue. Le document de *« principes politiques de Podemos »* stipule :

« L'Etat espagnol traverse une crise qui va plus loin que la perte de légitimité de ses élites politiques et qui affecte des éléments centraux du système politique et des institutions, de l'articulation territoriale de l'Etat, du modèle de développement et de l'équilibre entre les groupes sociaux. Cette crise, nous sommes plusieurs à l'appeler depuis des années « la crise du régime de 1978 », pour rendre compte d'une période d'épuisement organique qui, dernièrement, s'exprime de manière accélérée avec un déclin politique et moral des élites traditionnelles. »

Le 15 mai 2011, le 15M tel qu'il est nommé par les protagonistes, surgit le mouvement des indignés, tournant majeur dans la vie politique et sociale du pays. Elle n'est pas convoquée par des organisations syndicales ou politiques, mais par des collectifs récents de citoyens.

Le mouvement des indignés fonctionnait sur la base de la convocation des assemblées populaires : il ne passe pas par la voie électorale mais par celle de l'expérimentation et de la prise en charge par les citoyens mobilisés pour affronter les questions d'urgence sociale. Revendiquer un droit au logement, oui mais forger une contre-culture pour faire la démonstration que la société peut fonctionner autrement. Les uns veulent intervenir en direction des élus, les autres veulent mener leur propre combat en dehors du calendrier électoral. Plusieurs expériences sont faites en ce sens, mais le groupe qui anime Podemos finit par imposer que le changement passe par la voie institutionnelle. Une enquête réalisée en 2011 indique que la méfiance à l'encontre du système des partis est majoritaire mais en fait, à l'étape actuelle du processus révolutionnaire, les indignés aspirent à une

démocratisation pour orienter les partis vers l'intérêt public. La question de la représentation n'est pas majoritairement rejetée.

A partir de là des cercles locaux jaillissent un peu partout dans le pays et rationalisent par la délégation de pouvoir le fonctionnement qui était celui des assemblées populaires où les décisions étaient prises au consensus.

Les dirigeants de Podemos reprennent à leur compte la nécessité d'agir sur les problèmes urgents de la vie quotidienne, ce sur quoi le travail des assemblées populaires s'était fondé. Toutefois l'implication dans les institutions et aussi la nécessité d'avoir une image médiatique pour gagner la majorité de la population et pas seulement ceux qui sont descendus dans la rue, les place déjà en opposition avec les militants des cercles.

Que signifie alors construire un parti respectant les institutions dans le cadre de la monarchie post-franquiste ? La direction répond en se débarrassant des discours et des références traditionnelles de la gauche. On abandonne le drapeau rouge et on ne chante plus l'Internationale. Lors de la visite du Roi au parlement européen on dépose le costume cravate pour le jean. En Jean ou en costume cravate, c'est la reconnaissance des institutions monarchiques post-franquistes.

On retrouve dans la construction de cet appareil qui n'est ni à droite ni à gauche, et qui progressivement va vider la démocratie ouvrière de son contenu, les éléments classiques du populisme : la construction d'un leader charismatique, Pablo Iglesias, par l'utilisation des médias et dans un cadre strictement électoral. A ce point de la démarche interviennent les experts : on s'inspire formellement du travail des cercles locaux, les experts établissent un programme, mais après les cercles n'ont plus à donner leur avis. Par exemple, à leur écrasante majorité, les cercles exigent une loi qui impose un salaire minimum universel ; cette revendication aujourd'hui de nature anticapitaliste est bloquée par les experts. Le leadership de Pablo Iglesias produit de fortes tensions au sein de Podemos. German Cano, membre de la direction nationale dit : « *C'était un leadership remis en question depuis le début par les mouvements sociaux, mais pour la grande majorité des gens, Pablo était un pari politique.* » En fait dans la réalité militante de Podemos le leadership est rejeté ; la direction s'appuie sur le fait que dans le corps électoral, il est accepté.

Prenons l'exemple de l'assemblée de Vistalegre en octobre 2014 : les militants des cercles rejettent l'hyperpersonnalisation du leader et réclame l'autonomie politique des cercles locaux. « *Nous luttons depuis des années, nous n'avons besoin d'aucun haut dirigeant... Nous avons eu des leaders et nous n'avons rien obtenu.* »

Francisco Jurado, qui travaille dans l'équipe de direction en Andalousie explique :

« *Podemos se dote de documents instaurant un nouveau fonctionnement, mais cette structure se superpose à celle déjà existante. Il y avait une structure informelle très dynamique, et on met par-dessus une autre très rigide et très verticale... On n'enlève pas l'autre mais on la tue. Parce que la capacité exécutive des cercles disparaît, on la lui retire pour les conseils citoyens. Les cercles en sentant qu'ils ont de moins en moins de pouvoir de décision, sont donc en voie de disparition. Et aujourd'hui la participation dans les cercles a diminué de moitié par rapport à l'an dernier.* »

Les déceptions : des dirigeants nationaux comme Monedero expliquent que Podemos a trop insisté sur la facette électorale et « *nous avons négligé les cercles, dans le développement interne de notre formation politique, il y a deux moments où nous avons trop ressemblé aux vieux partis.* »

Le manifeste « *abriendo podemos* » (en ouvrant nous pouvons) de juin 2015 veut revenir aux origines du mouvement. Le texte souligne que Podemos n'est plus le seul instrument du changement. Dans un

certain nombre de villes des candidatures d'unité populaire renforcent les pressions pour le pluralisme et se tourner vers l'extérieur. Les cercles « *doivent récupérer leur rôle d'espace de débats et de décisions politiques.* » L'appel insiste sur les mesures, comme le revenu minimum universel, qui ont été abandonnées par la direction. Ou sur la nécessité de faire des alliances avec d'autres forces politiques et sociales. Les signataires, s'ils ne rejettent pas la médiatisation et les élections insistent sur l'auto organisation des cercles. La ligne officielle de Podemos consiste à dire qu'il est la centralité politique et le candidat naturel de l'Unité Populaire. En fait aux échelons locaux des militants d'Isquierda Unida et de Podemos défendent des accords entre organisations sur une ligne de candidature d'unité populaire, permettant l'exercice d'une plus grande démocratie et une liberté de choix des candidats.

La logique Podemos qui imposait de ne pas se présenter en son nom dans les élections locales pour préserver la logique nationale conduit les unités politiques de base à chercher l'autonomie, y compris par rapport à Podemos.

Héloïse Nez explique : « *Podemos est bien devenu un nouveau parti politique, qui s'inscrit dans les règles du jeu de la démocratie représentative. Il est peu probable qu'il échappe à la loi « d'airain de l'oligarchie », selon laquelle les organisations politiques se bureaucratisent à mesure qu'elles se développent et que leurs dirigeants acquièrent des savoir-faire spécifiques. Une élite est bien en train de se former au sein de Podemos, et elle se confronte de plus en plus aux militants des cercles, qui ont tendance à désertir l'organisation faute de pouvoir avoir un impact sur les décisions prises.* »

L'auto-organisation des cercles à l'origine a été coiffée par un processus classique de détournement des aspirations du mouvement social vers une perspective strictement électorale.

Le programme de Podemos est resté très flou en particulier sur la question de l'indépendance de la Catalogne : face à la montée des indépendantismes, les résultats électoraux en Catalogne sont faibles.

L'attitude vis-à-vis de Tsipras et l'accord conclu avec l'UE amenant la direction nationale à dire que « *c'était malheureusement la seule chose qu'il pouvait faire* » pose de sérieux problèmes. Les militants d'*Izquierda anticapitalista*, animateurs des cercles locaux, soutiennent le nouveau parti créé par les dissidents de Syriza, unité populaire, qui s'oppose aux politiques d'austérité mises en place par le gouvernement grec.

Si l'émergence de Podemos a pu se faire sur la base d'une modification des rapports de force sociaux, l'intervention des indignés étant l'élément décisif, ce parti est aujourd'hui en face de vraies difficultés. Tout d'abord la faiblesse de son programme : le cercle de direction, très largement influencé par les expériences latino-américaines et par le chavisme, cherche des solutions en s'appuyant sur le capitalisme national contre le néo-libéralisme européen, tout en restant dans les structures de l'UE. Ce jeu d'équilibriste ne pourra pas durer très longtemps. Le caractère flou des positions sur la question de l'indépendance de la Catalogne les a d'ores et déjà mis en grande difficultés. L'Etat bourgeois espagnol, issu de la guerre civile et de la dictature franquiste, s'est toujours opposé aux revendications des minorités régionales. Si la bourgeoisie régionale catalane peine à défendre jusqu'au bout le droit d'indépendance, le combat pour une république catalane s'appuie sur un mouvement de démocratie sociale massif. Aujourd'hui c'est le pays basque qui est gagné par la contagion. La question d'une union des peuples de la péninsule ibérique est posée. Podemos est aujourd'hui engluée dans la question de l'acceptation des institutions du post-franquisme.

[Retour](#)

Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, les fondements doctrinaux

Chantal Mouffe est issue d'une famille de la bourgeoisie catholique de Louvain : comme beaucoup d'intellectuels petits bourgeois de sa génération, elle est impressionnée par la révolution cubaine de 1959 et par le guévarisme.

Dans un interview du Figaro du 21 janvier 2017, elle déclare¹⁵⁸ :

« ...A Louvain j'étais dans un milieu très latino-américain. Il y avait un groupe formé par Camilo Torres, un prêtre colombien parti faire la guérilla avec l'ELN (Armée de libération nationale) et qui est mort dans une embuscade en 1966. C'est un véritable mythe en Amérique latine. L'université de Louvain attirait beaucoup de catholiques de gauche, partisans de la théologie de la libération. J'étais très en contact avec eux. J'ai rencontré Camilo Torres quelques fois. A Paris, où j'ai rejoint l'Ecole pratique des hautes études, j'ai continué à être en lien avec l'Amérique latine. »

Les deux fondateurs du populisme dit de « gauche » appartiennent à cette génération de militants issus du Christianisme social qui, dans la question algérienne en particulier, se sont opposés à la politique pro-colonialiste de la SFIO. Soulignons qu'ils font le choix de soutenir les réseaux du FLN plutôt que le MNA de Messali Hadj, lié à la naissance du mouvement ouvrier algérien. C'est l'époque où des prêtres catholiques deviennent des porteurs de valises. L'itinéraire de nos deux compères est parallèle à ce mouvement de la démocratie petite-bourgeoise qui montera en France à la fin de la IV^{ème} république, à la fois dans les structures de l'Etat et dans les représentations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. C'est déjà l'esprit du futur congrès de refondation d'Epinais qui pointe à l'horizon. Pour leur part, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau se tourneront vers les expériences latino-américaines.

Ernesto Laclau sera impressionné dans sa jeunesse militante entre 1945 et 1954 par l'expérience du péronisme argentin. Le général Peron¹⁵⁹ prend le pouvoir à la fin de la guerre contre les libéraux qui gouvernaient l'Argentine et d'autres pays latino-américain. Bonapartiste, ni de droite ni de gauche, il construit son pouvoir en répondant aux revendications sociales, met en place un Etat providence et accorde une reconnaissance au mouvement ouvrier. La période de reconstruction d'un capitalisme national contre l'impérialisme US lui permet de le faire. Lors du retour au pouvoir de Peron en 1973, nous ne sommes plus dans le même cycle historique, le bonapartisme révèle qu'il n'est pas un arbitre au-dessus des classes sociales, mais une forme de domination de la bourgeoisie argentine et de défense des intérêts du capitalisme national. Signalons au passage que le général Peron a protégé des anciens criminels nazis poursuivis par la justice internationale.

Ernesto Laclau construit à partir des expériences latino-américaines sa théorie. Le populisme prétendument de gauche repose sur un tour de passe-passe idéologique, comme savent en produire les intellectuels petits bourgeois dans notre cycle historique marqué par la décomposition des II^{ème} et III^{ème} internationales, où le mouvement ouvrier n'est pas en position de conquérir le pouvoir, du fait de la crise de ses représentations. Si on veut comprendre tout le sens de ce salmigondis idéologique, il faut partir d'un prédicat, qui, comme son nom l'indique, doit être accepté en tant que tel : individu je n'existe que par rapport à un corps social globalisé. A l'intérieur de ce rapport je me choisis un ennemi, en l'occurrence dans le populisme dit « de gauche » c'est l'oligarchie, ou les formes de la représentation démocratique libérale, qui ont été au cours de l'histoire récente investies et défendues par la social-démocratie. Cette oligarchie, concept très flou qui ne permet absolument de comprendre la crise des représentations, en fonction des intérêts précis qu'elles défendent dans la

¹⁵⁸ Source : <https://www.lesinrocks.com/2017/01/24/actualite/chantal-mouffe-populisme-de-gauche-radicaliser-democratie-11904787/>

¹⁵⁹ Peron, Juan (1895-1975)

crise actuelle du mode de production capitaliste, entrave la construction du peuple. En termes moins élégant, c'est le « *tous pourris* » des partis populistes d'extrême droite.

Quelles sont les origines de cette pensée, paraît-il éminemment révolutionnaire, qui nous fera passer dans le post-politique ou l'ère du peuple mélenchonien ? Interrogeant Chantal Mouffe les deux journalistes du Figaro écrivent :

« Début janvier, elle nous accueille chez elle dans le quartier cosu de Cricklewood au nord-ouest de Londres... Dans son bureau mansardé, une étagère ploie sous le poids des œuvres complètes du principal inspirateur de sa critique de la démocratie libérale : Carl Schmitt. C'est chez cet implacable juriste allemand qu'elle a trouvé les meilleurs outils pour élaborer sa théorie. Et peu importe s'il s'est compromis avec le régime nazi : « Je ne demande pas à un théoricien des qualités morales mais une force intellectuelle », se défend Chantal Mouffe. Et c'est sans doute lui qui a délivré la meilleure critique de la théorie libérale. Il montre très bien que les libéraux nient l'antagonisme pour mieux éliminer la politique. »¹⁶⁰

Qui était Carl Schmidt, dont elle s'inspire et dont elle balaie d'un revers de main le fait qu'il fut le théoricien du droit dont le régime nazi s'inspira.

Au début de 1933, un autre constitutionnaliste socialiste Otto Kirchheimer, traduit bien la contradiction dans laquelle est enfermée la direction sociale-démocrate du SPD : il écrit un rapport intitulé « *Réforme de la constitution et social-démocratie* », dans lequel il se prononce pour un renforcement des pouvoirs du président au détriment du Reichstag. Dans ce texte il fait référence plusieurs fois à Carl Schmidt, ce que la direction du KPD à l'époque ne manquera pas de souligner. Otto Kirchheimer écrit par exemple ceci :

« ... Si le Reichstag devient incapable de remplir sa mission, alors c'est à un autre organe de l'État qu'il faut confier cette fonction indispensable de conduire l'appareil de l'État à travers ces temps difficiles. D'où il résulte que tant qu'il y aura une majorité, certes divisée au parlement mais fondamentalement hostile à l'État, le président, pour autant qu'on puisse le nommer ainsi, ne peut rien faire d'autre qu'éviter les décisions destructives de ce parlement. Il ne fait aucun doute que Carl Schmitt avait raison lorsqu'il y a déjà deux ans, il exposait le fait qu'une constitution du Reich n'est valable que si elle donne à une majorité du Reichstag et à sa capacité d'action, tous les droits et les possibilités de s'imposer comme le facteur déterminant de la volonté politique. Si le parlement n'est pas en état de le faire, alors il n'a pas non plus le droit d'exiger que les autres instances responsables restent les bras croisés. »

Pour la direction de la social-démocratie, face à la grande crise économique que traverse la société allemande, il faut renforcer l'exécutif au détriment de la démocratie parlementaire. Les chefs sociaux-démocrates s'arrêteront en chemin, les nazis le feront. A la fin de la République de Weimar, Carl Schmidt¹⁶¹ était d'accord avec la nécessité d'infléchir la prédominance de l'exécutif. Avec l'avènement de Hitler, Il s'emploiera à justifier les pires aspects de la législation nazie. Dans la conception libérale démocratique l'Etat de droit est défini par la loi, qui émane expressément des représentants élus. Pour Schmidt, le droit n'a rien à voir avec la démocratie libérale ; il traduit une volonté politique qu'elle soit celle d'un souverain, d'un monarque, d'un gouvernement disposant de pouvoirs spéciaux. Le droit justifie un état d'exception ou la suspension des pouvoirs d'un parlement. Il rompra avec le régime nazi, non en raison de sa conception de l'Etat et du Droit, mais en tant que catholique. La hiérarchie vaticane prendra ses distances, aussi bien avec le régime de Hitler qu'avec celui de Pétain en France, parce qu'elle ne pouvait accepter le néo-paganisme nazi et le fait que ce dernier lui dispute le contrôle

¹⁶⁰ Ibidem

¹⁶¹ Carl Schmidt (1888-1985)

de la jeunesse. Les nazis remettaient en question les « *corps intermédiaires* », ce que la hiérarchie au nom du principe de subsidiarité ne pouvait accepter.

Ce que Ernesto Laclau et Chantal Mouffe reprennent à la théorie de Carl Schmidt, c'est l'opposition à la démocratie libérale par la construction du peuple contre l'oligarchie. Elle n'est possible que par l'identification de tous les individus à une même leader. A ce point Laclau compare la relation du « *peuple* » au leader à la relation des fidèles à l'Eglise du Christ : nous sommes tous des rameaux du « *corps mystique du Christ* », dont nul ne peut s'extraire.

En août 2013, Chantal Mouffe participe aux journées d'études du PG à Toulouse. Elle y affronte l'historien et militant communiste non membre du PCF, Roger Martelli¹⁶², animateur de la revue *Regards*. Mélenchon commente :

« Martelli était plein de bonne volonté mais sa vision marxiste traditionnelle était totalement opposée à celle de Mouffe, qui appelle à dépasser le vieux clivage entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. On se prenait tous la tête à deux mains en observant le spectacle. »

Que défend Chantal Mouffe qui fait se tordre de rire Mélenchon, promis au rôle du tribun suprême :

“Il y a dans nos sociétés une multiplicité de demandes démocratiques hétérogènes, analyse-t-elle. Il faut prendre en compte les demandes populaires de la classe ouvrière, laissées de côté par la social-démocratie, mais aussi les nouvelles demandes comme celles des classes moyennes. Une partie d'entre elles profitent de la mondialisation, mais d'autres en souffrent. Le véritable défi pour le populisme de gauche, c'est de réussir à rassembler les deux. Et ça, Jean-Luc Mélenchon l'a très bien compris en s'emparant du thème de l'écologie, un sujet qui affecte tout le monde.”

Et elle rappelle le prédicat du populisme : la classe ouvrière ne peut plus être considérée comme le moteur de l'histoire. C'est la nouvelle alliance entre classe ouvrière et couches moyennes qui est sanctifiée, dans laquelle les couches moyennes sont promues au rôle de moteur s'incarnant dans le leader maximo.

Dans une interview donnée à AgoraVox¹⁶³ Chantal Mouffe fait une synthèse de sa doctrine et la résume en quatre points fondamentaux. Nous nous permettrons de comparer ce qu'elle y développe avec les positions des néo-socialistes d'avant-guerre.

1) Sur la place de la classe ouvrière, elle déclare ceci :

« Dans Hégémonie et stratégie socialiste, nous développons également l'idée qu'un projet socialiste ne peut consister uniquement dans la défense des intérêts de la classe ouvrière. A côté de la demande de justice sociale légitime, il y a toute une série d'autres demandes démocratiques qui ont à voir avec des antagonismes qui ne sont pas situés au niveau de l'économie : la lutte contre le racisme et le sexisme notamment. Il est nécessaire d'articuler ces différentes demandes. C'est pourquoi nous proposons de reformuler l'idéal socialiste en termes de radicalisation de la démocratie. Il faut étendre l'idéal démocratique à toute une série de domaines qui avant n'étaient pas conçus comme étant

¹⁶² Martelli, Roger (né en 1950) : ancien dirigeant du PCF, anime aujourd'hui la revue « *Regards* ». « *refondateur* » communiste à partir de 1990 avec Patrick Braouezec, Pierre Zarka ou encore Lucien Sève. Il est Partisan d'un « *pôle de radicalité* » après 1995, il sera de toutes les tentatives de regroupement des forces situées à gauche du PS, dont naturellement le FDG..

¹⁶³ <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/04/11/31001-20170411ARTFIG00090-entretien-exclusif-avec-chantal-mouffe-la-philosophe-qui-inspire-melenchon.php>

politiques. Pour autant, il n'a jamais été question d'abandonner les classes populaires ou de troquer le social contre le sociétal. »¹⁶⁴

Ce qui est rejeté dans ce paragraphe c'est le fait que dans le rapport social capital-travail, la classe ouvrière est révolutionnaire, non en fonction de quelque idée d'une fin mystique de l'histoire, mais parce qu'elle la seule classe de la société bourgeoise en capacité de dépasser le rapport capital-travail et donc d'émanciper l'humanité du travail salarié : c'est le mouvement propre d'émancipation sociale de la classe qui permet de prendre en compte les revendications sociétales. Si on passe par-dessus bord cette idée fondamentale du matérialisme historique, la défense de la classe ouvrière étant un élément parmi d'autres, il n'y a plus de fil conducteur, il n'y a plus de classes sociales qui se disputent la scène de l'histoire.

Petit rappel historique : en 1931 Marcel Déat publie un livre intitulé « *Perspectives socialistes* » dans lequel il affronte la direction de la SFIO et qui servira de base idéologique pour constituer le courant néosocialiste ; madame Mouffe n'est pas particulièrement innovante : Déat explique que la classe ouvrière n'est qu'un élément parmi d'autres pour constituer « *le front du peuple* ». Ce n'est pas le mouvement ouvrier qui est la locomotive de l'histoire, c'est la capacité du « *socialisme* » à changer la donne en utilisant les structures de l'Etat...

2)La faillite de la social-démocratie, épinglée par Chantal Mouffe, voit les masses désorientées se tourner vers les mouvements populistes. C'est un fait. Ceci dit, il y aurait beaucoup à dire sur ce point : celle-ci ne doit pas être la seule sur le banc des accusés. Le stalinisme et les relais de direction qu'il a occupés dans le mouvement ouvrier occidental ont joué un rôle particulièrement réactionnaire au cours du XXème siècle. Le stalinisme c'est un siècle de retard imposé à l'horloge de l'histoire. Curieusement, chez les doctrinaires du populisme de « *gauche* », il est beaucoup question de la social-démocratie, mais très peu de la question du stalinisme et de son bilan. La réponse de notre idéologue, au lieu de poser la question de la reconstruction du mouvement ouvrier, c'est de dire qu'il faut se situer sur le même terrain que les populistes, en traçant le chemin d'un « *populisme de gauche* ». Ainsi dit-elle :

« Un « nous » se définit toujours par rapport à un « eux ». Mais le « eux » n'est pas obligatoirement « les immigrés ». Il peut être tout autre à commencer par les forces du néolibéralisme. La différence fondamentale entre populisme de gauche et de droite est la nature du « eux ». Dans tous les cas, le « nous » et le « eux » ne sont jamais la représentation d'intérêts qui existent déjà. Podemos l'a très bien compris et ne s'adresse pas uniquement aux gens qui votent ou se reconnaissent dans la gauche. Le mouvement cherche également à convaincre les électeurs du Parti populaire, à créer une volonté collective, un « nous » qui serait de nature transversale. »¹⁶⁵

La démarche est uniquement pensée en termes de représentation électorale, ici on court après les voix du Parti Populaire, en France après celles du FN. Dans cette situation – choisir le même terrain que l'adversaire - les couches populaires désorientées et la petite bourgeoisie ruinée préféreront toujours l'original à la copie.

3)Avec le populisme de « *gauche* » on entrerait dans l'ère de la post-démocratie. L'auteur explique :

« Je suis en désaccord profond avec ceux qui considèrent que l'électorat du FN est perdu car intrinsèquement « raciste » ou « sexiste ». Il faut se demander pourquoi ces électeurs se reconnaissent dans le FN. Selon moi, l'abandon des classes populaires par la social-démocratie explique le succès des

¹⁶⁴ Ibidem Agoravox

¹⁶⁵ Ibidem Agoravox

populismes de droite. Les sociaux-démocrates ont accepté la thèse selon laquelle il n'y a pas d'alternative à la société néolibérale. S'il n'y a pas d'alternative, cela signifie que les décisions à caractère politique ne sont pas vraiment politiques, mais techniques et doivent être résolues par des experts qui organisent le statu quo. C'est ce que j'appelle la post-politique. »¹⁶⁶

Qu'est-ce que la post-démocratie ? L'incapacité de la social-démocratie de répondre aux aspirations d'un peuple se dépasse par un régime où la démocratie par délégation, c'est-à-dire le droit pour le peuple souverain, d'élire ses représentants, est remplacé par des experts. Avec cette notion on est au cœur du corporatisme, de l'association capital-travail. Ce n'est pas franchement une idée nouvelle.

Deuxième rappel historique : au moment où se développait le combat des néosocialistes dans la SFIO, un deuxième réseau autour de la revue « *Révolution constructive* », animé par l'historien Georges Lefranc, défend l'idée d'un état fondé sur la compétence des experts. En 1931 se fonde un troisième réseau, le courant X-Crise ou « *planisme des ingénieurs* ». Ses fondateurs Gérard Bardet et André Loizillon associent des personnalités issues de polytechnique pour trouver des solutions aux problèmes économiques des années 1930. Les planistes ne se réunissent pas seulement entre experts mais vont jouer un rôle incontestable dans la superstructure politique, multiplier des liens avec des hommes politiques appartenant aussi bien aux courants de gauche que de droite, et jusqu'à l'extrême droite maurrassienne. On retrouve là l'idée populiste classique, ni droite ni gauche, mais un glissement vers un Etat autoritaire qui met au rencart le parlementarisme.

4) Pour Chantal Mouffe la référence à la nation chez un peuple est déterminée par un « *affect* » - *état d'esprit correspondant à la manifestation des émotions, des sentiments, de la motivation, écrit le dictionnaire - ou par « un investissement libidinal très fort »* (dixit Mouffe). Voilà la psychanalyse freudienne, du moins sa déformation grossière, appelée au secours !

« Je défends l'idée d'un patriotisme de gauche car je crois qu'il y a un investissement libidinal très fort dans l'identité nationale. Il faut en tenir compte. C'est une erreur de diaboliser la nation ou d'en faire un instrument fasciste. J'ai souvent été critique d'Habermas qui préconisait d'abandonner l'identité nationale au profit d'une identité post-nationale européenne. J'ai toujours pensé que c'était impossible car l'identité nationale est trop importante pour les gens. L'erreur de toute une partie de la gauche est de penser que l'attachement à la nation conduit nécessairement à des formes négatives de nationalisme. Je considère au contraire que cet attachement peut être mobilisé d'une manière tout à fait progressiste. »¹⁶⁷

Ici la nation se fonde sur des notions complètement subjectives, totalement opposées à la conception républicaine : nous avons rappelé précédemment à propos des populismes des années 1930, la conception de Renan en 1876, fondant la République sur le regroupement de citoyens qui ont fait le choix de vivre ensemble en se dotant démocratiquement de règles de vie communes.

La nation de Chantal Mouffe, c'est celle de Maurice Barrès, pas celle de Jaurès ! L'affect c'est le « *rapport charnel* » avec sa patrie que Mélenchon a revendiqué dans plusieurs entretiens, notamment dans la revue Marianne.

5) Si la post-démocratie c'est la politique faite par des techniciens spécialisés ou experts, la pierre angulaire ne repose plus sur des instances élues mais sur un principe régulateur. Elle déclare :

« Dans la mesure où le peuple est hétérogène, il faut un principe articulateur pour le fédérer. Dans la plupart des cas, la personne du leader joue un rôle important. Elle permet au 'nous' de se cristalliser

¹⁶⁶ Ibidem Agoravox

¹⁶⁷ Ibidem Agoravox

autour d'affects communs, de s'identifier à un signifiant hégémonique. Dans certains cas spécifiques, une lutte concrète peut suffire comme ce fut par exemple le cas pour le mouvement Solidarnosc en Pologne. La lutte dépassait largement la personne de Lech Walesa. Mais dans la majorité des mouvements politiques importants qui ont existé, le leader a toujours été déterminant. Leader charismatique ne veut pas nécessairement dire leader autoritaire. Dans le cas de Pablo Iglesias, son leadership n'est pas incompatible avec une importante démocratie interne. »¹⁶⁸

Chantal Mouffe a beau apporter des bémols en disant que la vie interne de Podemos reste démocratique. Sans doute, puisque ce parti est d'emblée issu du mouvement révolutionnaire des indignés. Il est difficile de tirer un trait sur sa base sociale, même si une partie de sa direction autour d'Íñigo Errejón explique qu'il ne considère pas Podemos comme le parti des Indignés et qu'il défend la post-démocratie du règne des experts.

Voilà résumée une doctrine, dont les origines sont pour le moins réactionnaires, en quelques points : la classe ouvrière n'est plus le moteur vers l'émancipation sociale ; la crise de la social-démocratie conduit les masses vers le populisme d'extrême droite : il faut reprendre la matrice du populisme et lui donner un contenu de « gauche » ; la démocratie électorale peut être remplacée par le règne des « experts » ; la nation est vidée de son contenu républicain, elle devient un « affect » ; enfin il faut un leader maximo qui arbitre les conflits au sein de la société. Nous allons voir maintenant comment Mélenchon y apporte son complément.

[Retour](#)

La question des « corps intermédiaires » dans le populisme : Jean Luc Mélenchon contre la charte d'Amiens...

Après l'épisode de la lutte contre la loi El Khomri, offensive du gouvernement Valls visant la destruction du droit du travail, le tribun de la FI part en guerre contre la Charte d'Amiens de 1906, dont par ailleurs se réclament aujourd'hui les trois confédérations, y compris la CFDT. En face d'une défaite il faut savoir dire pourquoi cette défaite a été rendue possible. Pour Mélenchon la Charte d'Amiens devient la cible : pour comprendre cette mise en cause, qui a surpris bien des militants politique ou syndicaux normalement constitués, il convient de revenir aux origines du débat. Dans les années qui précèdent la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier, dans toutes ses composantes se prépare à la prise du pouvoir.

Léon Trotsky, dans un texte du 14 octobre 1929, intervient sur la question syndicale, dans un contexte où l'opposition de gauche agit encore au sein de la IIIème Internationale Communiste. Au lendemain du congrès de Tours en 1920 qui voit l'éclatement du mouvement ouvrier en deux courants, les réformistes et les révolutionnaires, la nouvelle internationale naissante est entre les mains du parti qui a fait la révolution et exerce le pouvoir, le parti bolchévik.

Dans ce texte de 1929, Trotsky ouvre la discussion de la manière suivante :

« ...Le syndicalisme français d'avant-guerre, à ses débuts et pendant sa croissance, en combattant pour l'autonomie syndicale, combattit réellement pour son indépendance vis-à-vis du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels celui du socialisme réformiste et parlementaire. C'était une lutte contre l'opportunisme, par une voie révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas à cet égard fétichisé l'autonomie des organisations de masse. Bien au contraire, il a compris et a affirmé le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les

¹⁶⁸ Ibidem Agoravox

organisations de masse, organisations qui reflètent la classe ouvrière avec toutes ses contradictions, ses retards et ses faiblesses.

La théorie de la minorité active était essentiellement une théorie inachevée du parti prolétarien. Dans sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était l'embryon d'un parti révolutionnaire contre l'opportunisme, c'était une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire.

La faiblesse de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, était l'absence d'une base théorique correcte, et donc une mauvaise compréhension de la nature de l'Etat et de son rôle dans la lutte de classe ; une conception inachevée, incomplète et par conséquent erronée du rôle de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. De là les erreurs de tactique, comme le fétichisme de la grève générale, ignorant le lien entre le soulèvement et la prise du pouvoir, etc...»

Trotsky souligne que dans les périodes d'accalmie sociale ou de relative expansion économique, la question de la perspective politique est reléguée au second plan : l'appareil réformiste des syndicats est en capacité de gérer les affaires quotidiennes de la lutte des classes. En revanche, dans les périodes de crise économique du capitalisme, où les intérêts vitaux des masses sont menacés, où l'alternative « *socialisme ou barbarie* » est de nouveau à l'ordre du jour, la question de la perspective politique revient au premier plan : jusqu'en 1914, qui voit le naufrage de l'Internationale dans l'Union Sacrée, le courant syndicaliste révolutionnaire a joué un rôle éminemment progressiste. Il influence y compris les partis de la IIème Internationale réformiste, du moins formellement pour la direction des partis français et allemands, qui reprenaient la perspective de la grève générale insurrectionnelle en cas de guerre impérialiste. Pourtant en quelques jours les partis allemands et français capitulent devant leur propre gouvernement : les dirigeants russes de l'aile gauche social-démocrate considéraient le parti socialiste allemand comme le fleuron de l'Internationale ; lorsque l'annonce est faite de sa soumission, Lénine lui-même croit d'abord à un faux fabriqué par l'Etat-major militaire. Dans cette période de guerre et de révolutions, la frontière entre le syndical et le politique devient de plus en plus mince. La principale critique que Trotsky adresse au groupe de Pierre Monatte en 1929, c'est le refus d'inscrire leur action, dans une perspective communiste. Certes, ils seront les premiers à prendre les coups de la dictature stalinienne naissante : Monatte sera exclu du PCF dès 1924. Des militants fondateurs du PCF comme Fernand Lorient, Boris Souvarine ou Alfred Rosmer suivront ce même chemin d'exilés dans leur propre classe, qui sera ensuite celui des trotskystes...

Alors reposons la question de l'indépendance des syndicats et de la charte d'Amiens de 1906. Contrairement à l'interprétation qu'en feront les dirigeants réformistes des syndicats plus tard, ce texte qui résulte d'un rapport de force au sein du mouvement ouvrier, est d'abord un acte de défiance à l'encontre du réformisme. Trotsky en reprend l'aspect progressiste lorsqu'il écrit dans ce même texte que l'indépendance des syndicats est ni plus ni moins que le droit des ouvriers de gérer leurs organisations comme ils l'entendent. Il utilise même les termes suivants : « *la libre autogestion des syndicats* » par les ouvriers eux-mêmes. Quant à l'indépendance revue et corrigée par la bureaucratie réformiste, il ajoute :

« ... Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un

peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

...[La Ligue Syndicaliste¹⁶⁹]... Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du leadership des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte...

... Il va de soi que le maintien de l'unité des organisations syndicales a d'énormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les syndicats remporte ses premiers succès, les opportunistes prennent la voie de la scission. Les relations paisibles avec la bourgeoisie leur sont plus chères que l'unité du prolétariat. C'est le constat incontestable des expériences de l'après-guerre... »

Le syndicalisme en France n'a jamais été indépendant : l'éclatement en plusieurs confédérations est totalement structuré sur la pluralité des représentations politiques du mouvement ouvrier. Aux lendemains de Tours, la CGT éclate en deux composantes, la CGTU, animée par le courant communiste, et la CGT réformiste. L'influence du syndicalisme, fondé sur la doctrine sociale de l'Église, la CFTC fondée en 1919, est alors très minoritaire. La CGT unique et démocratique s'est reconstituée sur la poussée sociale qui conduit à juin 1936, dernier acte révolutionnaire avant que le monde sombre à nouveau dans la barbarie de la guerre impérialiste. La division du monde entre les puissances impérialistes et l'URSS à Yalta, la guerre froide conduisent à l'éclatement du syndicalisme confédéré : une CGT verrouillée par le rôle éminemment réactionnaire joué par l'appareil stalinien international, le courant réformiste fondant la CGT-FO en 1947 qui reçoit l'aide de l'impérialisme américain, par le biais de l'AFL-CIO. Seuls les enseignants refusent alors la division syndicale et continuent à maintenir les principes de l'unification syndicale de la vieille CGT dans la création de la FEN. A mon sens jusqu'en 1972, date où sa majorité réformiste sympathisante du nouveau PS, va évoluer dans un sens de reniement de ses propres principes qui la conduira à la défaite laïque de 1983-1984 et à l'éclatement de 1992. En 1964, se construit la CFDT, centrale issue de la CFTC, formellement déconfessionnalisée, mais constituée sur les principes du Christianisme social. Après la grève générale de 1968, elle s'appuiera sur les courants gauchistes, intégrera des militants de ces courants post-1968 dans son appareil de direction, pour apparaître à gauche de la CGT, encore sous le contrôle de l'appareil stalinien. Elle jouera un rôle important dans la reconstruction du nouveau parti socialiste à Epinay, y développant son aile directement corporatiste. Elle se séparera de son « *aile gauche* », quand sa politique d'accompagnement des réformes néo-libérales, montrera ce qu'elle est réellement : une centrale jaune dans le mouvement ouvrier. Les manifestations de rue laissent souvent fleurir des formulations ou des mots d'ordre qui résument l'essentiel. Durant la lutte contre la loi El Khomri était écrit sur des pancartes de certains manifestants : « *Lorsque le PS rétablira l'esclavage, la CFDT négociera la longueur des chaînes !* » La crise des confédérations ouvrières voit se développer les syndicats SUD, particulièrement depuis la grande grève de 1995 sur les retraites, en réaction à l'orientation du bureau confédéral de la CFDT, sous la direction de Nicole Notat. C'est un retour aux principes du syndicalisme révolutionnaire et à la perspective de la grève reconductible contre les journées d'action.

Pourquoi Jean Luc Mélenchon s'en prend-il aujourd'hui à la Charte d'Amiens ? Revendique-t-il l'apport progressiste de ce fondement du syndicalisme ouvrier, c'est-à-dire le droit d'autogérer ses luttes, y compris s'il le faut par des moyens révolutionnaires ? Certes non ! Mais comme il a lu attentivement

¹⁶⁹ La Ligue syndicaliste : organisation fondée par Monatte et ses amis.

Trotsky, dont il se paie le luxe parfois de s'en réclamer, il nous passe sa camelote. Il revendique le droit pour les responsables politiques, amis du mouvement social, de dire ce qu'ils pensent de ce qui se fait. Il réclame le droit de discuter sur un pied d'égalité avec les syndicats, plus exactement avec leur appareil dirigeant, de l'élaboration de la stratégie devant être mise en œuvre. Il demande que la FI soit un interlocuteur à part entière, et ait une partie du pouvoir décisionnel.

C'est un tournant politique dans l'itinéraire de Jean Luc Mélenchon, aussi important que celui pris à l'été 2014, au moment où il quitte le Front de Gauche. Depuis son départ du Parti socialiste, il n'avait eu de cesse d'affirmer qu'il se gardait bien de commenter publiquement la stratégie des organisations syndicales. Durant la mobilisation contre la réforme des retraites de 2010, sollicité par un journaliste d'Orange qui lui demandait s'il appelait à la reconduction de la journée de grève du mardi 12 octobre 2010, il répond : « *Je n'appelle à rien du tout, ce sont les travailleurs qui décident, et cela ne peut pas être quelqu'un d'autre qu'eux dans leur section syndicale et sur leur lien de travail. Nous on soutient* ». Leader du Front de gauche, et dans le prolongement de sa position de social-démocrate de gauche, il défend le rôle des organisations syndicales dans leur combat. Sur la radio RMC, il rappelle ce que doivent faire les mouvements politiques sympathisant avec la lutte menée : « *Les syndicats derrière lesquels je me range sans conditions organisent la résistance sociale. Et nous nous essayons de contribuer avec nos modestes moyens à la réussite des journées de mobilisation* ». Interrogé par Jean Jacques Bourdin, lui demandant s'il appelle à la grève reconductible, il répond : « *Je m'interdis de dire ce que je préfère. J'ai un avis, c'est que les syndicats savent ce qu'il faut faire. Je ne suis pas dirigeant syndical* ». Puis il ajoute : « *Je m'en tiens à ce que j'ai toujours dit, à savoir que le Charte d'Amiens voté par le syndicat à l'époque unique CGT prévoyait une séparation du politique et du syndicat. Je dis que je soutiens les syndicats, et que je propose donc un référendum en tant que responsable politique* ».

Pourquoi un tel changement d'orientation de la part de Jean-Luc Mélenchon ? Pourquoi maintenant ? Qu'est-ce que cela révèle ? La réponse se trouve fondamentalement dans le glissement progressif vers une radicalisation populiste. L'utilisation d'une certaine mise en cause gauchiste, dont il joue habilement, des directions confédérales ne doit pas faire illusion : certes, la critique de la stratégie des journées d'action et de l'engagement des directions de la CFDT et de FO dans l'accompagnement du macronisme, est pain béni pour lui.

Le choix des mots a son importance : il considère que les « *corps intermédiaires* » sont un obstacle à la « *fédération du peuple* ». Le rapport du « *leader charismatique* » (Chantal Mouffe) avec le peuple est une relation organique, passionnelle, sans l'obstacle de ces corps « *subsidiaires* ». Dans le résumé des principes du populisme dit de « *gauche* » selon Chantal Mouffe¹⁷⁰, la question syndicale n'est pas posée, pour une raison toute simple : l'histoire de la société humaine n'est plus fondée sur la division en classes sociales qui ont des intérêts différents, en fonction de leur place dans le processus de production du travail social. Facile, Chantal Mouffe est une intellectuelle petite-bourgeoise qui pense la réalité dans le silence feutrée de son cabinet de travail, au pied des œuvres de Carl Schmidt, loin du vacarme de la rue. Mélenchon doit lui se coltiner aux représentations syndicales et politiques du mouvement social. Il adapte la doctrine populiste devant et face au mouvement social.

Qu'est ce que ces « *corps intermédiaires* », qui sont ou peuvent être un obstacle à la construction du peuple. Le concept de « *corps intermédiaires* » appartient à la doctrine sociale de l'Eglise catholique qui se fonde sur l'unité de destin de l'espèce humaine : riches ou pauvres, patrons ou ouvriers, nous sommes tous membres « *du corps mystique du Christ* ». L'Eglise revendique depuis « *Rerum novarum* » après 1891, ce qui, pour répondre aux chrétiens sociaux qui présente ce changement d'orientation de la papauté sur la question sociale comme une politique progressiste, n'est que la continuité de la

¹⁷⁰ Interview à FigaroVox de novembre 2017

doctrine économique de cette dernière depuis le développement du capitalisme au XIII^{ème} siècle et la résistance de l'Eglise contre ce nouveau mode de production. L'Eglise prend position contre le capitalisme naissant, en raison du fait que ce dernier va faire disparaître tous les rapports de domination servile, « *personnels, idylliques, patriarcaux* », comme l'écrit le « *Manifeste Communiste* » de 1848, et laisser subsister entre l'homme et l'homme que les froides relations de l'exploitation capitaliste. Le principe de subsidiarité est déjà au cœur de la première doctrine économique de l'Eglise, la théologie de Thomas d'Acquin. Nos chrétiens sociaux modernes défendent les communautés intermédiaires, d'abord la famille, puis le village, la paroisse, la communauté de travail, la région : il s'agit de protéger l'individu contre les empiètements « *totalitaires* » de l'Etat. Dans la réalité de la France, c'est une remise en cause des apports démocratiques de la Révolution bourgeoise à la civilisation.

Quel rapport avec la mise en cause des « *corps intermédiaires* » dans le populisme dit de « *gauche* » et « *rerum novarum* »? C'est la même grille d'analyse : il n'y a plus les classes sociales et leur mouvement, mais des communautés diverses, le salariat étant un élément parmi d'autres. Que Mélenchon qui a lu dans le détail et écrit fréquemment sur les encycliques papales et la politique de l'Eglise catholique au XX^{ème} siècle, se serve du concept de « *corps intermédiaires* » pour défendre le point de vue qu'aujourd'hui les organisations syndicales sont des obstacles à la « *construction du peuple* », représente une rupture fondamentale avec le mouvement ouvrier: les syndicats ne sont pas des « *corps intermédiaires* », mais les outils que la classe ouvrière s'est donnée dans son histoire pour résister à l'exploitation et au vol de la force de travail. Au-delà la construction du parti ouvrier s'appuie sur cette résistance élémentaire pour développer son propre projet politique et pour gouverner la société. La stratégie des directions syndicales pour le moins discutables est une chose, la nécessité absolue de défendre le syndicat vis-à-vis des structures de l'Etat bourgeois à l'ère de la décadence du capitalisme en est une autre. Nous ne réclamons pas le droit de la bureaucratie syndicale de négocier ce qu'elle a envie de négocier avec un gouvernement, nous réclamons le droit de la classe ouvrière de gérer elle-même ses propres affaires. C'est cela et cela seulement qui légitime notre défense de la charte d'Amiens.

Après la séquence de lutte contre les ordonnances de destruction du code du travail, ou loi El Khomri, la position qu'a défendue Mélenchon sur les prérogatives des organisations syndicales dans le combat social est en contradiction flagrante avec son itinéraire politique depuis 1976, date de ses premières prises de responsabilité au sein du parti de François Mitterrand, jusqu'à son départ du Front de Gauche en 2014.

Le dimanche 21 janvier 2018 dans le Journal du Dimanche il déclare :

« Nous avons perdu la bataille des ordonnances. La France insoumise a pourtant fait un maximum d'efforts : elle a convoqué les premiers rassemblements dès juillet, puis appelé à une marche qui a été un succès. Mais nous avons perdu. La première raison, c'est la division syndicale. La seconde, c'est la coupure entre les forces syndicales et politique. On sait déjà ce qui doit changer ».

A l'automne 2017, après la séquence de lutte contre les ordonnances, le leader du MFI pourfend la référence des directions syndicales à la Charte d'Amiens dans les termes suivants :

« la charte d'Amiens, sans cesse invoquée, une nouvelle fois aura eu bon dos. Il serait temps que nombre de ceux qui s'y réfèrent pour stigmatiser la présence des organisations politiques dans le combat social

se demandent si ce document, qui date de 1905¹⁷¹ et qui résulte de la bataille entre les marxistes et les anarchistes au début du vingtième siècle, doit rester un dogme sans nuance cent onze ans plus tard ».

Certes, il y a opposition, dans le syndicalisme confédéré unifié à l'époque, entre les anarchosyndicalistes et les autres courants politiques, notamment les socialistes allemands et les vaillantistes, qui formellement se réclament du marxisme, mais qui pensent dans le syndicat que l'on peut parvenir au socialisme par les voies parlementaires et démocratiques. C'est la question du programme minimum qu'il est possible de défendre ici et maintenant, et du programme maximum, le socialisme, qui commence à émerger dans le syndicat, autrement dit le corps de doctrine social-démocrate ou réformiste. La centrale ouvrière défend à la fois les revendications matérielles immédiates dans le cadre de sa lutte d'ensemble pour « l'expropriation capitaliste », mais elle « préconise comme moyen d'action la grève générale et [...] considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». La position du 9^{ème} congrès de la CGT en 1906 qui adopte cette orientation exprime une réaction motivée du mouvement ouvrier révolutionnaire, un acte de défiance contre le réformisme. Evidemment Jean Luc Mélenchon ne l'aborde pas sous cet angle : jusqu'à la fondation de la France Insoumise, il s'est défini dans le PS, puis dans le Front de Gauche, comme un leader social-démocrate de gauche, dans la continuité du guesdisme. Lorsque la centrale tient son congrès, c'est très exactement un an après la naissance de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), où la question des rapports entre le parti et la CGT ont été discutés sur initiative du syndicaliste Victor Renard, dirigeant de la fédération du textile de la CGT et partisan de Jules Guesdes. Cette future aile gauche de la SFIO, et son leader charismatique Jules Guesdes, sont tout à fait favorables au contrôle du syndicat par le parti. Ce dernier rejette d'ailleurs clairement la grève générale comme moyen de s'emparer du pouvoir.

Jean Claude Mailly de FO, tout comme Laurent Berger de la CFDT, qui ont polémique au moment du combat contre la loi Travail contre Mélenchon défendent une indépendance vis-à-vis du politique qui n'a rien à voir avec l'esprit de la charte d'Amiens.

Entre Laurent Berger, Jean Claude Mailly et Jean Luc Mélenchon, lors du conflit sur la loi Travail, s'engage la polémique des trois faux-culs. Berger et Mailly se drapent dans le drapeau bien souillé depuis 1906 de la charte d'Amiens, fondant le syndicalisme confédéré sur l'indépendance vis-à-vis des partis politiques et de l'Etat. Le chef de la CFDT déclare : « *Je ne me mêle pas de politique, alors que Jean-Luc Mélenchon ne se mêle pas de syndicat* ». Effectivement, quand le chef de la CFDT, accompagne l'application des ordonnances Macron, quand il déclare qu'il faut aider Macron à engager les réformes, il ne fait pas de politique. Lorsque le dirigeant de la CGT-FO déclare : « *J'ai envie de lui dire keep cool mec ! Tu fais de la politique ou tu fais du syndicalisme ? On n'a pas de leçon à recevoir de lui ou d'autres. Il est dans un rôle politique, nous on fait du syndicalisme. Ce n'est pas la même chose* ». Il est bien connu que Jean Claude Mailly, qui par ailleurs est remercié par la base de son syndicat, lorsqu'il tient le stylo pour aider Macron à rédiger les ordonnances, il ne fait pas de politique. Les ordonnances Macron sont fondées sur l'association Capital-Travail, sur le corporatisme qui dénie à la classe ouvrière la liberté de se constituer comme classe spécifique dans la société, il est bien connu que ce n'est pas de la politique.

Entre le Mélenchon de 2012, dirigeant social-démocrate de gauche, qui rassemble différents courants dans le Front de Gauche et qui défend l'héritage de la Charte d'Amiens, et celui de 2014, il y a le début d'une évolution se radicalisant vers le populisme, comme nous l'avons caractérisé dans le chapitre comparant les positions de 2007 avec celles de 2014. Une rupture qui est celle de FI avec le mouvement

¹⁷¹ Erreur , désolé Monsieur le tribun « *je sais tout* », il s'agit de 1906.

ouvrier. Avec la mise en cause des « *corps intermédiaires* », on franchit un cap : Mélenchon va-t-il revendiquer la constitution d'organisations corporatistes verticales, réunissant tous les « *productifs* » dans une même unité de destin ? La communauté totale du « *peuple fédéré* », administrée par les experts, à l'ombre protectrice du leader maximo ?

N'a-t-il pas écrit que l'entreprise était notre « *bien commun* » ?

Epilogue

[Retour](#)

Le terme d'épilogue conviendra mieux que celui de conclusion : le dictionnaire dit « *dénouement d'une affaire longue et embrouillée* ». Il s'agira ici de résumer une démarche, procédant d'une expérience militante parmi d'autres. Et tout au plus de poser sur la route un signal d'alarme.

Pour la période antérieure au second conflit mondial, bien évidemment les acteurs appartiennent à l'histoire. Toutefois, il aura fallu attendre les travaux d'un historien américain comme Paxton¹⁷², ou d'un film comme « *Le Chagrin et la Pitié* »¹⁷³, pour qu'on commence à sortir du mythe gaullo-stalinien

¹⁷² Robert Owen Paxton, (né en 1932) « *La France de Vichy* » Poche, Histoire.

¹⁷³ « *Le Chagrin et la Pitié* », film documentaire de Max Ophüls, qui fit scandale en 1969 : il met en lumière des vérités sur une collaboration qui sera importante jusqu'en 1942. Diffusé en salle en 1971, il ne le sera à la télévision française qu'en 1981. Rediffusé en 1994, lors de la polémique sur l'amitié entre François Mitterrand et le chef de la police de Vichy, René Bousquet.

d'une résistance unie et majoritaire dans le pays contre le fascisme. Il y avait les bons résistants qui ont restauré la République et les mauvais collaborateurs : au cœur de ce qui nous intéresse ici, le mouvement ouvrier, les choses ont été beaucoup plus complexes. C'est l'échec des trois révolutions prolétariennes en Allemagne (1918, 1921 et 1923) qui permettent la montée au pouvoir des nationaux-socialistes. En France les partis ouvriers ne répondront pas à la vague révolutionnaire de 1936. En Espagne le stalinisme a fait encore mieux, avec l'aide de la police de Staline, il a détruit l'avant-garde, détourné l'argent de la république espagnole en livrant des armes qui ne fonctionnaient pas. Staline ne voulait pas d'une république sociale dans les citadelles du capitalisme. Si le fascisme n'avait eu à sa disposition que les organisations issues de l'extrême droite, il ne serait jamais parvenu au pouvoir. Les courants populistes ou néo-socialistes se sont construits dans un espace déserté : la social-démocratie, qui parle de marxisme les jours de congrès, devient avec Léon Blum la gérante loyale du capitalisme, c'est elle qui porte la responsabilité du développement néo-socialiste, planiste ou populiste, détail aggravant dans la jeunesse. Dans le mouvement communiste, le courant de Jacques Doriot se constitue contre la politique suicidaire de la 3^{ème} Internationale, dénonçant la social-démocratie comme la sœur jumelle du fascisme. La destruction d'une perspective communiste par ceux-là même qui dirigent le premier Etat ouvrier, laisse un espace aux aventures populistes, puis au fascisme. Doriot s'y engage et sera tué sous l'uniforme de la division Charlemagne, lors de l'offensive contre l'Union Soviétique. Ce sont des cadres du mouvement ouvrier, partis et syndicats, qui s'engagent dans le populisme et qui deviendront l'infanterie du fascisme. Marcel Déat n'était rien moins que pressenti par Léon Blum pour assurer sa succession. Jacques Doriot était en position de prendre la direction du PCF en lieu et place de Maurice Thorez. Et combien d'autres militants ouvriers ont sombré dans la démagogie populiste. Telles sont les leçons cruelles de l'histoire : le plus grave, c'est toujours lorsqu'on est trahi par les siens !

Notre génération, celle qui est venue à l'engagement révolutionnaire à l'issue de la grève ouvrière de 1968, est loin de ne pas être concernée par cette histoire : aussi bien du côté d'un PCF qui n'a plus d'identité après l'effondrement du modèle soviétique que du côté des refondateurs du mouvement socialiste, les hommes qui font l'Union de la Gauche, appartiennent encore à la génération de la guerre, celle qui a permis que la situation révolutionnaire découlant de l'effondrement du fascisme, ne débouche pas sur la mise en cause du capitalisme. La bourgeoisie française, corrompue à 90% par la collaboration, sauve l'essentiel en accordant à la classe ouvrière le programme « *socialisant* » du CNR. Dans cette affaire le PCF joue la carte principale, mais aussi le personnage sulfureux de Mitterrand trace avec la tentative néo-socialiste de l'UDSR un « *Sillon* »¹⁷⁴ qui posera en 1971 le cadre du nouveau PS d'Epinay.

J'ai appartenu à un courant, celui fondé par Léon Trotsky, qui a été persécuté par le stalinisme : à l'Est, Staline a détruit tout ce qui aurait pu permettre la construction d'un socialisme « *à visage humain* », à l'Ouest, si la police du satrape de Moscou n'avait pas les mêmes libertés d'action, globalement les trotskystes ont été chassés de leur classe.

Nous pensons que la crise des représentations du mouvement ouvrier verrait, à la faveur d'une des plus grandes grèves de l'histoire, des courants « *gauches* », ou « *centristes* » se développer et rejoindre le programme de la Révolution socialiste. Ce schéma n'a pas fonctionné. Tout ce qui a cherché à exister après 1983 en marge des représentations officielles du mouvement ouvrier, au moment où le parti de Mitterrand prend en charge les réformes néo-libérales, ne s'est pas arrimé solidement dans la lutte sociale pour offrir un débouché politique. Hormis la victoire partielle de la grande grève de l'automne 1995 contre le plan Juppé, le mouvement ouvrier a accumulé défaite sur défaite. La période qui s'ouvre

¹⁷⁴ Allusion au titre du journal démocrate-chrétien de Marc Sangnier « *Le Sillon* » qui marqua profondément la jeunesse de Mitterrand.

dans la décennie 1970 n'est pas celle de « *l'imminence de la révolution socialiste* », dont la grève de 1968 aurait été la répétition générale, mais celle d'une nouvelle offensive des forces du capitalisme contre les acquis ouvriers.

Là se situe une responsabilité particulière du courant lambertiste vis-à-vis de l'aventurier François Mitterand : lorsque l'affaire de la double appartenance de Lionel Jospin est venue sur la place publique, les médias ont bien sûr minimisé le rôle que l'appareil clandestin, dont Pierre Lambert était le chef d'orchestre, a joué dans la recomposition du nouveau Parti Socialiste. Les hommes qui ont été placés en fraction dans l'appareil dirigeant du PS, dont bien sûr celui qui en devient le premier secrétaire en 1980, Lionel Jospin, se retrouveront aux avant-postes pour appliquer les attaques anti-ouvrières dès 1982. S'il fallait résumer le mitterandisme, je dirais que c'est une contre-révolution à froid : ce fut un maître en la matière. Pouvait-on résister ? Au minimum il aurait été honorable de refuser de jouer ce rôle. Pouvait-on organiser un courant de résistance socialiste contre les réformes néo-libérales qui s'annonçaient, notamment sur la question fondatrice de l'identité socialiste, la laïcité, je pense qu'on le pouvait, du moins jusqu'en 1983. Cela aurait-il permis d'inverser la tendance, certainement non. La crise actuelle du capitalisme et sa contre-offensive contre tous les acquis ouvriers n'est pas hexagonale mais mondiale. Dans une période où les masses reculent, où les représentations du mouvement ouvrier se décomposent, ce qu'on peut faire c'est résister et poser des jalons pour l'avenir. L'adaptation d'une direction révolutionnaire – et l'OCI a été une organisation révolutionnaire puissante – à l'appareil du parti de François Mitterand, ainsi que le rôle joué dans l'appareil pseudo-réformiste de la CGT-FO, sont pour moi les deux segments qui fondent toutes les crises de cette organisation depuis l'exclusion de Stéphane Just et de ses camarades en 1983 jusqu'à l'explosion du POI et la naissance du POID en novembre 2015.

Lorsque Léon Trotsky écrit le programme qui servira de base à la proclamation de la IVème Internationale en septembre 1938, il envisage déjà la question du « *pourrissement* » des bases économiques et culturelles de la société bourgeoise. Il écrit ceci :

*« les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. »*¹⁷⁵

Au moment de la déclaration de guerre, il revient sur cette catastrophe que sera le deuxième conflit mondial pour ajouter que celle-ci, en commençant à détruire les bases de la civilisation humaine, mettra les marxistes devant la tâche à laquelle ils devront s'atteler : celle de reconstruire le mouvement ouvrier. Trotsky ajoute même : « *il faudra alors tout recommencer* ».

Entre la situation de l'après-guerre et l'embellie de la reconstruction de l'économie capitaliste, dite période des « *trente glorieuses* », et aujourd'hui, il y a une différence pour le moins importante : le mouvement ouvrier, partis et syndicats, s'y recompose sur une base de masse. Aujourd'hui la situation reste déterminée par la décomposition politique des vieilles internationales ; la conséquence pour le moins désastreuse pour les couches nouvelles du salariat et de la jeunesse, c'est la perte des repères qui permettaient de s'identifier dans une solidarité et dans un projet collectif. Mais pendant ce

¹⁷⁵ Source numérique : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.pdf> , paragraphe : Les prémisses objectives de la révolution socialiste.

sommeil de la raison dans l'histoire, surgissent des monstres, ils ne sont pas particulièrement nouveaux : populismes, néo-socialisme, retour à la doctrine sociale de l'Eglise...

Le FDG a un moment représenté une espérance et a regroupé plusieurs composantes de la gauche radicale, formellement à gauche du PS. Le statut de cartel électoral, passée l'embellie de la campagne électorale de 2012, a été l'obstacle à la reconstruction d'une force politique. La faute attribuée par l'équipe Mélenchon au PCF, du fait de ses accords électoraux locaux avec le PS, était une manière de se dédouaner de leurs propres responsabilités.¹⁷⁶ Rompant avec le PS sur une ligne social-démocrate de gauche, ou « *centriste* », dès 2012 Jean Luc Mélenchon est tenté par l'aventure populiste. Il la codifie dans l'ouvrage « *L'Ere du Peuple* » écrit à l'été 2014. Ses connivences intellectuelles sont peu fréquentables – Chantal Mouffe-, ses amitiés à l'international encore moins, son nationalisme inquiétant... Défiler le jour anniversaire de la Commune de Paris, le 18 mars 2017, dans une forêt imposée de drapeaux versaillais et aux accents de la Marseillaise, il faut oser. Faut-il que cette perte des repères dont nous parlions précédemment affecte si profondément la conscience de nos jeunes camarades ?

Il faut regarder les choses en face : le populisme, dit de « *gauche* » n'est pas une erreur, c'est une position réactionnaire qui peut paver le chemin d'un populisme qui lui ne sera pas de « *gauche* », c'est une rupture avec le mouvement ouvrier. Nous avons cité précédemment Léon Blum, épouvanté par les idées néosocialistes, polémiqueant contre le néo Pierre Renaudel¹⁷⁷ et qui déclarait au congrès de Paris de la SFIO en 1933:

« ...De la synthèse de Jaurès, voulez-vous me dire ce qu'il en reste dans cet amalgame ? La synthèse de Jaurès, c'est la synthèse de l'action de la classe et de la démocratie, et on nous présente en ce moment une espèce de notion de socialisme national par l'autorité, dans laquelle il n'y a plus ni action de la démocratie, ni action spécifique de la classe ouvrière organisée. »

Et il ajoutait :

« On ne détruit pas l'idéologie fasciste en la plagiant ou en l'adoptant... »

¹⁷⁶ D'autant que nous pourrions fournir de nombreux exemples locaux, où les sections du PG après 2012 ont passé des accords politiques avec le PS, pour se garantir des postes d'élus : quand c'est le PG qui fait, on appelle cela « accords techniques », mais quand c'est le PCF qui met les doigts dans le pot de confiture, on appelle cela trahison.

¹⁷⁷ Intervention de Léon Blum au congrès de Paris de la SFIO en 1933, cité précédemment.

Bibliographie :[Retour](#)

Alemagna, Lilian / Alliès, Stéphane, Mélenchon le plébéien, 2012

Broué, Pierre, Staline et la Révolution le Cas espagnol, Fayard, 1993

Déat, Marcel, Mémoires Politiques, Denoël, 1989

Déat, Marcel, Discours, Articles et Témoignages, Editions Déterna, 1999

Giolitto, Pierre, Histoire de la Jeunesse sous Vichy, Perrin, 1991

Kergoat, Jacques Histoire du Parti Socialiste, Repères, La Découverte, 1997

Kergoat, Jacques, Marceau Pivert Socialiste de Gauche, Les Editions de l'Atelier, 1994

Mehring, Frantz, Vie de Karl Marx, présentée et annotée par Gérard Bloch, Syllepse, 2018.

Mélenchon, Jean Luc, L'Ere du Peuple, Fayard, 2014

Mélenchon, Jean Luc, Réplique au Discours de Nicolas Sarkozy, Bruno Leprince, 2008

Mélenchon, Jean Luc, En Quête de Gauche après la Défaite, Balland, 2007

Nez, Héloïse, Podemos, de l'Indignation aux Elections, Les Petits Matins, 2015

OCI (Organisation Communiste Internationaliste), brochure, Pourquoi l'OCI appelle à voter Mitterand, SELIO, 1974.

PCI (Parti Communiste Internationaliste) La Vème République et la Démocratie, Journées d'études des 8 et 9 juin 1985, , Editions PIE, 1985

Poperen, Jean, Le Nouveau Contrat Socialiste, Ramsay, 1985

Vaudel, Marcel , De Marx à Dieu, Brochure imprimerie Castera, 1947

Vergez-Chaignol, Bénédicte, Les Vichysto-résistants, Tempus, Perrin, 2008

Index :

[Retour](#)

A

Astier (d') de la Vigerie, Emmanuel 34
 Audry, Colette 47
 Auroux, Jean..... 43, 50
 Autain, Clémentine..... 88

B

Bardet, Gérard..... 15
 Barrès, Maurice 23
 Beauchamps, Georges 34
 Benoit XVI 55, 80
 Berg, Charles 62, 63, 66, 67, 69, 70, 71, 73
 Berger, Laurent..... 111
 Billard, Martine 86, 94

Bismarck, Otto 57
 Bloch Masquart, Maxime 26, 32
 Blum, Léon 14, 20, 31, 81, 83, 92
 Bonnard, Abel 18
 Bourdin, Jean Jacques 109
 Bousquet, René 15, 36
 Brel, Jacques 12
 Broué, Pierre 74
 Buffet, Marie Georges..... 85

C

Cambadélis, Jean Christophe 37
 Cameron, David 8
 Chevènement, Jean Pierre 34, 57, 65, 85, 88, 90, 91
 Chirac, Jacques 55

Claudius Petit, Eugène.....	31, 43
Collomb, Gérard.....	34
Coquerel, Eric.....	85
Coty, René.....	55

D

Dayan, Georges.....	34
De Gaulle, Charles.....	15, 19, 23, 55, 68
De Man, Henri.....	11, 14, 50
Déat, Marcel.....	10, 19, 22, 43, 113
Debons, Claude.....	85
Debré, Michel.....	26, 57
Defferre, Gaston.....	17, 33, 43, 47, 50
Delors, Jacques.....	44
Di Maio, Luigi.....	8
Dolez, Marc.....	86, 93
Doriot, Jacques.....	92
Doriot, Jacques.....	16, 43, 113
Dray, Julien.....	52
Dreyfus Schmidt, Michel.....	35
Dumas, Roland.....	34

E

El Khomri, Myriam.....	110
Engels, Friedrich.....	19
Errejon, Inigo.....	97, 105
Estier, Claude.....	34

F

Faucher, Jean André.....	35
Fillioud, Georges.....	34
Filoché, Gérard.....	73
Frêche, Georges.....	34

G

Gerlier, Pierre.....	16, 17
Germon, Claude.....	70
Giscard d'Estaing, Valéry.....	69
Gourdot, Paul.....	54
Grillo, Beppe.....	8
Guesdes, Jules.....	11, 14, 111

H

Hadj, Messali.....	21, 101
Hazo, Bernard.....	37
Hébert, Alexandre.....	37
Hernu, Charles.....	35
Herz, Theodor.....	20
Hofer, Norbert.....	8
Hollande, François.....	55, 77, 79, 84
Huntington, Samuel.....	56

I

Iglesias, Pablo.....	96, 99
----------------------	--------

J

Jaurès, Jean.....	33, 58, 60, 83
Jospin, Lionel.....	37, 69, 79
Joubert, Jean Paul.....	74
Jouhaud, Léon.....	13
Joxe, Pierre.....	37, 90
Jurado, Francisco.....	99

K

Kergoat, Jacques.....	74
Kirschheimer, Otto.....	102

L

Labarrère, André.....	34
Laclau, Ernesto.....	26, 100
Lafontaine, Oskar.....	86
Laigniel, André.....	45
Lambert, Pierre.....	20, 37, 61, 64, 66, 67, 71, 114
Laval, Perre.....	15
Laval, Pierre.....	19
Le Pen, Jean Marie.....	36
Le Pen, Marine.....	8
Lebret, Louis Joseph.....	25
Leguen, Jean Marie.....	37
Lénine, Vladimir Ilitch.....	32, 91
Léon XIII.....	12, 42
Lerooy, Thomas.....	9
Loizillon, André.....	15
Loriot, Fernand.....	107
Louis XI.....	55
Luxembourg, Rosa.....	91

M

Macron, Emmanuel.....	56, 111
Maestre, Rita.....	96
Mailly, Jean Claude.....	111
Marchais, Georges.....	69
Marquet, Adrien.....	12, 14
Martelli, Roger.....	102
Martin, Elisa.....	85
Martinet, Gilles.....	47
Marx, Karl.....	19, 39, 57
Maurin, Joaquim.....	61
Mauroy, Pierre.....	44, 78, 82
Maurras, Charles.....	23
Mayer, Daniel.....	30
Mehring, Frantz.....	38
Mélenchon, Jean Luc.....	11, 16, 26, 38, 47, 52, 55, 70, 77, 82, 84, 94, 106, 108, 109
Mendès France, Pierre.....	36
Mermaz, Louis.....	34

Mexandeau, Louis	37
Mitterand, François . 10, 15, 23, 25, 26, 33, 40, 43, 51, 55, 60, 61, 63, 64, 69, 72, 91, 110, 113, 114	
Moch, Jules.....	34
Molinier, Henri	20
Mollet, Guy.....	42
Monatte, Pierre	107
Mondenero, Juan Carlos	96
Montagnon, Gilbert.....	12
Mouffe, Chantal	26, 100, 109
Mounier, Emmanuel.....	16, 60
Mussolini, Benito.....	13

N

Napoléon 1er.....	57
Nez, Héloïse.....	98, 99
Nin, Andrès.....	61

O

Obono, Danièle.....	88
Orban, Viktor	8

P

Péan, Pierre	36
Pétain, Philippe	35, 64, 82
Picquet, Christian	88, 93
Pie XI.....	17
Piednoir, Jean Louis.....	37
Pivert, Marceau .. 14, 19, 29, 32, 46, 47, 61, 62, 74, 82, 92	
Pleven, René.....	26, 31, 43
Poinso-Chapuis, Germaine	55
Pompidou, Georges.....	19, 55
Poperen, Jean.....	42, 50
Pupunat, Franck	86

R

Renan, Ernest.....	19
Renard, Victor	111
Renzi, Matteo.....	8
Rocard, Michel	25, 40, 57, 73, 74
Rosmer, Alfred	107
Rousselet, André.....	35
Royal, Ségolène.....	77, 80, 82, 84

S

Salvini, Matteo	8
Sangnier, Marc.....	23, 31, 41, 60
Sarkosy, Nicolas	58
Sarkozy, Nicolas	55, 77
Saumade, Gérard	34
Savary, Alain.....	45, 48, 51, 57
Schmidt, Carl	101, 102
Soudais, Michel	77
Souvarine, Boris	107
Staline, Joseph	23

T

Thorez, Maurice	31, 46, 113
Trotsky, Léon..13, 14, 40, 61, 62, 67, 72, 91, 92, 106, 107, 113, 114	
Tsipras, Alexis.....	100

W

Wilders, Geert.....	8
---------------------	---

Z

Zyromski, Jean.....	14, 62, 82, 96
---------------------	----------------